



Commune de DINEAULT

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

1- RAPPORT DE PRESENTATION



Arrêt : 28 septembre 2021

Approbation

Table des matières

1	CONTEXTE GENERAL	3
1.1	Les objectifs DE L'élaboration du PLU	3
1.2	Situation géographique	3
1.3	Situation administrative	4
2	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	6
2.1	Les composantes physiques du territoire	6
2.1.1	Le climat.....	6
2.1.2	La géologie.....	8
2.1.3	Le relief et la géomorphologie.....	10
2.1.4	L'hydrographie.....	11
2.2	Le patrimoine naturel	13
2.2.1	Le patrimoine naturel remarquable	14
2.2.2	La nature ordinaire	21
2.2.3	La faune	30
2.2.4	La trame verte et bleue	34
2.3	la qualité de l'air et la transition énergétique	39
2.3.1	Le diagnostic "air" du pcaet.....	39
2.3.2	Le diagnostic "énergie" du pcaet.....	40
2.3.3	Les infrastructures de transport électriques sur dineault.....	43
2.4	La gestion de l'eau	43
2.4.1	Le sdage Loire Bretagne	44
2.4.2	Le sage Aulne	45
2.4.3	La ressource en eau potable.....	49
2.4.4	La gestion des eaux usées.....	50
2.5	Les risques et nuisances	54
2.5.1	Le risque inondation par submersion marine	55
2.5.2	Les risques mouvements de terrain	55
2.5.3	Le risque incendie	55
2.5.4	Le risque tempête.....	56
2.5.5	Le risque sismique	56
2.5.6	Le risque "radon".....	56
2.5.7	les risques industriels et techniques	57
2.5.8	Les sols pollués	57
2.5.9	La gestion des déchets.....	58
2.5.10	Les nuisances sonores	59
3	TERRITOIRE ET POPULATION	60
3.1	Les caractéristiques identitaires de la commune	60
3.1.1	Situation des paysages de la commune par rapport aux unités paysagères du territoire du PNR Armorique.....	60
3.1.2	Les unités paysagères de la commune	61

3.1.3	Les sites classes et inscrits du territoire communal	65
3.1.4	Atouts et faiblesses du paysage	66
3.1.5	Le patrimoine bâti	68
3.2	Les dynamiques urbaines	71
3.2.1	Le développement de l'urbanisation.....	71
3.2.2	La consommation foncière	73
3.2.3	Les tissus urbains	74
3.2.4	Les équipements.....	75
3.2.5	Mobilité et déplacement	75
3.3	Les dynamiques socio-économiques et le logement.....	78
3.3.1	La dynamique démographique.....	78
3.3.2	Le logement.....	82
3.3.3	La dynamique économique	83
3.3.4	Les secteurs d'activités	85
4	LES CHOIX RETENUS POUR ELABORER LE PLU	89
4.1	Les grandes lignes du PADD.....	89
4.1.1	Les orientations retenues	89
4.1.2	Les objectifs d'accueil de population	90
4.1.3	Analyse du potentiel foncier au sein de l'enveloppe urbaine	90
4.2	La traduction réglementaire des objectifs du padd	91
4.2.1	les dispositions réglementaires pour l'habitat	92
4.2.2	Les secteurs d'activités économiques	92
4.2.3	Le secteur dédié aux activités agricoles	93
4.2.4	Les secteurs dédiés à la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel	93
4.2.5	tableau des surfaces	94
4.3	Les choix retenus pour établir les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).....	94
4.4	Les informations utiles et les périmètres de protection	96
4.4.1	les espaces boisés classés – ebc	96
4.4.2	Les éléments du paysage et du patrimoine à préserver	96
4.4.3	L'archéologie préventive	97
4.4.4	Les emplacements réservés.....	98
4.4.5	Les marges de recul par rapport aux routes départementales	98
4.4.6	Les changements de destination	99
5	ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION	108
5.1	La prise en compte des principes généraux de l'urbanisme	108
5.2	La compatibilité avec les documents supra-communaux	109
5.2.1	Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Châteaulin et du Porzay	109
5.2.2	Le plan local de l'habitat (PLH)	120
5.2.3	La charte du parc national d'Armorique	121
6	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	123

1 CONTEXTE GENERAL

1.1 LES OBJECTIFS DE L'ELABORATION DU PLU

La commune de Dinéault a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme sur son territoire par délibération en date du 15 octobre 2015.

Les objectifs poursuivis sont :

- Assurer un renouvellement de la population qui permette de conserver les services et équipements existants
- Favoriser la mixité sociale et la mixité des logements
- Imposer des objectifs de densité et de modération de la consommation de l'espace
- Privilégier le renouvellement urbain
- Limiter les zones d'extension urbaine
- Dynamiser le tissu économique local et pérenniser l'offre de commerce et de service
- Envisager le tourisme local comme 2nd pôle économique après l'artisanat
- Favoriser la reconversion, sous conditions, des anciens bâtiments agricoles
- Conforter les activités artisanales
- Préserver l'activité agricole
- Conforter le niveau en équipements et en services publics afin de répondre aux besoins de la population en place et à venir en collaboration avec la CCPCP
- Sécuriser les transports et les déplacements au sein de la commune
- Sauvegarder les éléments forts du paysage communal afin de conserver l'identité paysagère
- Identifier les vallées, cours d'eau, autres corridors biologiques pour établir une trame verte et bleue à l'échelle de la commune, en relation avec celle du SCoT de la CCPCP
- Protéger la qualité des eaux
- Intégrer une démarche de développement durable et induire une dynamique de constructions durables
- Développer les communications numériques

La commune de Dinéault étant membre de la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay, c'est cette dernière qui conduit la procédure d'élaboration du PLU suite au transfert de la compétence urbanisme à la communauté de communes au 1^{er} janvier 2018.

1.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE

Dinéault, commune du centre ouest du Finistère, s'étend sur 4596 ha et comprend 2168 habitants (*source INSEE : population légale millésimée 2017 en vigueur au 1er janvier 2020*).

La commune est située à environ 35 kilomètres au nord de Quimper, 55 km au sud de Brest, 24km à l'est de Crozon et 4 km à l'ouest de Châteaulin

Elle est délimitée :

- au Nord et au Nord-Est par la rivière de l'Aulne qui se jette dans la rade de Brest
- à l'Est par Saint-Ségal et Châteaulin
- au Sud par Plomodiern
- à l'Ouest par Saint-Nic et Trégarvan

Dinéault est une commune littorale, la limite transversale de la mer se situant au droit du lieu-dit le Passage.

1.3 SITUATION ADMINISTRATIVE

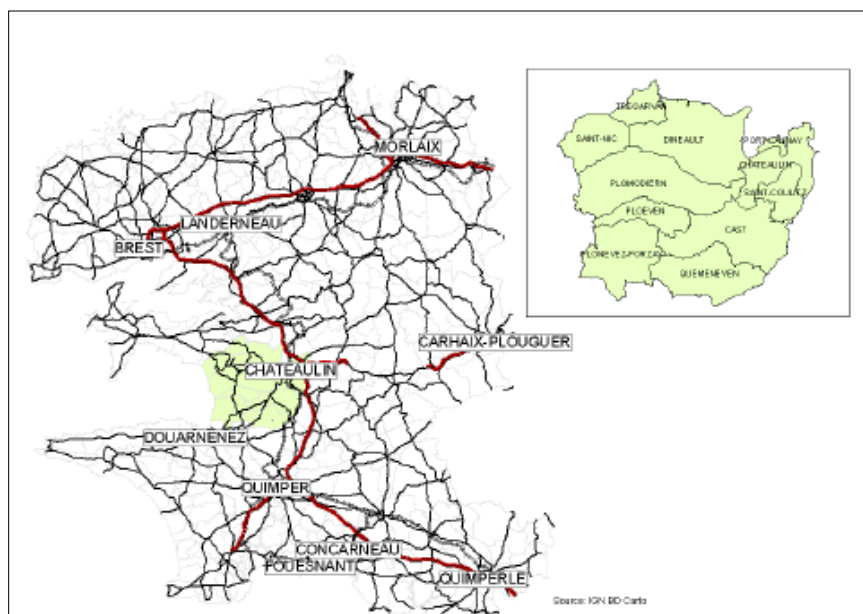
La commune de Dinéault fait partie de la **communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP)**.

La CCPCP est née de la fusion des communautés de communes du Pays de Châteaulin et du Porzay et de la région de Pleyben au 1^{er} janvier 2017.

La communauté de communes regroupe 17 communes, s'étend sur une superficie de 426,9 km² et comptabilise 22949 habitants (population municipale légale 2017)

L'EPCI exerce les compétences obligatoires suivantes :

- Actions de développement économique
- Aménagement de l'espace
- Gestion des milieux aquatiques et protections des inondations (Gemapi)
- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.



La commune est couverte par le **SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay** approuvé le 8 juin 2016.

La CCPCP a intégré le Pôle Métropolitain du Pays de Brest le 2 novembre 2017 (arrêté préfectoral). Le Pays de Brest a prescrit la révision de son SCoT pour couvrir l'intégralité du territoire métropolitain par un seul et même document (délibération du 30 avril 2019).



Dinéault fait également partie du **Parc Naturel Régional d'Armorique**.

2 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1 LES COMPOSANTES PHYSIQUES DU TERRITOIRE

2.1.1 LE CLIMAT

Situé à l'extrême Ouest de la Bretagne, l'ensemble du Finistère, et donc le territoire de Dinéault, est marqué par un climat océanique tempéré. Celui-ci se caractérise par de faibles amplitudes thermiques avec des hivers doux et des étés frais, des pluies modérées mais régulières sur l'ensemble de l'année et un régime de vents dominants d'Ouest Sud- Ouest.

Les données ont été mesurées au niveau de la station de Lanvéoc Poulmic, qui se situe à environ 30 km au nord de Dinéault. Le diagramme ombrothermique (ci-dessous) montre une relative homogénéité de la répartition des pluies au cours de l'année, la moyenne de précipitation annuelle étant de 996 mm. On peut noter l'absence de période de sécheresse annuelle. Plus de 55 % des eaux précipitées (635,9 mm) tombent entre les mois d'octobre et février, avec une pointe pluviométrique aux mois de décembre (141,6 mm) et janvier (138,4 mm).

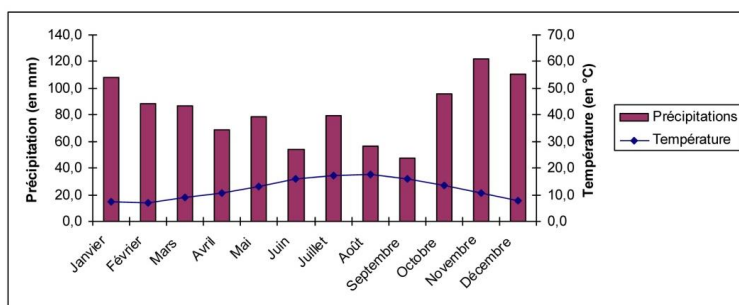


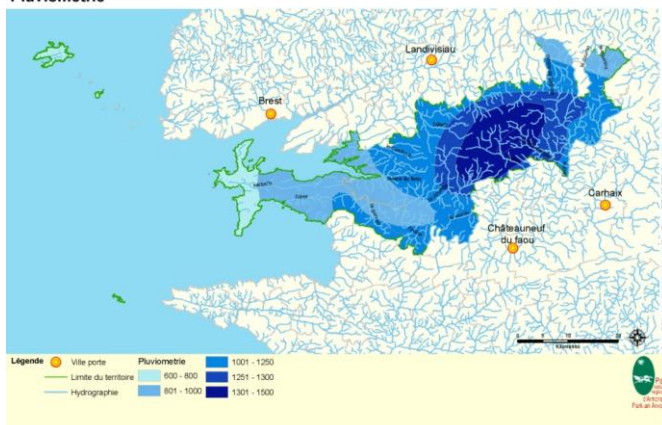
Diagramme ombrothermique - station de Lanvéoc-Poulmic - Données Météociel avril 2002 à oct. 2009

Les données présentées ci-après proviennent de la station de référence de Brest-Guipavas (relevés de 1971-2000) et de l'Atlas hydrogéologique de la Bretagne (1969-2000) :

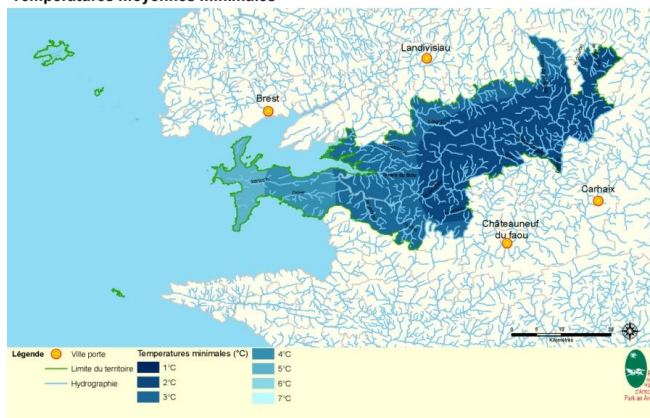
- La hauteur moyenne cumulée des précipitations est de 968 mm (station de Saint-Ségal),
- La pluie journalière décennale est estimée à 45,3 mm pour Saint-Ségal,
- La température moyenne minimale sur la zone d'étude est de 6,6°C,
- La température moyenne maximale sur la zone d'étude est de 16,8°C,
- La température moyenne annuelle est supérieure à 11,2 °C.

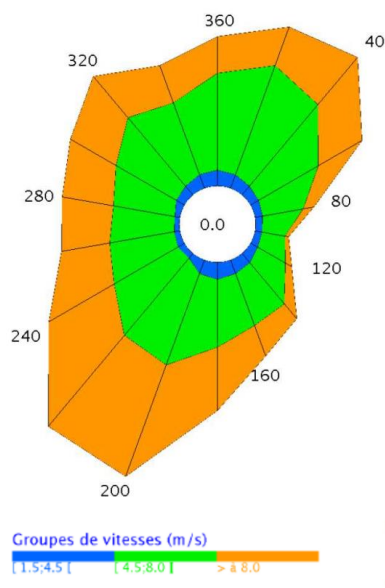
Données climatiques mensuelles interannuelles (Source Météo

Parc naturel régional d'Armorique - Park an Arvorrig
Pluviométrie



Parc naturel régional d'Armorique - Park an Arvorrig
Températures moyennes minimales





France - Station Brest Guipavas - 1991/2000)

La rose des vents est la représentation graphique des fréquences des vents, classées par direction du vent et suivant quatre classes de vitesse.

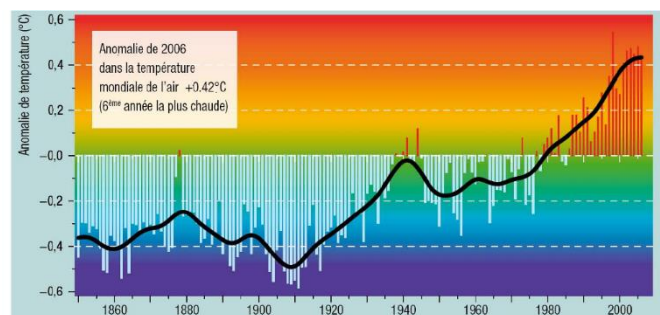
Pour le secteur de Dinéault, cette représentation graphique donne les résultats suivants (Source : Rose des vents de Brest-Guipavas, 1971 - 2004) : La primauté des vents entrants se situe dans les secteurs nord-est et sud-ouest. Le secteur sud-ouest concentre la majorité des vents qui ont une vitesse supérieure à 8 m/s.

La prise en compte du changement climatique

Les mesures des stations météo de Brest-Guipavas (série de données de 1930 à nos jours), et Quimper-Pluguffan (données de 1973 à nos jours) permettent de constater (source : PCAET de CCPCP) :

- une augmentation des températures moyennes annuelles entre 0,2 et 0,3°C par décennie sur la période 1959 et 2009 à la station Brest-Guipavas, l'été et le printemps étant les saisons qui se sont les plus réchauffées
- une augmentation des occurrences de chaleur, avec vers 1970 en moyenne 46 jours/an avec une température maximale journalière supérieure à 20°C, contre en moyenne 90 jours/an aujourd'hui (station Quimper-Pluguffan, InfoClimat)
- une légère tendance à l'augmentation des épisodes de fortes pluies à l'échelle de la Bretagne (Belleguic et al., 2012).

Évolution des températures mondiales de l'air (Source : Hadley Center for Climate Change and CRU University of East Anglia in Commission Européenne DG Environnement, 2007)



Globalement sur le moyen et long terme, il se produira certainement une évolution des milieux et de leur biodiversité. Avec toutes les incertitudes actuelles dues à la complexité des phénomènes, les évolutions concernant Dinéault pourraient être par exemple :

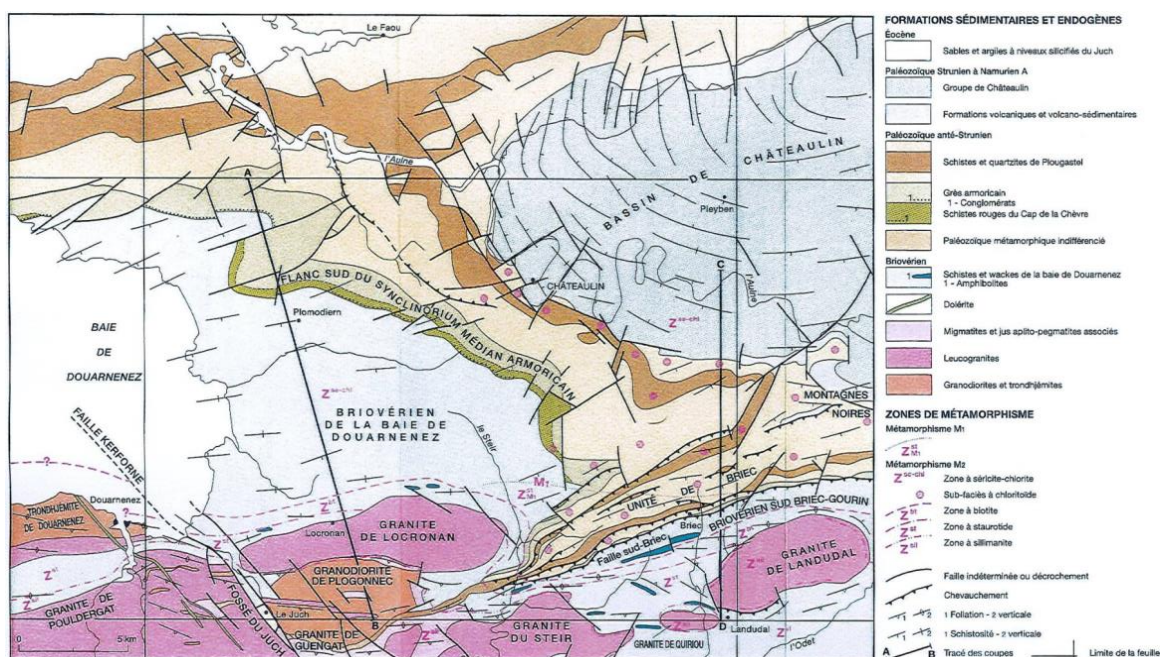
- un risque accru d'inondation,
- la modification des déplacements d'espèces et de leurs aires de répartition,
- des risques pour la population (cf. chapitre 2.5)

2.1.2 LA GEOLOGIE

Dinéault est couverte par la carte géologique de Châteaulin (Carte et notice BRGM de Châteaulin, 1999. Plusquellec et AL.).

La structure tectonique de l'ensemble du secteur est héritée des différentes phases de déformation du massif armoricain. Une première discordance entre le paléozoïque et le briovérien témoigne de mouvements antérieurs à 465 Millions d'années (Ma). Puis, la discordance entre le Carbonifère et le Dévonien (-362 Ma environ) résulte de déformations liées à la "phase bretonne". Enfin, le plissement de l'ensemble des formations est dû à la phase de déformation majeure de l'orogénèse hercynienne (-408 à 245 Ma). Cette dernière est à l'origine de l'organisation en grands plis d'orientation générale Est/Ouest. L'ensemble de ces terrains sédimentaires a subi un métamorphisme de température croissante vers le Sud et vers l'Ouest.

Schéma structural (PLUSQUELLEC et AL., 1999)



Dinéault est située dans la partie occidentale du Massif armoricain vieux socle précambrien et paléozoïque dont l'âge est compris entre 2 200 et 280 Ma et plus précisément dans la partie sud-ouest du domaine centre-armoricain constitué d'unités métamorphiques empilées. Les formations paléozoïques présentes ont été soumises à une intense déformation cisailante et affectée d'un métamorphisme léger.

La formation du Grès armoricain constitue l'ossature de la ligne de crêtes orientée nord-ouest au sud-est : Menez Hom, Run Braz, Run Askel.... Ces reliefs sont adoucis car les versants des reliefs sont toujours recouverts d'un épais manteau d'éboulis.

La formation des Schistes de Postolonnec correspond à une importante masse schisteuse, dont les affleurements sont généralement ponctuels et les localités les plus intéressantes se trouvent dans le repli synclinal du Menez Hom, le long du Garvan et de ses affluents. Ainsi, Le contact entre les Schistes de Postolonnec et le Grès armoricain serait exposé dans la carrière de Kerdané. Le sommet de cette formation et le passage au Grès de Kermeur sont visibles sur Dinéault au Nord de Kervily. La masse principale est constituée par des argilites ou siltites schistosées bleu-noir souvent micacées. Les niveaux détritiques arénacés sont visibles dans le secteur du Cosquer- Moulin de Lezaff, ancienne carrière à l'Ouest de Ty Vougeret. La faune des Schistes de Postolonnec est en particulier constituée par des trilobites.

Le Grès de Kermeur est visible à Kernévez, Keranqueré...

La formation des Tufs et calcaires de Rosan, d'origine volcanique, affleure très mal ; elle peut cependant s'observer au sud de Dinéault (calcaires peu développés ; faune de brachiopodes très déformée).

La formation des Schistes et quartzites de Plougastel forme une crête jalonnée de chicots rocheux qui affleure peu (généralement sombres, gris-bleu ou verdâtres). Cependant, à l'Est de Dinéault, une rupture de pente très nette entre les reliefs de Schistes et quartzites de Plougastel et la zone déprimée de Châteaulin est marquée par plusieurs localités fossilifères à brachiopode.

La formation des Grès de Landévennec offre ses principaux affleurements dans le bois de Rozarnou ; il s'agit d'arènes avec à sa base des niveaux quartzitiques plus ou moins gréseuses.

Les dépôts quaternaires sont présents sous forme de dépôts fluviaux et de dépôts de pentes localisés essentiellement dans les vallées de l'Aulne à l'est du territoire et ses affluents. Les dépôts de pentes correspondent à des heads limoneux à blocs, produits de gélivation qui ont colmaté les fonds de vallon durant les périodes froides (à partir de -1,8 Ma). Au nord, la partie estuarienne de l'Aulne est occupée par des formations vaseuses des slikkes et des schorres.

Depuis le Carbonifère jusqu'à la dernière période froide (vers 70 000 ans B.R), l'histoire géologique de la région est mal connue. Au Mésozoïque (-250 à 66 Ma), l'Ouest du Massif armoricain, alors, en grande partie, émergé, a été soumis à une altération puissante. Sa surface a été déformée au Jurassique terminal (-160 Ma) par la formation d'un rift responsable de l'ouverture du golfe de Gascogne (Sibuet, 1972).

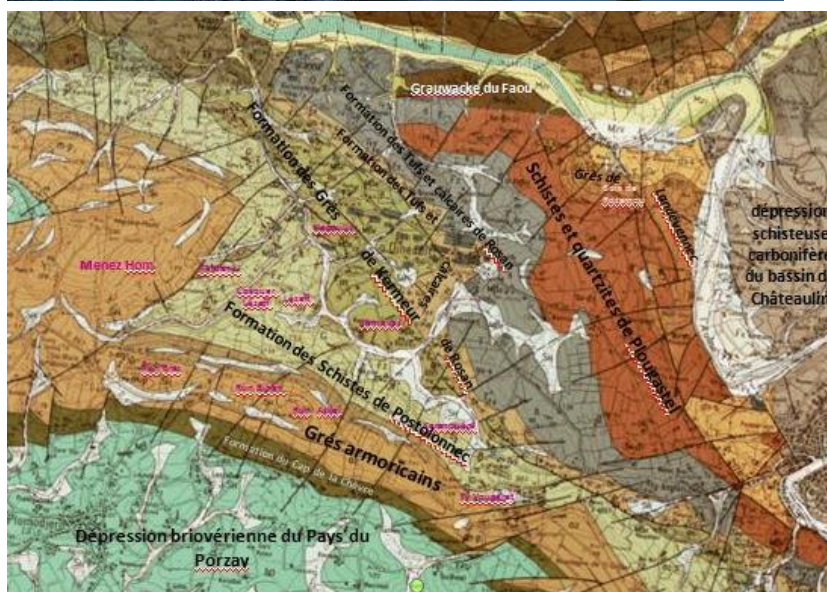
Les bandes de Grès armoricain et de Schistes et quartzites de Plougastel des Montagnes Noires sont tranchées par une surface d'érosion venant mourir au pied de reliefs résiduels comme le Menez Hom, le Run Bras, le Run Askel. Il s'agit de la surface de Sainte-Marie définie (R. Musset, 1928). La présence de galets marins sur cette surface montre qu'il s'agit d'une haute plate-forme d'abrasion dominée par d'anciennes îles.



Le Menez Hom



La vallée de l'Aulne



Extrait de la carte géologique harmonisée du Finistère, BRGM

2.1.3 LE RELIEF ET LA GEOMORPHOLOGIE

Le territoire de Dinéault correspond à un ancien massif montagneux, caractérisé par une relation étroite entre le relief et les formations géologiques (Carte et notice BRGM de Châteaulin, 1999. Plusquellec et Al.). Les hauteurs sont liées à des roches dures, peu sensibles à l'érosion, tandis que les dépressions se sont créées au profit de roches tendres. Les affluents de l'Aulne segmentent ces reliefs.

Pendant le Quaternaire ancien, le niveau relatif de la mer baisse encore d'une cinquantaine de mètres, du fait de la reprise du soulèvement du socle ouest-armoricain (Van Vliet-Lanoë et al, 1997) et des premiers grands refroidissements (1,2 Ma). Par la suite, le réseau hydrographique s'est encaissé par étapes en fonction des régressions. Les terrasses climatiques froides de l'Aulne marquent les étapes du creusement du lit de la rivière pendant le Quaternaire (environ 60 m à Châteaulin).

Au nord et à l'est, l'Aulne développe ses méandres au pied de la crête du Menez Hom. Dans l'estuaire, la transgression flandrienne a ennoyé l'ancien lit fluvial, et des bancs vaseux se sont constitués de part et d'autre du chenal de marée. Dans la rive convexe des méandres, les dépôts sont occupés par des roselières (parfois par des prés salés) dominant des slikkes de vase nue.

Les alternances climatiques rapides pendant le Quaternaire récent (depuis 400 000 ans) ont déterminé une succession de cycles périglaciaires marqués par la gélifraction des roches affleurant sur les versants et le transit des matériaux libérés sur les pentes lors du dégel, par fauchage et solifluxion (Van Vliet-Lanoë, 1987). Les phases froides sont entrecoupées de périodes tempérées (interglaciaires et interstades) pendant lesquelles des sols se sont développés. Avec l'assèchement du climat en fin de période périglaciaire, vers 18 000 ans BP, des poussières transportées par le vent depuis les fonds marins libérés de la mer jusqu'à 110 m environ se sont déposées sur les reliefs voisins : formation limoneuse, constituant souvent la partie supérieure des dépôts de head garnissant la base des versants.

L'interglaciaire actuel marque le retour d'un climat tempéré sur la région depuis 10 000 ans environ. La ligne de rivage s'est élevée de 80 m en quelques milliers d'années, et depuis 8 000 ans (Morzadec-Kerfourn, 1974), les terrasses alluviales climatiques de l'Aulne s'ennoient peu à peu sous les sédiments flandriens de la rade de Brest.



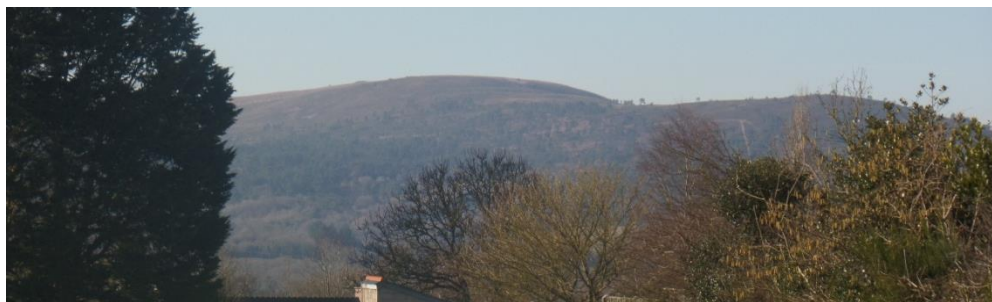
La plaine alluviale aux bords de l'Aulne encadré par de hauts versants

Constituant l'extrémité occidentale de la chaîne des Montagnes Noires, la crête du Menez Hom sépare la vallée encaissée de l'Aulne (bassin de Châteaulin - est) de la dépression du Porzay, bordée à l'ouest par la baie de Douarnenez et au sud par la montagne de Locronan. D'environ 330 mètres d'altitude, elle est un des grands belvédères bretons et occupe une position clé à l'entrée de la presqu'île de Crozon. Par beau temps, un panorama exceptionnel permet de discerner :

- au nord la rade de Brest, les méandres de l'Aulne et le pont de Térenez ;
- à l'Est les monts d'Arrée et le Mont Saint-Michel de Brasparts ;
- à l'Ouest la presqu'île de Crozon et le Cap de la Chèvre ;
- au Sud le bassin du Porzay, la montagne de Locronan, le Cap Sizun et la baie de Douarnenez.

La crête du Menez Hom forme en fait plusieurs points hauts : le Yedig (267 m), le Yed (point culminant à 330 m), le Hielc'h (ou petit Menez, à 298 m) et le Menez-Briz (248 m). Au sud-est on distingue trois petits sommets

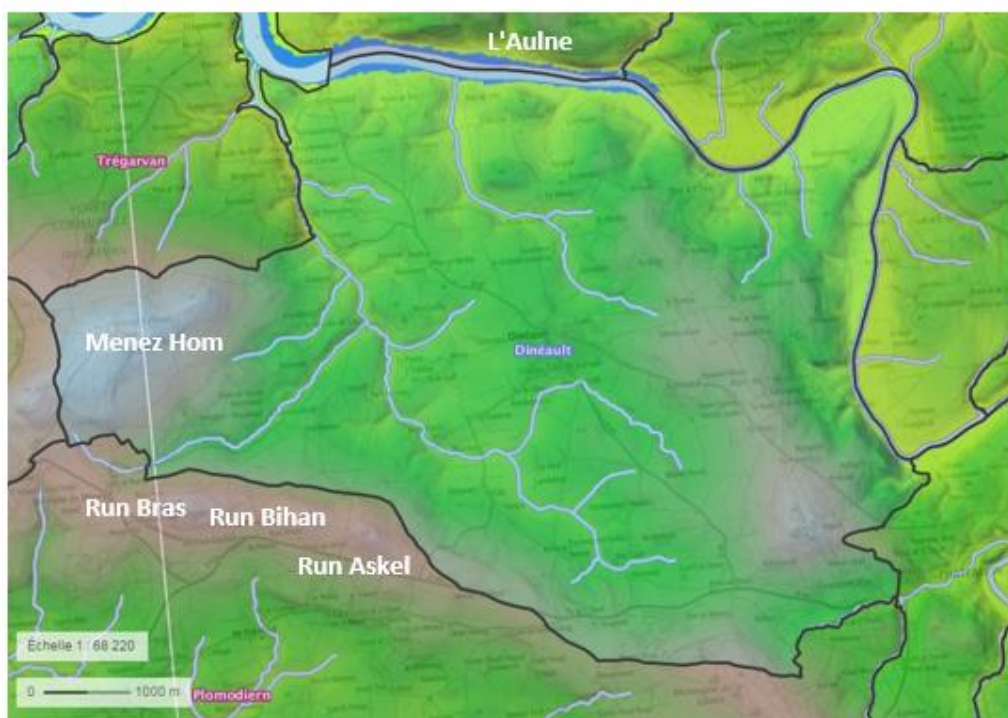
successifs : le Run Braz (249 m), le Run Bihan (225 m) et le Run Askel (233 m). La vallée du Garvan constitue une véritable limite physique au site.



La crête du Menez Hom aux allures d'ancien volcan

Les versants des affluents de l'Aulne s'écoulent dans des vallées aux flancs abrupts et généralement boisés, qui s'accroissent encore à l'approche des nombreux axes de talweg entaillant le relief. On signalera en outre la présence ancienne de bas fourneaux (production de minerai de fer) et d'anciennes ardoisières.

Relief : une adéquation entre morphologie et structure géologique

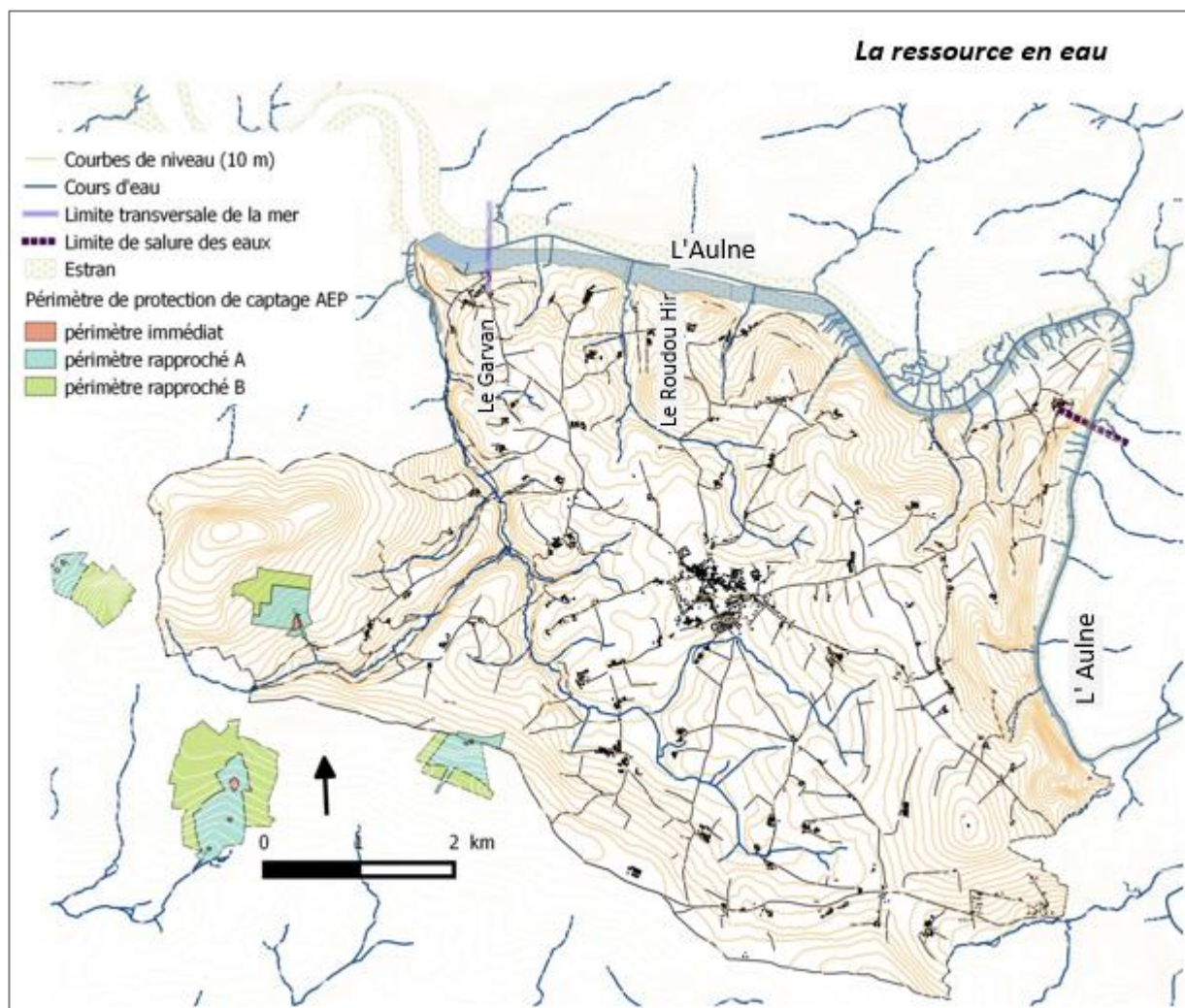


Un relief chahuté, lié à la complexité des formations géologiques

2.1.4 L'HYDROGRAPHIE

Dinéault appartient au bassin versant de l'Aulne, d'une superficie de 2093 km². L'Aulne prend sa source dans les Côtes d'Armor et rejoint l'espace maritime via la Rade de Brest. Il est canalisé sur la moitié de sa longueur (à partir de Landeleau) pour former le canal de Nantes à Brest (achevé en 1829). L'Aulne reçoit un soutien d'étiage de la retenue de Brennilis situé dans les Monts d'Arrée.

Dinéault appartient en particulier à la partie estuarienne de l'Aulne qui s'étend de l'écluse de Guily-Glaz à Port Launay (dernière et seule écluse maritime du canal) à la rade de Brest (sur une longueur de 27 km pour un bassin versant de 107 km).



Le territoire communal est couvert par le SAGE Aulne, approuvé le 1er décembre 2014 (cf. chapitre 2.4.2).

Les principaux cours d'eau de la commune de Dinéault sont :

- l'Aulne qui forme la limite communale nord et est
- le ruisseau de Garvan, affluent de l'Aulne forme la limite communale nord-ouest ; le bassin versant couvre 1 920 ha sur les communes de Dinéault, Plomodiern, Trégarvan, constitué d'un ruisseau principal orienté sud-est/nord-ouest et de nombreux affluents naissant assez haut sur les versants)
- le ruisseau de Roudou Hir, affluent de l'Aulne, qui s'écoule au nord de la commune

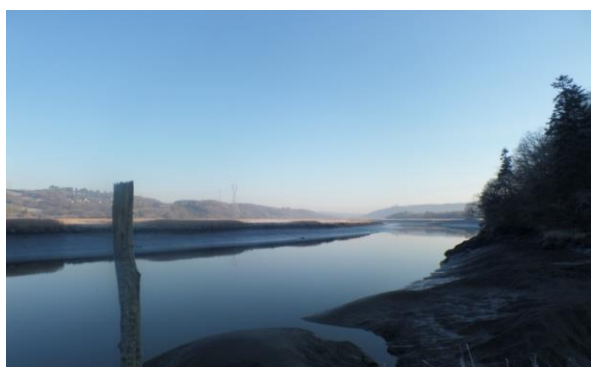
Le bassin versant du Garvan est principalement agricole (80% du bassin versant), avec un réseau bocager lâche.

Les têtes de bassin sont peu pentues et peu étendues au sud, notamment dans le secteur de Ty Vougeret. Les versants caractérisés par une pente forte, voisine de 10%, s'accroissent encore à l'approche des nombreux axes de talweg entaillant le relief.

De nombreux ruisseaux prennent naissance sur les flancs du Menez Hom, aux environs de 150 m d'altitude. Certaines de ces sources sont captées pour l'eau potable des communes (cf. ci-dessous). Au nord-est, les ruisseaux rejoignent le Garvan (cf. bassin versant ci-avant). Le Menez Hom constitue ainsi un château d'eau naturel d'autant plus précieux que l'absence de cultures sur ses flancs immédiats permet de conserver une ressource exempte de pollutions d'origine organique.

A ces linéaires hydrographiques sont associées des annexes hydrauliques, les zones humides. Ces milieux assurent un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'hydrosystème, agissant en tant que zones tampons grâce à leurs capacités épuratoires et à leur participation à la régulation des débits des cours d'eau, à l'alimentation des eaux souterraines, à la production de biomasse, etc.

L'inventaire communal des zones humides, annexé au présent rapport de présentation, a été réalisé en 2017 (X. Hardy, 2017. *Inventaire et caractérisation des zones humides de la commune de Dinéault*. EPAGA). Les zones humides identifiées se retrouvent au contact ou à la naissance des cours d'eau présents sur le territoire communal. Elles s'étendent aux prairies et boisements environnants et dépressions situées en tête de bassin des différents ruisseaux. Elles présentent une surface plus ou moins importante selon le niveau d'évasement du vallon qu'elles occupent et la pression agricole ou urbaine environnante. Elles sont analysées page 29 du présent rapport.



L'Aulne



Le Garvan

La commune de Dinéault est concernée par les périmètres de protection de captage destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) de Kergaoc et de Lezaff (arrêté de DUP du 13/01/1998 modifié le 22/10/2007), ainsi qu'une partie des périmètres des captages de Toul ar Gloët et Brigneun en Trégarvan (arrêté préfectoral du 23/06/2017). Ces périmètres figurent sur la carte page précédente et le chapitre "4.2.6 - La ressource en eau potable" est développé page 49.

2.2 LE PATRIMOINE NATUREL

Enrayer la diminution de la biodiversité est une préoccupation majeure, au niveau planétaire (conférence de Rio 1992), européen (Plan d'action 2010) et national (Grenelle de l'Environnement). A l'échelle locale, les territoires doivent permettre la préservation de la biodiversité.

La commune de Dinéault dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel avec en particulier la vallée de l'Aulne et le Menez Hom mais aussi les boisements, les haies, les zones humides du reste du territoire

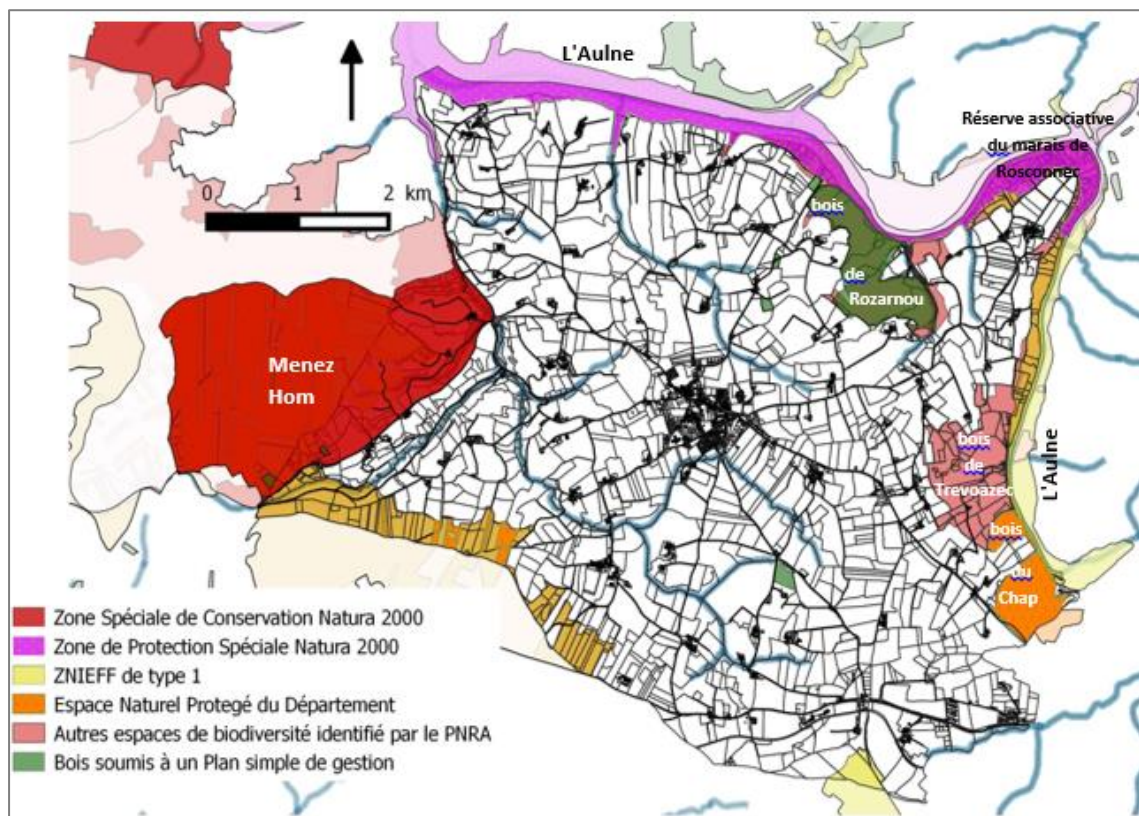
Facteur d'équilibre global, les réservoirs et vecteurs de biodiversité, les espaces naturels sont un instrument de lutte contre l'homogénéisation du territoire et constituent une ressource locale précieuse : services environnementaux et écologiques pour l'agriculture (lutte biologique, protection climatique et mécanique des cultures, etc.), mais aussi pour l'ensemble de la collectivité : régulation des processus biophysiques, des flux hydriques, zones tampons, préservation des ressources vitales, maintien de la faune sauvage, gisements génétiques et de produits utilitaires, contribution à la santé et au sentiment de bien-être, identité du territoire. De plus ces espaces présentent un intérêt touristique.

2.2.1 LE PATRIMOINE NATUREL REMARQUABLE

L'Aulne joue un rôle très important pour l'hivernage de l'avifaune migratrice (populations d'importance nationale) et pour de nombreuses espèces marines qui viennent s'y reproduire. Le maintien d'une qualité d'eau acceptable est primordial pour toutes ces espèces.

Le Menez Hom présente d'importantes surfaces de landes et de tourbières. Le bois du Chap se distingue par sa diversité en bryophytes (mousses).

Les outils d'inventaires et de protection du patrimoine naturel



Les Zones Naturelles d'intérêts Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Dinéault est concernée par les ZNIEFF de type 1 :

- marais de l'Aulne maritime autour de la pointe de Rosconnec
- landes et tourbières du Menez Hom
- landes et tourbières des Run Braz, Run Bihan et Run Askel
- Menez Kerque — montagne Saint-Gildas

Zones d'intérêt pour la Conservation des oiseaux (ZICO)

Le territoire de Dinéault accueille la ZICO "Baie de Daoulas - Anse du Poulmic".

L'inventaire des tourbières

Les tourbières sont définies comme des zones humides possédant une végétation productrice et accumulatrice de tourbe. La tourbe correspond à un ensemble de végétaux, plus ou moins décomposés, qui se sont accumulés dans un milieu humide. Il existe plusieurs types de tourbières (au moins neuf), sur le site Natura 2000 "Complexe du

Menez Hom – Argol" (cf. ci-après) : lande tourbeuse, tourbière boisée, tourbière haute active, etc... (source étude FCBE de 2003).

Les tourbières ont un rôle notable dans la régulation du cycle de l'eau et également dans la régulation du cycle du carbone. En outre, elles jouent un rôle dans la préservation de la biodiversité, en tant que réserves de diversité biologique, et sont représentatives d'un type de paysage particulier et attrayant.

Ces tourbières présentent en particulier un très fort Intérêt floristique : l'Orchidée spiranthe d'été (*Spiranthes aestivalis*), le lycopode (*Lycopodiella inundata*), espèces présentes dans les zones tourbeuses et ayant subi une régression importante au cours des dernières décennies. Ces deux espèces sont jugées "en danger critique" (CRd) à l'échelle du Finistère. On citera également la présence de la gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*), figurant sur la Liste Rouge du massif armoricain (espèce quasi-menacée).

Natura 2000

Le réseau européen Natura 2000 rassemble les sites naturels ayant une grande valeur patrimoniale par la flore ou la faune qu'ils contiennent. Ce programme est mené par tous les États membres de l'Europe et permet la conservation de certains habitats et espèces à forte valeur patrimoniale.

Dinéault est directement concernée par :

- la zone spéciale de conservation (ZSC n° FR5300014) "Complexe du Menez Hom"
- la zone de protection spéciale (ZPS n° FR53100071) "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic"

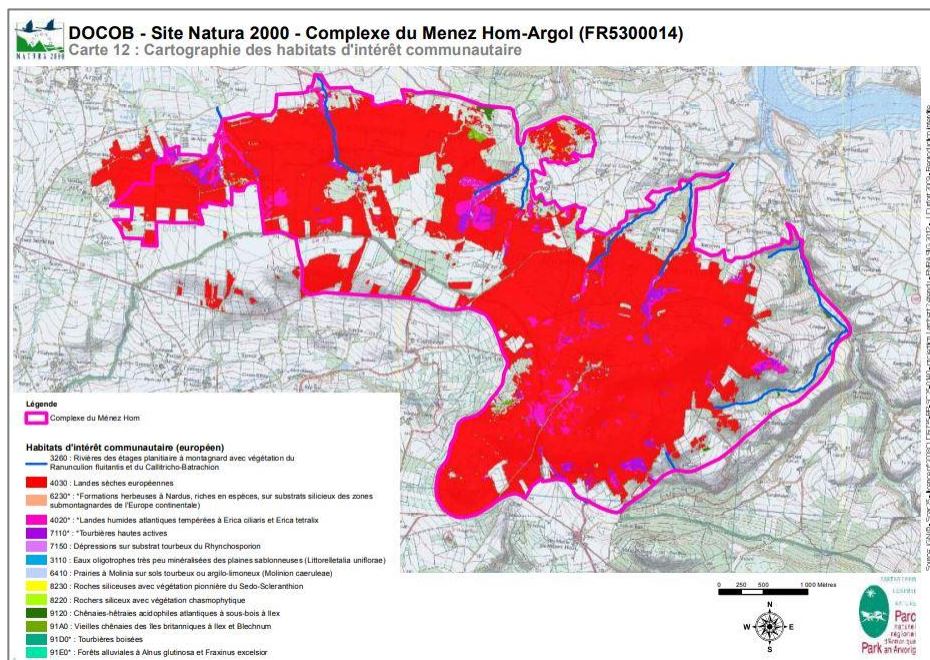
L'opérateur est le Syndicat mixte du Parc naturel régional d'Armorique.

La ZPS "Rade de Brest, Baie de Daoulas, Anse du Poulmic" couvre une superficie de 8 104 ha dont 90 % sur le domaine maritime. La rade de Brest constitue un site important de halte migratoire et d'hivernage pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau (plongeurs, grèbes, anatidés, limicoles), du fait de l'existence de vastes zones d'eau peu profondes et de rivages variés (rochers, cordons de galets, vasières), offrant aux oiseaux des ressources alimentaires abondantes. L'importance des effectifs d'oiseaux hivernants fait de la rade de Brest une zone humide d'importance internationale pour les oiseaux d'eau (Grèbe à cou noir) et nationale pour le Harle huppé et le Plongeon arctique. Au droit de Dinéault, ce site Natura 2000 englobe l'Aulne dont toute la partie estuarienne soumise aux marées et les espaces naturels remarquables le bordant. Les objectifs du Docob (Document d'objectifs Natura 2000) sont les suivants (en gras figurent les objectifs susceptibles de concerner le PLU) :

- **Concourir à préserver l'intégrité globale de la rade de Brest** (dépendant de la qualité des eaux des bassins versants)
- **Préserver les milieux marins et plus particulièrement les habitats et espèces à très forte valeur patrimoniale**
- Maintenir voire restaurer la multifonctionnalité et la biodiversité des prés salés et des vasières
- Maintenir voire restaurer la multifonctionnalité des hauts de plage et cordons de galets
- Maintenir voire restaurer le rôle fonctionnel et la biodiversité des habitats de falaise et les micro-zones de pelouses et rochers à forte valeur patrimoniale
- **Maintenir voire restaurer le rôle fonctionnel et la biodiversité des habitats de prairie humide et de lande intérieure**
- **Maintenir voire restaurer le rôle fonctionnel et la biodiversité des habitats forestiers**

La ZSC du Menez Hom forme un espace naturel de 1830 ha s'étendant sur les communes de Dinéault, Argol, Plomodiern, Saint-Nic et Trégarvan. Il s'agit d'un vaste complexe dominé par les landes mésophiles (1 057 ha) et landes sèches (81 ha) sur affleurement rocheux siliceux, associées aux landes humides tourbeuses, tourbières de

penne, d'intérêt écologique majeur abritant un nombre important d'espèces à forte valeur patrimoniale (sphaigne de la pylaie, hyménophylles, lycopode des tourbières, busard cendré nicheur, fauvette pitchou, escargot de Quimper). Les landes et broussailles représentent 72 % de sa surface et les pinèdes 15%. Son état écologique est relativement préservé mais subit des défrichements de landes (y compris landes tourbeuses) pour l'intensification des pratiques agricoles et l'enrésinement (précédées de drainages/labours profonds), ainsi que des destructions de talwegs à narthécie pour la réalisation ou l'entretien de captages d'eau communaux.



Les habitats déterminants sont : les landes sèches et mésophiles (habitat 4030), les landes humides, les tourbières et les milieux oligotrophes³ (habitats 4020*, 7110*, 7150 et 6410), la végétation des rochers (habitats 8220 et 8230), ainsi qu'une chênaie particulière présente dans seulement trois sites Natura 2000 en France (habitat 91A0 : Vieilles chênaies des îles Britanniques à Houx et Fougère pectiné).

Le Menez Hom et tout particulièrement son sommet (le Yed), accessible par la RD83 qui le relie à la RD887 est très fréquenté. Troisième site le plus visité du département, il offre en effet des conditions propices à la pratique d'activités sportives et récréatives diverses : la randonnée (pédestre, cycliste, équestre et motorisée), le vol libre (parapente essentiellement) et l'aéromodélisme. L'un des enjeux du site est de mettre en cohérence la fréquentation et la préservation des milieux naturels et espèces d'intérêts patrimoniaux.

Le Docob (Document d'objectifs Natura 2000 site FR5300014 "Complexe du Menez Hom - Argol") du site fait état du bilan suivant :

De manière générale, le développement des boisements au détriment des habitats d'intérêt communautaire ouverts entraîne une dégradation de leur état de conservation (vieillesse, eutrophisation, transformation), à plus ou moins longue échéance. Il entraîne également la perte de milieux de vie pour des espèces protégées, en voie de raréfaction ou emblématiques des landes. Néanmoins, la présence éparse des pins ou de quelques bosquets de pins peut également être un facteur de diversification de la faune, en offrant des conditions favorables à quelques espèces. Il ne s'agit donc pas d'éradiquer les pins maritimes sur toute la surface du massif, mais de limiter son expansion naturelle sur les milieux de type lande. Sans ce contrôle, l'évolution du site ira à terme vers la banalisation des milieux, des paysages et de la biodiversité qui y est associée. Il s'agirait donc, en termes d'orientations opérationnelles, de faire porter l'effort de restauration des habitats d'intérêt communautaire sur les zones boisées, hétérogènes, inexploitable ou exploitables à perte (boisements plantés en situation d'échec et zones naturellement

ensemencées). Les boisements gérés et valorisables d'un point de vue économique, inclus dans le périmètre Natura 2000, seraient quant à eux laissés à leur vocation sylvicole.

Le Menez Hom et en particulier le Yed subit une pression de piétinement intense. Celle-ci génère des effets directs sur la végétation (apparition d'une flore de substitution adaptée au piétinement, voire destruction du couvert végétal sur les secteurs fortement érodés) et des effets indirects sur les sols (tassement, imperméabilisation, érosion des couches superficielles). Le Docob prévoit la renaturation des landes érodées du sommet du Yed et la réorganisation des cheminements, tant sur la partie haute du Menez Hom qu'au niveau des sentiers qui sillonnent le site.

Les fortes densités de Harle huppé, avec 2000 individus, font de **la rade de Brest** est un des grandes sites d'hivernage en France et une zone d'intérêt international pour l'espèce.

Hierarchisation des enjeux des habitats d'intérêt communautaire de

la ZSC du Menez Hom

Code Natura 2000	Habitat naturel d'intérêt communautaire	Niveau de l'enjeu
UE 4020* UE 4020*-1	Landes humides atlantiques à Bruyère ciliée et Bruyère à quatre angles* Landes humides atlantiques tempérées à Bruyère ciliée et Bruyère à 4 angles	Enjeu très fort
Grand ensemble d'habitats tourbeux UE 7110*-1 UE 3110-1 UE 7150-1	Végétation des tourbières hautes actives Eaux stagnantes à végétation vivace oligotrophique planitiaire à collinéenne des régions atlantiques, des Littorelletea uniflora Dépressions sur substrats tourbeux à <i>Rhynchosporion</i>	Enjeu fort
UE 4030 UE 4030-5 UE 4030-8	Landes sèches européennes à mésophiles Landes hyperatlantiques subsèches Landes atlantiques fraîches méridionales	Enjeu fort
Grand ensemble des Vieilles Chênales et des rochers forestiers humides UE 91A0 UE 8220-21	Vieilles chênaies à Houx et Fougère pectinée Végétation humo-épilithique des rochers et parois acidoclines vasco-cantabrique et bretonne	Enjeu modéré
UE 8230 UE 8230-5	Pelouses sèches des affleurements rocheux Pelouses pionnières des affleurements schisteux du Massif armoricain intérieur	Enjeu modéré
UE 91D0* UE 91D0*-1.1	Tourbières boisées* Boulaies pubescentes tourbeuses de plaines	Enjeu modéré
UE 6230* UE 6230*-6	Pelouses sèches à Nard* Pelouses acidiphiles eu-atlantiques	Enjeu modéré
UE 9120 UE 9120-2 UE 8220 UE 8220-13	Hétraies atlantiques acides à sous-bois de Houx et Ifs Hétraies-chênaies collinéennes à Houx Falaises eu-atlantiques siliceuses	Enjeu faible
UE 3260 UE 3260-1 UE 3260-3	Rivières à Renoncule flottante, algues et mousses aquatiques Rivières (à Renoncules) oligotrophes acides Rivières à Renoncules oligo-mésotrophes à méso-eutrophes, acides à neutres	Enjeu faible
UE 91E0* UE 91E0*-8	Forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne commun* Aulnaies à hautes herbes	Enjeu faible
UE 6410 UE 6410-6 UE 6410-8 UE 6410-9	Prairies humides à Molinie Prés humides et Bas-marais acidiphiles atlantiques Prés humides acidiphiles atlantiques amphibies Moliniales hygrophiles acidiphiles atlantiques	Enjeu faible

la ZPS "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic

Habitat du site Natura 2000	CODE NATURA	Valeur patrimoniale	Responsabilité du site	Moyenne des deux critères	Enjeu patrimonial de l'habitat au sein du site Natura 2000
Bancs de maërl	1110_3 et 1160_2	13	9	11	Enjeu très fort
Herbiers de Zostère	1110_1, 1130_3, 1140_6	13	7	10	Enjeu très fort
Vasières	1130, 1140 et 1160	11	4	8	Enjeu fort
Hauts de plages, grèves	1140	9	5	7	Enjeu modéré
Lagunes	1150*	8	6	7	Enjeu modéré
Zones d'algues brunes, champs de blocs, cuvettes intertidales, tombants	1170	10	6	8	Enjeu fort
Végétation des lacs de mer	1210	8	4	6	Enjeu modéré
Falaises avec végétation	1230	7	7	7	Enjeu modéré
Végétations annuelles à <i>Silene</i>	1310	8	5	7	Enjeu modéré
Prés salés atlantiques	1330	11	5	8	Enjeu fort
Prairies subhalophiles	1410	10	6	8	Enjeu fort
Landes humides	4020	10	6	8	Enjeu fort
Landes sèches	4030	8	7	8	Enjeu fort
Prairies à Molinie	6410	6	5	6	Enjeu modéré
Mégaphorbiaies	6430	7	4	5	Enjeu faible
Pentes rocheuses végétation chasmophytique	8220	7	6	7	Enjeu modéré
Pelouses à orpins	8230	6	5	5	Enjeu faible
Hétraies acidiphiles atlantiques	9120	9	6	8	Enjeu fort
Hétraies atlantiques	9130	8	6	7	Enjeu modéré
Tourbières boisées	91D0	7	6	6	Enjeu modéré
Forêts de pentes	9180	5	5	5	Enjeu faible
Forêts alluviales	91E0	7	5	6	Enjeu modéré

Site inscrit et site classé (cf. cartographie, page 65)

Au titre des articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'environnement, le Menez Hom est :

- site inscrit (2 235 ha) par arrêté du 25 juillet 1965
- site classé par décret du 14 octobre 2004 (1 840 ha)

Dans le site inscrit et le site classé, deux activités sont interdites en règle générale : la publicité et le camping sous toutes ses formes (stationnement isolé ou groupé). Des dérogations, accordées par le Préfet, sont néanmoins possibles pour notamment la publicité (en site inscrit uniquement). De plus, en site classé, l'enfouissement des nouveaux réseaux électriques ou téléphoniques est obligatoire (dérogation possible pour raison technique ou paysagère). Les travaux réalisés à l'intérieur des sites sont soumis à des procédures spéciales, dès lors qu'ils sont susceptibles de modifier l'aspect visuel des sites (modification du paysage) : ce type de travaux est soumis au régime de déclaration préalable auprès de la Préfecture en site inscrit et au régime d'autorisation préalable en site classé.



Le Parc Naturel Régional d'Armorique, entité de gestion et de valorisation du territoire

Situé dans le Finistère, ce parc recouvre un territoire très contrasté et s'étend sur 125 000 ha. Il compte 63 560 habitants en 2010 répartis sur 44 communes adhérentes dont Dinéault.

Le PNRA présente une grande variété de paysages, de milieux et d'activités. Son objectif est d'assurer le développement économique tout en préservant le patrimoine environnemental.

La charte du parc naturel régional d'Armorique (PNRA) fixe, pour une durée de 12 ans, les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du PNRA, ainsi que les mesures de mise en œuvre. La charte engage les collectivités du territoire qui l'ont adoptée. Le Parc naturel régional d'Armorique a placé le paysage au cœur de son nouveau projet de territoire en l'inscrivant comme fil conducteur de la charte 2009-2021 (cf. page 60).

Les orientations de la charte du PNR sont explicitées dans le chapitre 5.2.3 page 117 du présent rapport de présentation dans le cadre de l'articulation du PLU avec les documents avec lesquels il doit être compatible.

Plus précisément, le Parc propose un appui technique dans le cadre de l'identification des éléments remarquables du bocage, suivant l'axe 1 de la charte "Conforter la richesse et l'originalité des éléments du patrimoine qui fondent la qualité de cadre de vie des habitants" et plus particulièrement l'orientation opérationnelle 1.2 "Conserver toutes ses fonctionnalités à la nature ordinaire". Dans ce cadre, la protection des éléments remarquables du paysage dans le PLU est possible au titre de l'article L. 123-1-5 alinéa du code de l'urbanisme.

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Département

Le site du Ménez Hom et le Bois du Chap appartiennent à la zone de préemption du Conseil départemental au titre des ENS.

La propriété départementale du site du Menez couvre 400 ha. Le Conseil départemental le met en valeur en partenariat avec les collectivités locales : plan de défense contre l'incendie, protection des pelouses sommitales, canalisation du public, gestion des tourbières et surveillance du site en lien avec le Parc naturel régional d'Armorique. En 2007, un plan de gestion a été mis en place sur les communes de Dinéault, Plomodiern et Saint-Nic. La mise en place de mesures agro-environnementales (pâturage et fauche) permet de favoriser la biodiversité et la restauration d'habitats d'intérêts communautaire, l'intégration des pratiques agricoles au paysage, tout en

accompagnant les exploitants investis dans la démarche à trouver un intérêt agronomique et économique à ces mesures.

Située en surplomb de la vallée de l'Aulne, la **propriété départementale du bois du Chap** couvre 64,31 ha sur le territoire des communes de Châteaulin et de Dinéault. Il est placé sous le contrôle de l'Office Nationale des Forêts et fait l'objet d'un plan de gestion forestière qui vise à maintenir une futaie irrégulière par pieds d'arbres, à diversifier les peuplements forestiers, à maintenir des îlots de sénescence, à contenir le sapin pectiné et à lutter contre les espèces invasives (rhododendron notamment).

La **réserve associative du marais de Rosconnec** est localisée en majeure partie sur la rive gauche de l'Aulne et couvre 53 ha à proximité du hameau de Rosconnec. Elle est formée de roselières et de prairies inondables, qui constituent une halte migratoire du phragmite aquatique. Cette espèce inscrite en liste rouge mondiale de l'UICN où elle est classée « vulnérable » est le passereau le plus menacé d'extinction en Europe continentale. L'objectif principal de conservation pour la réserve est de maintenir et d'améliorer la qualité de l'habitat pour cette espèce lors de sa halte estivale. Bordés de bois humides, ces marais constituent l'habitat optimal pour cette espèce avec une mosaïque de milieux humides inondables lors des crues et des grandes marées alternant les roselières hautes et denses, des roselières mixtes courtes, des pelouses et des petits plans d'eau.

Gérée par Bretagne Vivante, la réserve est en zone Natura 2000, ZPS et ZICO. C'est une copropriété de Bretagne Vivante et du Département du Finistère classée au titre des Espaces Naturels Sensibles du département. Plusieurs habitats communautaires au niveau européen sont présents : pelouses humides, prairies sub-halophiles thermo-atlantiques, les jonçraies et scirpaies maritimes, et les prairies hautes à chiendent), dont un habitat prioritaire, les lagunes à ruppie maritime (espèce de la liste rouge du Massif armoricain et du Finistère).

Les actions de gestion combinent travaux hydrauliques, pâturage hivernal et fauche printanière.



Le plan simple de gestion (PSG)

Deux bois sont soumis à un PSG, outil pour de connaissance, de définition des objectifs et de programme de coupes et travaux des boisements privées d'une surface supérieure ou égale à 25 ha : les bois de Rozarnou et de Trevoazec.

Toute propriété forestière soumise à l'obligation d'un plan simple de gestion agréé, en application de l'article L. 222-1 du code forestier, et non dotée d'un tel plan est soumise au Régime spécial d'autorisation administrative : pour toute coupe, une autorisation préalable est à demander à la direction départementale des territoires.

Pour rappel, dans le Finistère, les défrichements dans les bois d'une superficie inférieure à 2,5 hectares sont dispensés de la procédure d'autorisation définie à l'article L.311-1 du Code Forestier

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

À l'échelle régionale, la mise en œuvre de la trame verte et bleue se concrétise par le schéma régional de cohérence écologique "SRCE 2015", co-piloté par l'État et la Région. Le SRCE constitue un outil de cadrage pour aider les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la trame verte et bleue à l'échelle locale, notamment les collectivités.

Le code de l'environnement précise que les documents de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique. Cette

notion de "prise en compte" implique une obligation de compatibilité du document ou du projet avec le SRCE, sous réserve de dérogations possibles pour des motifs déterminés.

Les corridors écologiques régionaux sont constitués à la fois :

- par les grands ensembles de perméabilité qui présentent un niveau de connexion entre milieux naturels très élevé : en leur sein, il est encore plus difficile qu'ailleurs d'identifier des axes préférentiels de connexions. Ils ont alors été reconnus comme "corridors-territoires" ;
- par les axes des principales connexions, de dimension régionale, entre réservoirs régionaux de biodiversité et/ou entre grands ensembles de perméabilité. Ils sont qualifiés de « corridors linéaires » et sont visualisés par des flèches de principe.

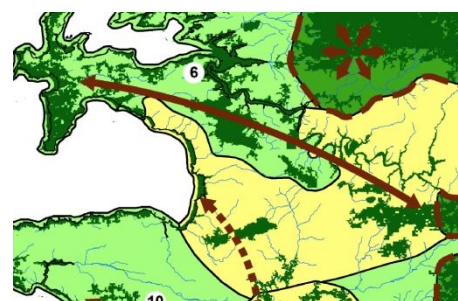
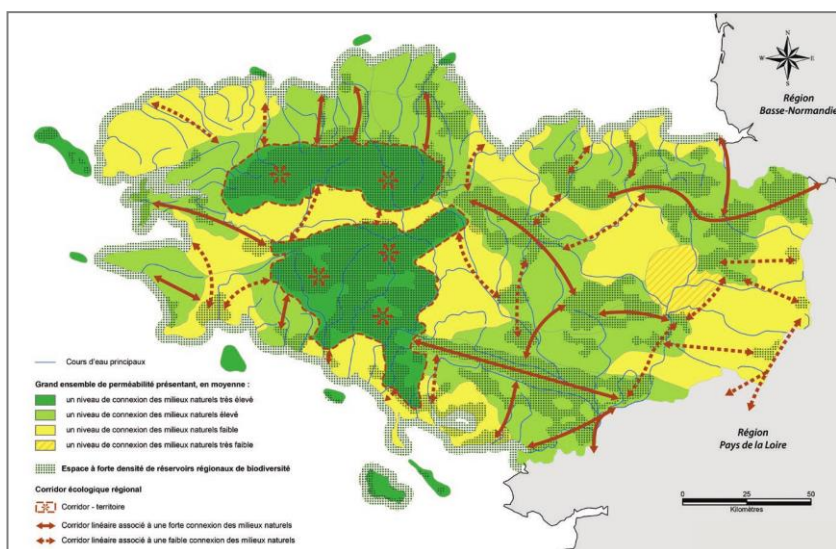
Enfin, il y a lieu de préciser que les cours d'eau identifiés dans la trame bleue régionale constituent à la fois des réservoirs régionaux de biodiversité et des corridors écologiques régionaux, conformément au code de l'environnement.

Dinéault appartient au Grand Ensemble de Perméabilité (GEP) n°6 du SRCE Bretagne qui s'étend de la presqu'île de Crozon à l'Aulne. Ce territoire correspond à un corridor écologique linéaire d'intérêt régional, entre le littoral (presqu'île de Crozon) et l'intérieur des terres (Montagnes noires). Il présente une connexion des milieux naturels élevée. La pression d'urbanisation et d'artificialisation y est faible à forte, avec un gradient croissant vers l'extrémité de la presqu'île. La RD887 au sud de la commune correspond à une voie de communication fracturante.

La prise en compte de la TVB dans le cadre de l'urbanisation et des infrastructures linéaires correspond aux actions prioritaires suivantes :

- D13.1 : Élaborer des documents d'urbanisme, conjuguant sobriété foncière et prise en compte de la trame verte et bleue.
- C9.2 : Préserver et restaurer les zones humides, les connexions entre cours d'eau et zones humides, les connexions entre cours d'eau et leurs annexes hydrauliques et leurs fonctionnalités écologiques
- C 10.1 : Promouvoir une gestion des éléments naturels contributifs des paysages bocagers, à savoir les haies et les talus, les autres éléments naturels tels que bois, bosquets, lisières, arbres isolés, mares, etc. qui assure le maintien, la restauration ou la création de réseaux cohérents et fonctionnels.

Le SRCE Bretagne



2.2.2 LA NATURE ORDINAIRE

La commune présente un patrimoine naturel ordinaire diversifié qui présente une grande richesse. Est désigné ici par nature ordinaire l'ensemble des espaces naturels (bois, bosquets, bocage, réseau hydrographique et zones humide associées) jouant le rôle de corridors écologiques. Ces derniers assurent la connexion entre les différents éléments naturels du territoire et favorisent ainsi les migrations des espèces au sein de la matrice paysagère, les échanges entre communautés floristiques et faunistiques et leur propagation.

Cette nature dite ordinaire est vectrice de biodiversité mais est soumise à de fortes pressions anthropiques. Par conséquent, il est primordial de chercher à l'identifier afin de pouvoir l'intégrer dans des entités de gestion et de valorisation.

Selon la classification phytogéographique (science étudiant les aires de répartition des espèces végétales), Dinéault fait partie du domaine atlantique, du secteur franco-atlantique et du sous-secteur armoricain. Ce dernier est divisé en six districts correspondant chacun à une végétation originale, elle-même liée à des conditions climatiques particulières. Dinéault se situe à la limite du sous district Basse Bretagne intérieur et du sous district Haute Bretagne occidentale. La forte humidité atmosphérique se traduit de façon nette dans la végétation, notamment au niveau des bois des landes (vitalité du hêtre, présence de l'if, de la myrtille, de la scolopendre, et du blechnum).

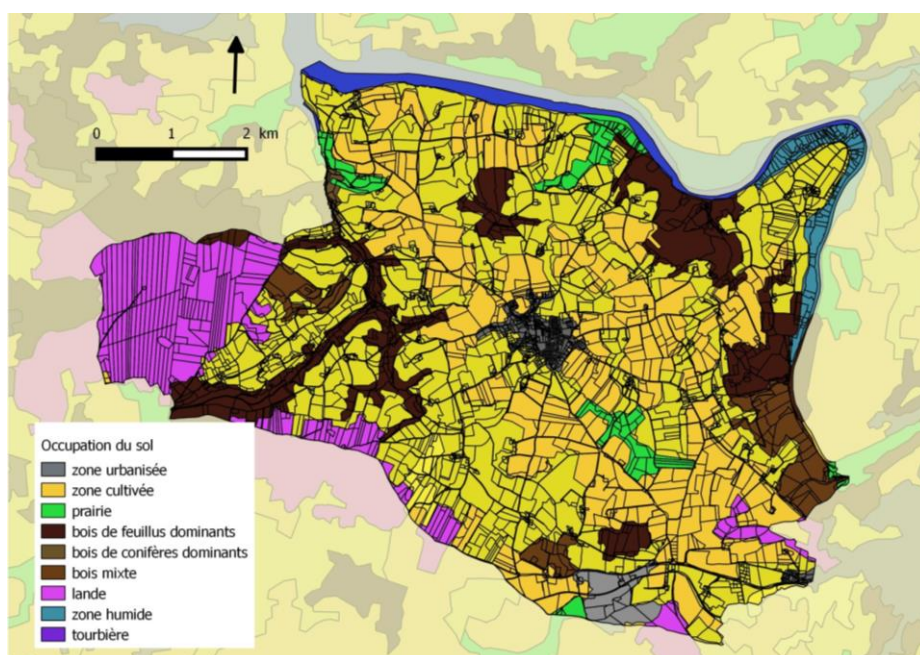
Le présent chapitre décrit les habitats naturels recensés sur la commune. La description et la cartographie des milieux naturels et agro-naturels reposent sur un travail de recensement de terrain réalisé dans le cadre de la présente étude, sauf pour les zones humides. Les éléments concernant ces dernières sont repris de l'inventaire communal des zones humides réalisés par X. Hardy en 2017. La caractérisation des habitats naturels recensés est faite par rattachement à la typologie européenne des habitats naturels, **CORINE BIOTOPE** (code Corine Biotope **CB**).

A l'exception des crêtes de roche dure et des versants abrupts boisés, la majeure partie du territoire est cultivée ou occupée par des pâtures. L'économie de la commune est tournée vers l'élevage. Les boisements de résineux de la crête du Ménez Hom, ont été plantés au XIX^e siècle, sur les landes.

L'observation de la carte Corine Land Cover (cf. carte ci-après) permet de comprendre l'organisation du territoire, qui se structure de la façon suivante : 81,2% de territoire est agricole (21 130 ha), 4,4 ha est urbanisé et 14,1% est constitué de forêts et de milieux semi-naturels (3667 ha).

L'occupation du sol de Dinéault

Source : Land Cover 1, Géobretagne



➡ Le bocage

Les haies et talus sont des lieux de vie, des éléments de continuité biologiques permettant la circulation des espèces. Ils jouent un rôle de régulation en quantité et en qualité de la ressource en eau mais également un rôle de protection du patrimoine biologique et paysager. En outre, il constitue une source d'énergie renouvelable. Le bocage revêt donc à la fois des enjeux économiques, écologiques et sociaux.

Le paysage bocager en Bretagne se caractérise par une mosaïque de milieux "naturels" (bois, landes, friches, prairies...) et de terres cultivées, structurées par un réseau de haies, généralement sur talus.

La commune de Dinéault a fait l'objet d'un remembrement en 1972/1973. Le paysage rural a été assez profondément modifié du fait des arasements de haies et talus (cf. comparaison des photos aériennes de 1950 à 2018, page 27) et les terres arables représentent 57% du territoire selon les données Corine Cover Land, 2012.

A la régression du bocage traditionnel avec l'arrachage des haies et des pommiers, s'ajoutent la disparition de nombreux chemins creux, remplacés par de nouvelles voies de desserte des exploitations.



Malgré la diminution de la densité du bocage, il existe des "éléments naturels" qui maintiennent une diversité écologique importante sur la commune. Le code CORINE BITOPE du bocage est Bocages : 84.4 CB

Conformément à l'axe 1 de la charte du PNRA "Conforter la richesse et l'originalité des éléments du patrimoine qui fondent la qualité de cadre de vie des habitants" et plus particulièrement l'orientation opérationnelle "1.2 - Conserver toutes ses fonctionnalités à la nature ordinaire", la Chambre d'agriculture du Finistère a réalisé en 2017 un inventaire du bocage communal.

Selon cet inventaire, Dinéault compte encore 215 km de haie et talus, soit une densité de 47 ml/ha, équivalente à la densité de haies moyenne de la CC du Pays de Châteaulin et du Porzay (48 à 58 ml/ha en 2009). Les haies sont réparties de la façon suivante (cf. carte p. 30) :

- 43,5 km de talus perpendiculaires à la pente (rôle hydraulique et anti-érosif) dont 16,5 km en ceinture de bas fond et ripisylve
- 84 km de talus en bord de route ou limite de contexte bâti (rôle paysager et de protection des fossés face aux risques de dérive de traitements phytosanitaires)
- 87,5 km de talus intra-parcellaires (non perpendiculaires à la pente)

La répartition sur le plan géographique n'est pas homogène : le bocage est particulièrement dense sur les versants des "Run" au sud de la commune.

La végétation arborée est largement dominée par le chêne pédonculé, le châtaignier et le hêtre. L'if est également bien présent. En fonction de leur destination et de leur mode d'exploitation, ces arbres apparaissent soit sous la forme de taillis, soit en arbres de haut jet, soit pour le chêne, sous la forme d'arbres étêtés qui furent ou demeurent régulièrement élagués pour la récolte de bois de chauffage. La forte présence du hêtre sur les talus est à signaler ; elle révèle l'humidité et la fraîcheur du climat dans l'intérieur de la Basse-Bretagne. D'autres essences apparaissent

également çà et là, c'est le cas par exemple du merisier, du frêne, du bouleau, de l'aulne, du sapin pectiné, de l'érable champêtre...

En dépit d'une exploitation jadis intensive, le bocage (et les boisements) conserve quelques beaux arbres creux, qui constituent des milieux refuges et des habitats privilégiés pour certaines espèces animales telles que les chouettes, les petits mammifères (hérisson, chauve-souris...), les papillons en hiver...

La végétation arbustive est représentée par de nombreuses espèces, dont plusieurs sont épineuses, fournissant aux passereaux une ressource alimentaire (baies) et surtout une multitude de sites de nidification. On mentionnera le noisetier, le prunellier, l'aubépine, le poirier sauvage, le houx, le sureau noir, la bourdaine, le genêt à balais, l'ajonc d'Europe... parmi lesquels grimpent le chèvrefeuille et la ronce.



Macro-bocage au nord du territoire communal

Bocage bien structuré et de bonne qualité à l'est du bourg



Haie bocagère en entrée sud du bourg



La végétation herbacée comporte une grande diversité d'espèces, conditionnées par la nature du sol, l'exposition, l'hygrométrie, la nature de la végétation arborée et arbustive... Sans entreprendre un inventaire exhaustif, on signalera seulement le contraste pouvant exister entre un talus ombragé et humide, couvert de mousses, de fougères (polypode, scolopendre...) et un talus pierreux, ensoleillé et aride, où l'on pourra trouver le nombril de Vénus, la bruyère cendrée, la digitale pourpre (cf. chapitre sur les murets page suivante)... Il existe aussi des espèces de sous-bois adaptées à une large gamme de situations, telles que la fougère aigle et des espèces nitrophiles en bordure de champs (compagnon rouge, lierre terrestre, gratteron, herbe à Robert, laitue, lampsane commune...).

Entretien et valorisation

Dans le cadre du SAGE de l'Aulne, un programme Breizh Bocage a été engagé. Ce programme qui découle du Contrat de Plan Etat Région, cofinancé par le Conseil départemental, le FEADER, et l'AESN a pour objectif de créer de nouvelles haies ou talus à l'échelle des bassins versants. L'enjeu principal du dispositif est de réduire le transfert des pollutions d'origine agricole vers les eaux superficielles.

L'entretien de la trame bocagère permet la valorisation des produits qui en découlent. La mise en place d'une filière bois-énergie pourrait constituer un débouché à l'échelle de la Communauté de Communes en partenariat avec les agriculteurs du territoire.

➡ Les espaces boisés

Répartition

Les boisements couvrent aux environs de 15 % de la surface communale (selon les données Corine Cover Land, 2012). Le taux de boisement de la commune est inférieur de la moyenne nationale (30%) et à la moyenne du Finistère (19,5%).

Comme il est de règle en Basse-Bretagne, les boisements occupent essentiellement les secteurs les plus accidentés, c'est-à-dire les flancs de vallées et les versants des monts dominant l'Aulne, ainsi que les reliefs du Menez Hom. Il existe des couloirs boisés connectés à la vallée de l'Aulne, via les affluents de ce dernier (le Garvan et le Cosquer). Les versants de l'Aulne comptent 3 bois de plus de 25 ha : les bois du Chap (Département), de Rozarnou et de Trevoazec.

Les boisements établis sur le plateau correspondent à des bosquets isolés : les bois de Rozarnou et de Trevoazec.

Composition (cf. carte page 26)

Les boisements de feuillus sont prédominants à Dinéault (11% du territoire communal contre seulement 4 % de boisement mixte ou résineux). Il s'agit principalement de taillis et taillis sous futaies (irrégulières).

Trois essences feuillues dominent largement, il s'agit du hêtre, favorisé par les conditions climatiques du Finistère (précipitations >700 m), du chêne pédonculé et du châtaignier, qui supporte bien le taillis. On notera localement la présence de vieux chênes (vallon de Ty Coat par exemple).

Les arbustes associés sont le houx, le noisetier, le poirier sauvage, le prunellier, l'aubépine, le sorbier, la bourdaine... On observe aussi des groupements végétaux caractéristiques d'une évolution spontanée vers la forêt sur des terrains abandonnés par l'agriculture ; c'est notamment le cas des fonds de vallées, rapidement colonisés par le saule cendré et le bouleau pubescent, avant d'évoluer vers la chênaie à mesure de l'assèchement du terrain.

Après l'introduction du pin maritime au XIX^{ème} siècle, les essences privilégiées dans les dernières décennies ont été l'épicéa de Sitka, le sapin de Douglas et le pin sylvestre. Les plantations de conifères sont bien représentées sur le territoire communal. On n'omettra pas de signaler l'if, seul résineux indigène du Finistère, et le sapin pectiné, essence sub-spontanée introduite au XIX^{ème} siècle.

Des essences ornementales ont en outre été introduites (genévrier au Bois du Chap par exemple).

La végétation des sous-bois est riche, en particulier dans les vallées ombragées et humides où l'on observe une grande diversité de fougères (fougère mâle, fougère femelle, dryoptéris dilaté et écailleux, fougères pectinées) et de mousses.

Les boisements présentent beaucoup d'arbres creux et d'arbres morts et dépourvus, à mettre en relation avec la quasi-absence d'exploitation. Cette densité favorise la diversité écologique.

Sur Dinéault, on rencontre actuellement différents types de boisements (référencés selon la typologie européenne "CORINE BIOTOPES" -COR- et code Natura 2000 qui est une classification des habitats d'intérêt européen -UE-).

COR 41 - Bois de Feuillus

Les boisements de feuillus (chêne pédonculé, hêtre, châtaigner, houx et érable sycomore...) couvrent aux environs de 505 ha, soit 11,24 % de la surface communale (selon les données Corine Cover Land, 2012).

Les pentes abruptes de l'Aulne et des ruisseaux du Garvan et affluents sont le plus souvent boisées (alors que les zones planes permettent le développement de zones humides). Il s'agit en général de taillis ou de taillis sous futaie peu entretenus à faible valeur sylvicole. Ces secteurs présentent beaucoup de chablis faute d'entretien.

La nature des peuplements forestiers est liée aux conditions du milieu et à la gestion forestière.

Ces bois sont constitués de chêne pédonculé, hêtre, houx, sapin pectiné (tendance envahissante) et de châtaignier en sous-étage. Cette dernière espèce (introduite à l'époque romaine et largement naturalisée depuis) est parfois dominante car elle supporte mieux que le hêtre certaines techniques de gestion forestière comme celle du taillis et se régénère par rejets. Le pin maritime est également présent ponctuellement.

On distingue deux habitats d'intérêt communautaire : Hêtraies atlantiques acides à sous-bois de houx et ifs et Vieilles chênaies à Houx et fougère pectinée.

COR41.12 et UE 9120-2 Hêtraies atlantiques acides à sous-bois de houx et ifs

Il s'agit d'une hêtraie-chênaie en taillis installée sur des sols relativement pauvres en éléments minéraux et acides (issus souvent de grès, granites, schistes). Ces forêts sont caractéristiques des régions atlantiques bien arrosées et à hiver doux. Le hêtre (*Fagus sylvatica*) est présent en sous strate. Il constitue une part notable de la strate arborescente partagée avec le chêne pédonculé (*Quercus robur*) et le châtaignier (*Castanea sativa*) qui interfère assez fréquemment. Le houx (*Ilex aquifolium*) atteint localement de fortes densités dans le sous-bois. Au sol, la variété et le recouvrement des plantes vasculaires est faible, ce qui est assez classique en situation acidiphile. On note toutefois une bonne abondance de la myrtille (*Vaccinium myrtillus*).

Cet habitat forestier, plutôt stable, a une aire de distribution restreinte à l'échelle de la France. Il est présent en vallée de l'Aulne et très ponctuellement sur les versants du Garvan au pied du Menez Hom.

COR 41.5 et UE 91A0 Vieilles chênaies à Houx et fougère pectinée

Le peuplement forestier est dominé par le chêne pédonculé (*Quercus robur*). La fougère pectinée (*Blechnum spicant*) occupe de préférence les ruptures de pentes et les talus. Le tapis végétal reste dominé par les plantes acidiphiles. La caractéristique principale de ces chênaies, présentes sur des pentes fortes, à l'abri du rayonnement solaire direct, est la diversité et l'abondance des bryophytes, dont une majorité d'entre-elles recherchent une atmosphère humide constante.

Cette chênaie peut présenter ponctuellement l'habitat "pentes rocheuses avec végétation chasmophytique (UE-8220)", rare à l'échelle de la Bretagne et peu étendu. Cette formation est présente sur les versants de l'Aulne et du Garvan. Elle est caractérisée par la végétation qui colonise les fissures des rochers siliceux : mousses et fougères (polypode, dryoptéris écailleux...) en particulier des espèces bien adaptées à des conditions de très faible luminosité et d'hygrométrie saturée. Si ces conditions évoluent vers une ouverture du milieu modifiant les modalités microclimatiques, l'impact peut être fort pour ces espèces. Cette végétation des rochers sous couvert forestier est l'un des habitats préférentiels pour l'escargot de Quimper, protégé et d'intérêt communautaire.

COR 44 - Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides

450,5 ha de zones humides effectives ont été inventoriés sur l'ensemble de la commune, soit 9,5% de la surface communale. En ce qui concerne les boisements hygrophiles, le choix lors de l'inventaire a été fait de les regrouper sous le code "44 Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides". En effet, il a été considéré que les boisements humides inventoriés sont souvent constitués d'une mosaïque de divers boisements imbriqués les uns dans les autres qu'il est difficile de délimiter dans le cadre d'un inventaire communal de ce type. Ainsi, sur la commune, ce code regroupe à la fois les boisements et fourrés qui se rapprocheraient des codes CORINE "COR 44.1 Formations riveraines de saules" et "COR 44.9 Bois marécageux d'aulne, de saule et de Myrte des marais", et "44A Forêts marécageuses de bouleaux et de conifères".

Les bois humides représentent 158 ha, soit 35,5 % de la surface des zones humides et 3,4 % de la surface communale. On rencontre cette formation, dans le fond des vallons abandonnés par l'agriculture (les plus vastes sont celles de ...). Ce sont des boisements jeunes.

Deux habitats d'intérêt communautaires (code UE*) se distinguent cependant : Forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne commun et tourbières boisées.

COR 44.3 - 91E0* Forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne commun

Il s'agit d'un habitat forestier présent en bordure du ruisseau du Cosquer. Le frêne (*Fraxinus excelsior*) est bien présent, mais le saule roux (*Salix atrocinerea*) prend la place de l'aulne (*Alnus glutinosa*), assez peu présent. En dehors de la saulaie, présente dans l'ensemble des vallons, le frêne *Fraxinus excelsior* croît également sur les bords de cours d'eau et sur certains versants. Ces deux essences forment souvent la strate de végétation.

La strate arbustive est représentée par de jeunes frênes et des noisetiers (*Corylus avellana*). La strate basse est représentée par la laîche espacée (*Carex remota*) et la reine des prés (*Filipendula ulmaria*)...

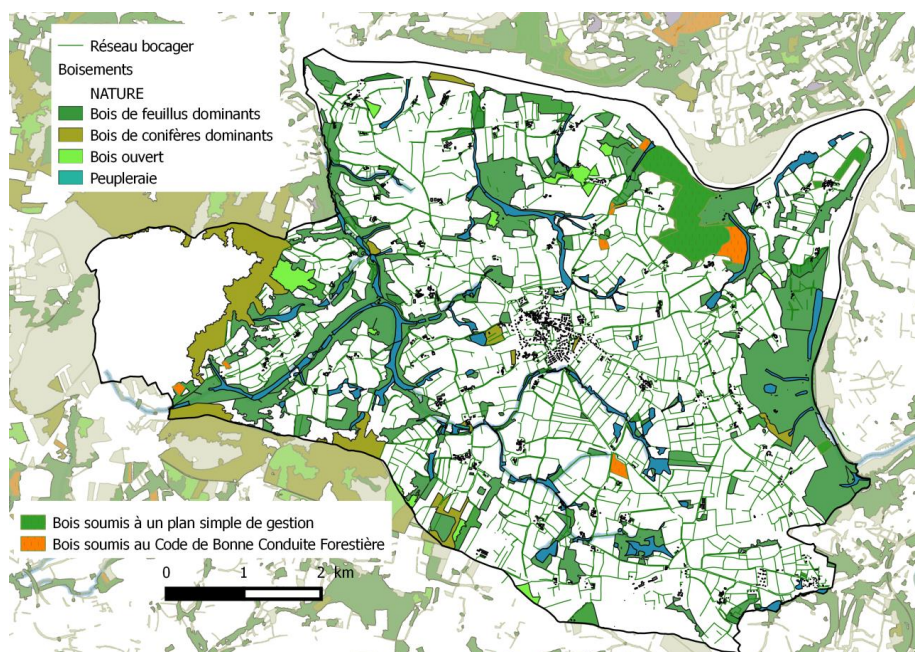
Cet habitat est favorable à deux espèces d'intérêt communautaire l'escargot de Quimper (*Elona quimperiana*) et la loutre d'Europe (*Lutra lutra*)

COR 44. A1 - UE91D0*-1.1 Les tourbières boisées

Il s'agit de bois tourbeux dominés par le Bouleau pubescent (*Betula pubescens*) pour environ 3/4 du recouvrement total ou plus. La strate arbustive n'est pas très fournie, voire nulle. La strate muscinale présente un recouvrement de plus de 70% (*Sphagnum palustre*). Ces bois de Bouleaux à Sphaignes représentent 1,7 ha, soit 0,4 % de la surface des zones humides communales. Une station est envahie de ronce, sur le vallon du Cosquer.

COR 83.31 - Bois de résineux

Le Pin maritime *Pinus pinaster* a été planté souvent à des fins de valorisation des landes à une époque de pénurie du bois en Bretagne. Il est surtout présent sur les contreforts du Menez Hom.



Boisements et bocage

Evolution

La comparaison des photographies aériennes anciennes et actuelles (cf. photoaériennes ci-après) montre une expansion des surfaces boisées. Cela est la conséquence du double effet de l'évolution spontanée des fonds de vallée abandonnés (cf. chapitre sur les zones humides) et du boisement spontané ou volontaire des landes et des friches. 35,5 % des zones humides communales correspondent à des boisements (160 ha).

Menace / Gestion

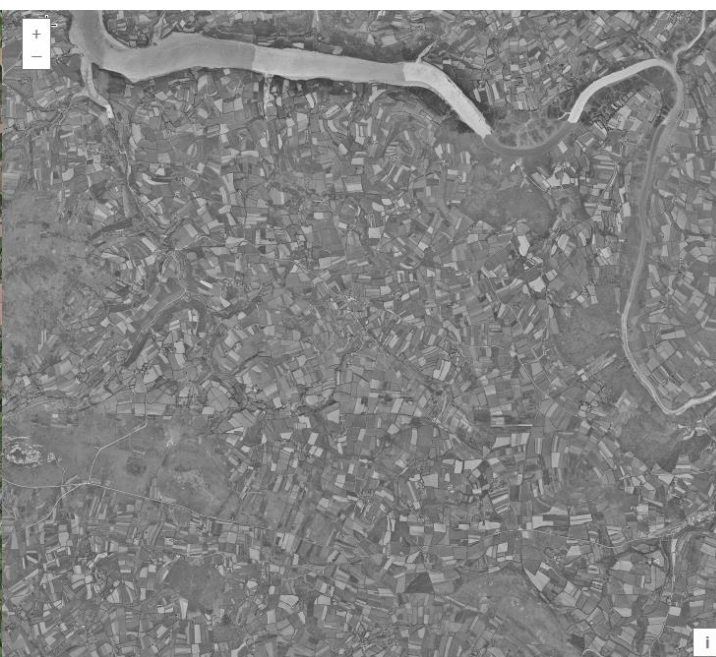
Une espèce exotique envahissante est omniprésente dans les bois : il s'agit du laurier palme (*Prunus laurocerasus*), identifié comme invasive par le Conseil Scientifique Régional de Bretagne. On signalera également la présence d'autre invasive : le rhododendron (*Rhododendron ponticum*) et le laurier sauge (*Laurus nobilis*).

Comparaison du territoire actuel / années 1950-65 (source IGN, Geoportail)

Photoaérienne de Dinéault en 2018



Photoaérienne de Dinéault en 1950/65



➡ Les landes et les friches

Les surfaces en landes, broussailles et bois en mutation sont bien représentées sur la commune (10,5 % de la surface communale selon les données Corine Cover Land, 2012). Les photoaériennes et cartes postales anciennes montrent que, dans la première moitié du XX^e siècle, les versants abrupts des reliefs et notamment le Menez Hom et les "Runs" étaient occupés par des landes vraisemblablement fauchées ou pâturées de façon extensive. Les sols acides aux pentes fortes ne se prêtaient pas à une mise en culture permanente.



Aujourd'hui les landes résiduelles, témoins des activités humaines anciennes, ne sont plus entretenues. Elles forment le plus souvent des ptéridaies (formations quasi monospécifiques à fougère aigle) et évoluent spontanément vers les fourrés et les boisements ou ont été volontairement plantés en résineux (pins, épicéas).

Fourrés à Ajonc d'Europe sur le Menez-Bras

➤ **Les prairies naturelles**

Les prairies permanentes, dites aussi "prairies naturelles", qu'elles soient pâturées ou fauchées, représentent moins de 1,2 % du territoire communal mais elles jouent un rôle important dans l'équilibre écologique des campagnes ainsi que dans le paysage :

- elles abritent une grande diversité d'espèces animales (insectes, reptiles, batraciens...) et végétales (dactyle, ray gras, trèfle des prés, achillée millefeuille, renoncules...),
- elles concourent à la diversité des paysages et facilitent l'accès à la campagne, en particulier dans les fonds de vallées.

Partout en Bretagne, les prairies naturelles régressent au profit des prairies artificielles et cultures fourragères, ainsi que sous la pression de facteurs économiques tendant à un abandon des terres excentrées et inadaptées aux besoins de la mécanisation. Les prairies de fonds de vallées sont les premières touchées par ce phénomène, malgré l'intérêt qu'elles peuvent présenter en période de sécheresse.

➤ **Les zones humides** (source : X. Hardy, 2017. *Inventaire communal des zones humides*)

L'ensemble des milieux humides recensés (zones humides, bois humides) représente une surface globale d'environ 450,5 hectares (hors plans d'eau et mares) soit 9,5 % de la surface du territoire communal de Dinéault (cf. méthodologie en annexe).

De nombreuses zones humides ont une forte valeur patrimoniale, et à ce titre leur intégrité doit être davantage préservée, telles que les landes humides et bas-marais acides associés qui représentent plus de 24 % de la totalité des zones humides inventoriées sur la commune.

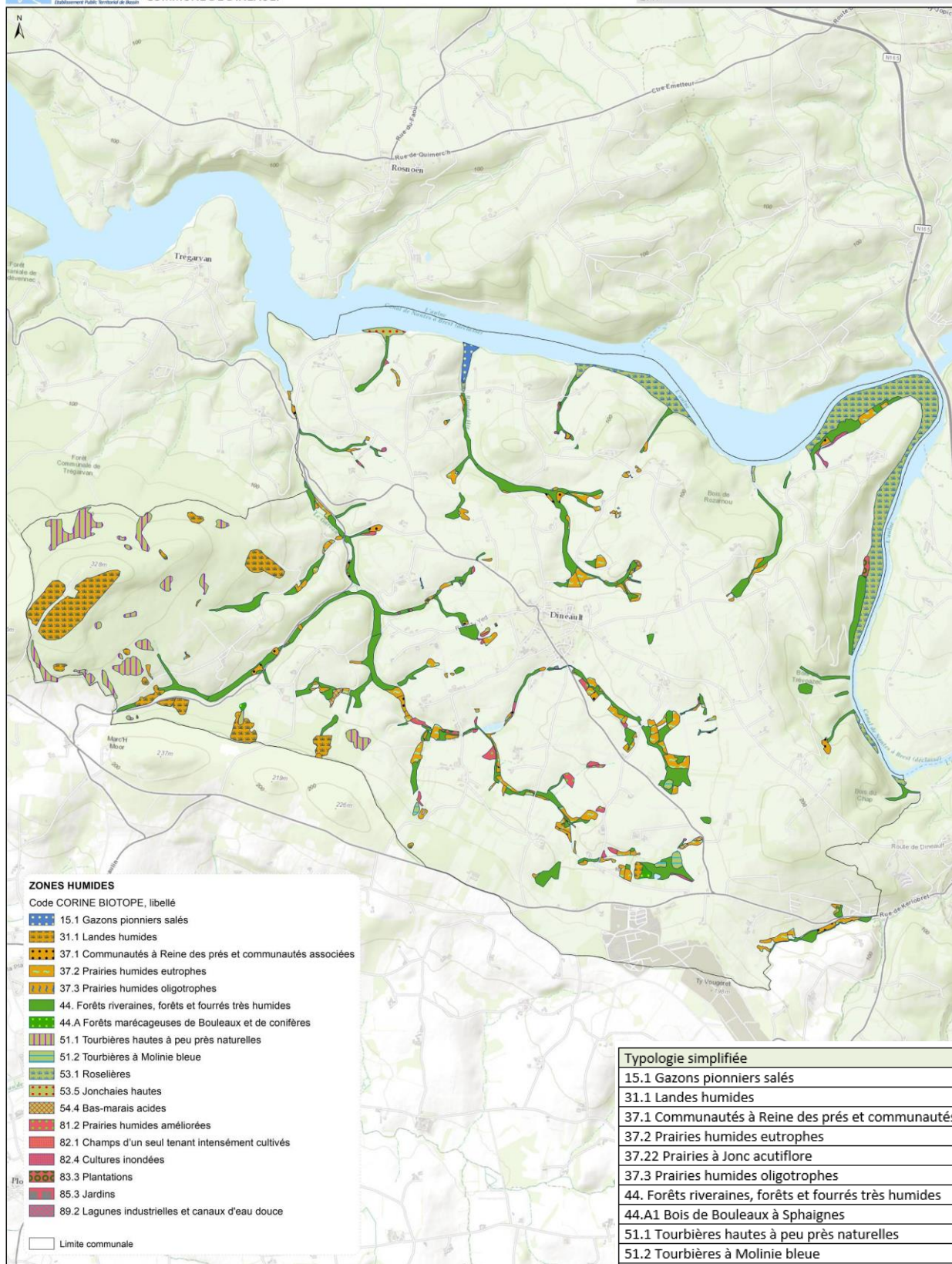
Sur la totalité des zones humides inventoriées, 12% sont partiellement dégradées du fait de divers facteurs tels que les plantations monospécifiques de peupliers. 1,2% des zones humides de la commune sont dégradées à fortement dégradées du fait de pratiques portant atteintes de façon quasi irréversible au fonctionnement hydrologique de la zone humide (drainage). 87% des zones humides présentent un état de conservation favorable.

Les différents types de groupements végétaux par zone humide selon les critères établis par la nomenclature européenne CORINE-Biotope sont présentés dans le tableau et sur la carte page suivante.

Les landes humides représentent un fort pourcentage des zones humides inventoriées (14.5%), localisées essentiellement sur le site du Menez Hom, où sont également inventoriées des tourbières, et prairies oligotrophes à très forte valeur patrimoniale.

Compte tenu de leur forte valeur patrimoniale, leur préservation doit être envisagée. De même, 18 % de roselières ont été inventoriés, principalement sur les bords de l'Aulne.

Les zones humides sont menacées d'enfrichement et d'enrésinement du fait d'une déprise agricole importante sur la commune.



Typologie simplifiée	ha	%
15.1 Gazons pionniers salés	3,6	0,8%
31.1 Landes humides	65,3	14,5%
37.1 Communautés à Reine des prés et communautés associées	11,3	2,5%
37.2 Prairies humides eutrophes	55,4	12,3%
37.22 Prairies à Jonc acutiflore	7,1	1,6%
37.3 Prairies humides oligotrophes	1,9	0,4%
44. Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides	158,0	35,1%
44.A1 Bois de Bouleaux à Sphaignes	1,7	0,4%
51.1 Tourbières hautes à peu près naturelles	38,6	8,6%
51.2 Tourbières à Molinie bleue	4,1	0,9%
53.1 Roselières	83,6	18,6%
53.5 Jonchaies hautes	2,9	0,6%
54.4 Bas-marais acides	2,0	0,4%
81.2 Prairies humides améliorées	8,8	2,0%
82.1 Champs d'un seul tenant intensément cultivés	0,1	0,0%
82.4 Cultures inondées	2,6	0,6%
83.3 Plantations	3,1	0,7%
85.3 Jardins	0,0	0,0%
89.24 Bassins de décantation et stations d'épuration	0,1	0,0%
Total	450,5	100%

2.2.3 LA FAUNE

➔ Les mammifères

On mentionnera ici quelques espèces présentant un intérêt particulier parmi toutes celles qui ont été observées sur le terrain ou signalées par des informateurs locaux.

Dinéault appartient à un bassin versant qui accueille une population sédentaire de loutre d'Europe. Cette espèce, à la fois indicatrice et garante de la qualité biologique des cours d'eau, est protégée au niveau national et européen.

La subsistance de vieux arbres (isolés, dans les haies ou en boisement) garantit les possibilités de gîtes pour les chiroptères (chauve-souris) ; les bois, le bocage, les prairies permanentes humides ou non, les landes et les jardins constituent des sites d'alimentation pour ces espèces, sensibles aux pollutions et à la disparition de milieux riches en insectes. Selon l'atlas des chiroptères, réalisé par l'association Bretagne-Vivante (2017), les espèces présentes dans le secteur de Dinéault sont les suivantes : le Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*) qui chasse jusqu'à 1 km autour des gîtes et la Serotine commune (*Eptesiorus serotinus*) à vaste territoire de chasse (40 km en moyenne). Ces deux espèces sont protégées et le Grand rhinolophe est considéré comme une espèce vulnérable en Europe. Son effectif ainsi que son aire de répartition sont en diminution. Il fait l'objet de différents statuts de protection :

- Convention de Berne (1979) ;
- Convention de Bonn (1979) ; Directive Oiseaux (1979)
- Directive Habitats (1992) et Directive (97/62/CE) du 27 Octobre 1997

Cette espèce est également protégée par un arrêté de protection de biotope (APPB) sur la commune voisine de Châteaulin.

*Le Groupe Mammalogique Breton a effectué le suivi scientifique le long du canal de Nantes à Brest qui a permis de mettre en avant l'intérêt majeur de ce site pour ces mammifères. Chaque année, plus de 1 500 Grands Rinolophes (*Rhinolophus ferrumequinum*), espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats, sont recensés dans les anciennes ardoisières et les églises de ce secteur. Ceci est l'une des plus grosses concentrations européennes de cette espèce et a justifié la mise en place de la zone Natura 2000 - Vallée de l'Aulne et, depuis 2001, d'un Contrat-nature "Etude et sauvegarde des populations de Grands Rinolophes du bassin versant de la rade de Brest", avec le soutien de l'Europe, de la Région, des Conseils départementaux du Finistère et des Côtes d'Armor. De plus, le canal de Nantes à Brest, véritable corridor naturel, assure le lien entre les populations de chiroptères du Centre-ouest Bretagne et celles de la Presqu'île de Crozon où l'on observe environ 400 Grands Rinolophes (10% de la population régionale). Afin de conserver ce patrimoine, le GMB a déjà réalisé plusieurs mises en protection de gîtes (pose de grilles à barreaux horizontaux sur des cavités et mise en place d'Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotopes sur des églises).*

Le renard est un omnivore important dans l'écologie de l'espace rural; du fait de son régime alimentaire, il contribue en effet à la régulation des populations de nombreuses espèces animales et notamment de rongeurs. Il est abondant à Dinéault, d'après le témoignage et les observations effectuées sur le terrain pendant l'étude.

Moins commun mais bien représenté, le blaireau trouve dans ce type de milieu, où de nombreux bois parsèment les champs et les prairies, des conditions très favorables.

Le chevreuil a vu ses effectifs croître ces dernières années, grâce aux efforts de repeuplement mais aussi au développement des friches qui lui fournissent de nouveaux sites d'alimentation et surtout des abris sûrs.

Des sangliers fréquentent le territoire de Dinéault.

En ce qui concerne les autres espèces de mammifères, on signalera :

- la présence du lièvre et du lapin (les populations de lapins étant fluctuantes, comme partout en Bretagne, en raison des maladies) ;
- la présence du **campagnol amphibie** et de la **crocidure aquatique** sur le réseau hydrographique, en régression en France (sans statut particulier)
- la présence de petits mammifères tels la taupe d'Europe, le rat surmulot... qui fréquente les endroits broussailleux et secs de la commune.

A noter que Dinéault compte 40 ha de cultures à gibier : il s'agit essentiellement de "jachères faune sauvage" mise en place par les Société de chasse.

➔ L'avifaune

L'avifaune de Dinéault est typique des régions bocagères et boisées de Bretagne, avec en particulier, une bonne représentation des passereaux et la présence de rapaces. Les arasements de talus sont plus ou moins compensés du fait de la progression des surfaces de boisements.

Les passereaux

Ces "petits oiseaux" sont favorisés par la présence de haies et de bosquets, qui leur offrent des sites de nidification ainsi que d'abondantes ressources alimentaires (graines, baies, insectes, etc.).

Sans fournir la liste exhaustive des nombreuses espèces notées à Dinéault, on s'en tiendra aux remarques suivantes : certaines espèces, peu exigeantes quant à leurs sites de nidification, se rencontrent sur l'ensemble du territoire communal. C'est par exemple le cas des mésanges bleues, charbonnière, à longue queue, de la fauvette grisette, du merle noir, du rouge-gorge, du troglodyte, du chardonneret élégant.... L'arasement des talus favorise en revanche l'alouette des champs, qui est absente des secteurs bocagers mais que l'on trouve çà et là dans les quelques zones de champs ouverts. La fauvette à tête noire, la sitelle torchepot et le grimpereau des jardins sont présents dans les jardins arborés et les bois ; ces espèces bénéficient de la progression des milieux boisés. Les friches et les boisements humides participent à la relative abondance d'espèces caractéristiques : nidification de la fauvette des jardins...

Les pins maritimes produisent des graines dont profitent quelques passereaux granivores (mésanges, bec-croisé en migration automnale).

À l'inverse, la fauvette pitchou affectionnant les étendues de landes et de prairies dépourvues (ou presque) de boisement du Menez Hom.

La diversité élevée des passereaux nicheurs doit beaucoup à la variété et à la juxtaposition des milieux naturels (bois de conifères et de feuillus, haies, fourrés, friches, landes, prairies,...). Elle paraît en mesure de se maintenir dans les parties relativement accidentées de la commune ainsi que dans les fonds de vallées, tandis que les plateaux cultivés voient leur avifaune s'appauvrir. Toutefois, un boisement uniforme peut aussi conduire à une forte diminution de la diversité des espèces.

Les rapaces

Les rapaces diurnes sont bien représentés à Dinéault, grâce à la présence des boisements et la relative densité du maillage bocager, même si, comme il est de règle en Bretagne, la diversité spécifique est assez restreinte. Parmi les rapaces diurnes, la buse variable et le faucon crécerelle et l'épervier d'Europe sont communs sur la commune.

Le site du Menez Hom se distingue cependant par la présence de busard cendré (espèce non nicheuse sur le site) et de busard Saint-Martin).

Les rapaces nocturnes sont représentés par au moins une espèce : il s'agit de la Chouette hulotte.

Ces rapaces, qui sont tous légalement protégés, participent à l'équilibre écologique du bocage en régulant les populations de petits vertébrés ; leurs habitats doivent donc être préservés dans la mesure du possible.

Le Martin-pêcheur : Cette espèce fréquente communément les bords de l'Aulne. Le déclin de l'espèce, qui a engendré son inscription à l'annexe 1 de la Directive européenne « Oiseaux », est lié à la baisse de la qualité de l'eau et la suppression des sites de nidification du fait de l'artificialisation des berges.

Le phragmite aquatique : Les marais de Rosconnec, réserve associative de Bretagne Vivante (cf. page 19x) constitue une halte migratoire pour le phragmite aquatique. Cette espèce joue un rôle d'espèce "parapluie" pour l'ensemble de l'écosystème de la réserve. En effet, la gestion conservatoire des habitats pour cette espèce préserve également celui de nombreuses autres dont plusieurs sont d'intérêt patrimonial. Ainsi, outre la nidification de plusieurs espèces de passereaux paludicoles (bruant des roseaux, rousserolle effarvate, cisticole des joncs, phragmite des joncs), la loutre d'Europe est présente toute l'année, ainsi que le campagnol amphibie et la crocodile aquatique. Une intéressante diversité de reptiles, de batraciens, et d'invertébrés est progressivement révélée par l'effort d'inventaire en cours mené par les bénévoles de l'association.

L'Engoulevent d'Europe : Il profite des pinèdes peu denses, des clairières, des coupes ou des lisières du Menez Hom (par exemple à la faveur d'un chemin) pour nicher, mais il ira toujours chasser au-dessus de landes ouvertes.

L'espèce est menacée à la suite de la modification de son habitat, de changements des techniques sylvicoles, de l'usage des pesticides qui ont diminué la disponibilité des insectes, de reboisements et des collisions avec les automobiles.

➡ Les amphibiens

Les habitats aquatiques favorables à la reproduction des batraciens sont bien diversifiés sur Dinéault : il s'agit des fonds de vallées humides et des marais de l'estuaire de l'Aulne.

Ils participent à la présence d'espèces communes (mais protégées) telles que : la grenouille rousse et le crapaud commun.

Les plans d'eau, les sources, fontaines et lavoirs sont des sites de reproduction pour ces espèces.

Des larves de salamandre tachetée ont également été observées dans les différentes zones humides de la commune. Les ornières des prairies humides et les fontaines constituent l'habitat aquatique de la larve de la salamandre et les haies et boisements limitrophes, le gîte terrestre des adultes. Le domaine vital de la salamandre est relativement restreint (quelques dizaine de m²), les déplacements sont très limités.

➡ Les reptiles

Le lézard des murailles, le lézard vert et la vipère péliade ont été observés et la couleuvre à collier et la coronelle lisse est signalée sur la commune.

➡ Les poissons

Les eaux saumâtres des marais de l'estuaire de l'Aulne constituent des zones privilégiées de nurserie pour les poissons fréquentant l'estuaire. Le SDAGE a identifié l'estuaire de l'Aulne (anguilles, lamproies) comme cours d'eau visés au 1^{er} du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement à enjeu pour les poissons migrateurs : aucun nouvel ouvrage ne peut être construit "s'il constitue un obstacle à la continuité écologique" et le renouvellement des autorisations pour les ouvrages existants ne pourra se faire qu'à la condition qu'ils permettent la circulation des poissons migrateurs.

Le Garvan possède une bonne valeur piscicole. Il est classé en première catégorie piscicole et cours d'eau à poissons migrateurs. La composition et la structure du peuplement sont celles d'un ruisseau côtier de première catégorie à dominante de Salmonidés avec des notamment la truite Fario. Il n'existe aucun élevage piscicole sur le Garvan.

➡ Les invertébrés

Parmi toutes les espèces inventoriées, on signalera

- **l'écaïlle chinée** (*Euplagia quadripunctaria*), **qui** est un papillon des bois clairs et des broussailles qui vole aussi bien le jour que la nuit. Elle est inscrite à l'annexe II de la directive habitat de la communauté européenne du 21 mai 1992
- **l'escargot de Quimper** (*Elona quimperiana*) : Cet animal à caractère atlantique possède une aire de répartition mondiale très restreinte puisqu'il n'est présent qu'en Espagne (Pays Basque espagnol, monts cantabriques et Galice) et en France. Sa répartition française se scinde en deux zones géographiques distantes, le Pays Basque et la Bretagne Ouest (selon un axe Vannes/ St-Brieuc, Daguzan J et Gloaguen JC, 1986). En raison de cette distribution très particulière et limitée, l'espèce bénéficie d'un statut de protection en France et en Europe.



Ce gastéropode d'intérêt européen fait l'objet d'une protection totale au niveau national (protection des œufs, individus et de l'habitat, d'après l'article 2 de l'arrêté du 23/04/2007) et figure sur la liste rouge des espèces menacées de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature.

Au niveau européen, il est inscrit à l'annexe II et IV de la Directive Habitat.

Il figure sur la Liste rouge mondiale de l'UICN (évaluation 2017) et sur la Liste rouge européenne de l'UICN 2017 en préoccupation mineure.

Même si l'Escargot de Quimper n'est globalement pas menacé, la disparition de certains massifs boisés et des talus et muret de pierres sèches contribue à morceler son habitat et son aire de répartition.

L'Escargot de Quimper fréquente essentiellement les milieux humides et ombragés (bois et bocage), et en particulier les boisements à essences caduques voire mixtes, avec une préférence pour les boisements de Chênes et de Hêtres (Daguzan J et Gloaguen JC, 1986). Il préfère un faible recouvrement des strates arbustives et du sous-bois et se trouve sous des souches ou sous la mousse, des anfractuosités de roches, du bois morts... L'escargot de Quimper est dépendant d'un bon état de conservation de ces habitats.

Il faut rappeler que la Bretagne porte une responsabilité forte pour la préservation de l'escargot de Quimper, compte tenu de son aire de répartition. L'espèce peut en effet servir d'indicateur pour ses habitats à l'échelle de son aire de répartition. Suivre l'évolution de sa répartition permet donc de suivre l'évolution, de ces milieux. En outre, l'escargot de Quimper peut constituer un indicateur pour tracer une évolution et un impact en Bretagne des modifications de la température ou de la pluviométrie, l'espèce étant sensible à ces paramètres (Bretagne Vivante, 2012. Mise à jour des connaissances sur la répartition de l'escargot de Quimper. UBS).

Le fait que chaque espèce ait des exigences écologiques particulières doit inciter à préserver la diversité des milieux composant le territoire de la commune.

A noter que la pression de chasse ne semble pas particulièrement forte sur la commune, du fait du nombre relativement réduit de chasseurs.

2.2.4 LA TRAME VERTE ET BLEUE

➤ Contexte législatif et réglementaire

La trame verte et bleue (TVB) définie par le Grenelle (article 17 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) correspond à la préservation des continuités et des corridors écologiques (voir définition ci-après).

La trame verte et bleue doit permettre d'appréhender chaque territoire dans une échelle plus large, d'identifier et favoriser la solidarité entre territoires et, afin de répondre aux objectifs qui lui ont été assignés par les dispositions de l'article L.371-1 du Code de l'Environnement. Elle doit ainsi permettre :

- de conserver et d'améliorer la qualité écologique des milieux et garantir la libre circulation des espèces de faune et de flore sauvages ;
- d'accompagner les évolutions du climat en permettant à une majorité d'espèces et d'habitats de s'adapter aux variations climatiques ;
- d'assurer la fourniture des services écologiques (ressources, cadre de vie, qualité et diversité des sols) ;
- de favoriser des activités durables, notamment agricoles et forestières ;
- de maîtriser l'urbanisation et l'implantation des infrastructures et d'améliorer la perméabilité des infrastructures existantes (éviter la fragmentation des milieux, les perturbations lumineuses...).

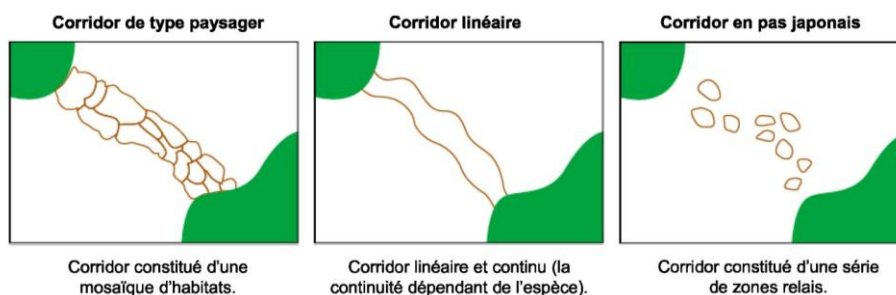
La déclinaison de la Trame verte et bleue s'effectue à toutes les échelles, transnationales, nationales, régionales, intercommunales et communales, et chacune de ces déclinaisons doit se compléter et se prendre en compte mutuellement. En s'appuyant sur le schéma régional de cohérence écologique, la mise en place de la trame verte et bleue sur une commune permet de concilier les enjeux locaux de développement et de qualité de vie avec la préservation de la biodiversité et des paysages.

➤ Définition

Pour vivre, les individus et communautés d'individus d'une ou plusieurs espèces ont besoin, à un moment ou l'autre de leur vie et de leur évolution, de se déplacer pour accéder aux ressources, étant eux-mêmes souvent des ressources pour d'autres espèces ou pour l'écosystème. Les structures éco-paysagères (corridors, matrice paysagères...) et leur degré de connectivité conditionnent les possibilités d'accès aux ressources et aux milieux correspondant à un stade ou autre de leur vie.

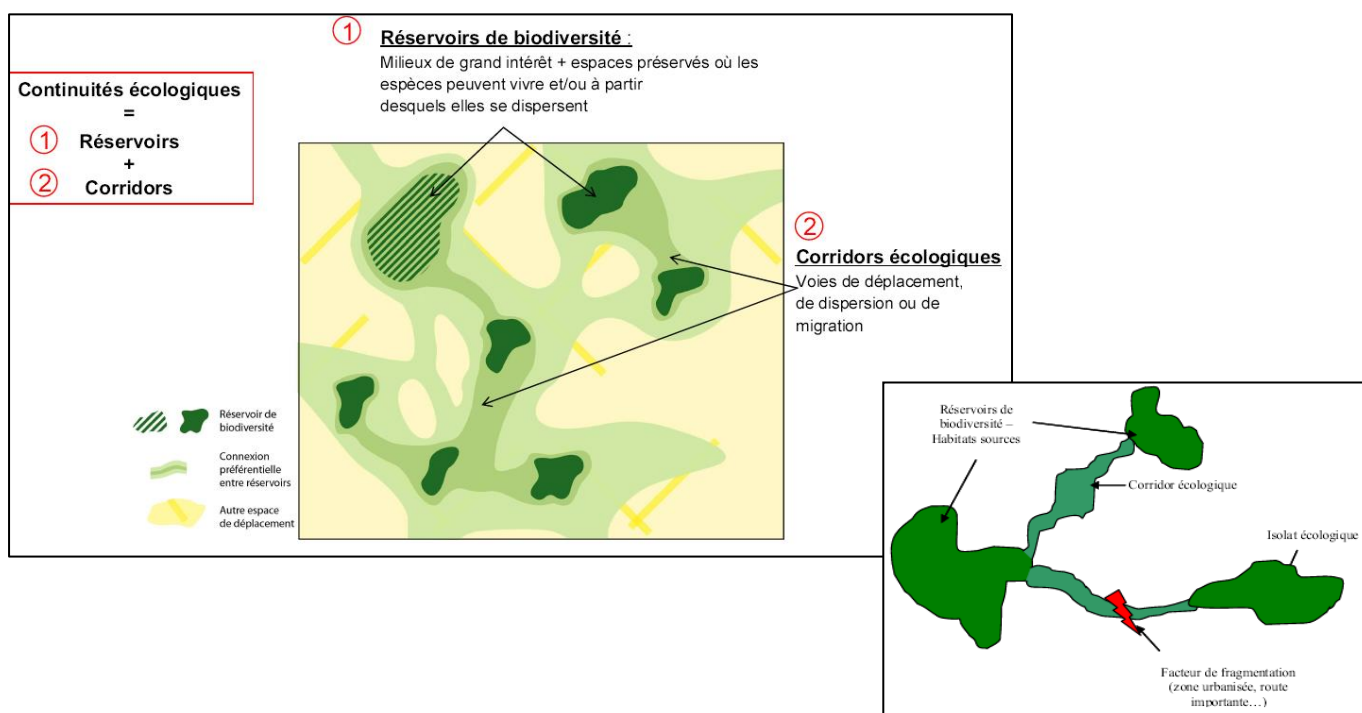
Les structures éco-paysagères prises en compte dans la TVB sont les suivantes :

- ✓ les réservoirs, milieux naturels de bonne qualité et de surfaces suffisantes pour conserver une bonne fonctionnalité (une espèce peut y exercer un maximum de son cycle de vie). Ce sont des zones biologiquement riches tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.
- ✓ les corridors biologiques, correspondant à une liaison entre différents habitats naturels ou écosystèmes utilisés par la faune et la flore pour se déplacer pendant un cycle de vie. Ils permettent les déplacements d'espèces, dont ils favorisent ainsi les échanges inter-populationnels. Ils correspondent :
 - . à la matrice paysagère : champs cultivés et prairies.
 - . aux structures linéaires telles que haies, bords de chemin, cours d'eau
 - . aux structures en "pas japonais" : mares, bosquets...
- ✓ les **continuums ou continuités écologiques** : ensemble des milieux favorables à un groupe d'espèces, sans interruption physique incluant des réservoirs biologiques et des corridors.



Source : DREAL
Bretagne

La préservation de chaque espace naturel en soi est importante, mais la préservation de la biodiversité passe aussi par une vision dynamique des territoires. Chaque zone naturelle, si elle est isolée, tend progressivement à s'appauvrir : manque de brassage génétique, incapacité à se régénérer en cas d'accidents, difficulté à évoluer et s'adapter. La vision dynamique du territoire consiste à mettre en évidence les « corridors écologiques » qui permettent de relier entre elles les zones naturelles.



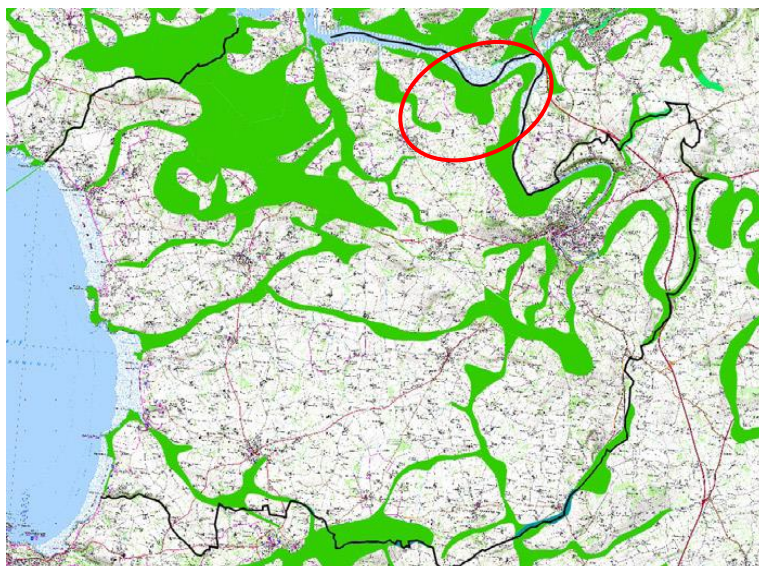
La fragmentation importante du territoire induit un fractionnement et une fragilisation des populations animales et végétales, y compris pour les espèces ordinaires.

➔ Méthodologie

Le PLU intervient sur la trame verte et bleue à travers la maîtrise du développement urbain afin de prévenir des menaces qui pèsent sur la biodiversité (mitage, consommation foncière...) et la préservation des espaces naturels. La trame verte et bleue constitue un outil de préservation du patrimoine naturel et du cadre de vie. Au-delà de leur fonction biologique de maintien de la diversité des espèces, les espaces naturels assurent des fonctions de services (notamment de production de ressources et de protection contre les risques et les nuisances) mais également des fonctions sociales (loisirs, culture, santé publique).

Le SCoT a défini une TVB intracommunautaire :

La Trame verte et bleu de la CCPCP



Elaborer une trame verte et bleu dans le PLU nécessite :

- d'intégrer l'ensemble des milieux agricoles ouverts ou bocagers, forestiers et même urbains, qui créent une diversité de paysages. Les petits éléments du maillage écologique (stations d'espèces végétales protégées, mares, haies, ripisylves) sont au cœur de cette mosaïque.
- d'identifier l'interdépendance entre ces espaces.

Il est en outre intéressant d'intégrer en plus du rôle biologique (maintien de la biodiversité) les fonctions suivantes :

- production de ressource : eau, bois, produits agricoles
- protection de la santé publique : préservation de la ressource en eau par exemple (zone humide, bocage...)
- rôle social : loisirs, culture, sports

Milieux naturels réservoirs

Les milieux remarquables inventoriés : les plus importants de ces réservoirs sont la vallée de Aulne (cours d'eau + zones humides + versants boisés) et le complexe du Menez Hom.

- le réseau hydrographique constitue une trame d'habitats naturels irriguant le territoire communal. Toutes les vallées ne présentent pas le même intérêt écologique. Les sites présentant la plus forte valeur patrimoniale de la commune ont été identifiés à partir des données de l'inventaire des zones humides (2017) et des données de terrain.
- les boisements : la totalité des boisements ne sont pas des réservoirs. Ceux considérés comme tels présentent des surfaces suffisantes pour assurer le cycle de vie d'espèces ou de communautés significatives y étant inféodées. Il s'agit des bois de Treovazec, de Rosguernou et du Chap surplombant l'Aulne
- les milieux ordinaires "attractifs", tels que les ensembles de prairies humides ou de prairies bocagères (au sud de Pennaros par exemple).
- les réservoirs de biodiversité "potentiels" tels que les mares, plans d'eau (qui constituent en particulier des zones de reproduction pour les amphibiens) et leurs abords (habitats terrestres associés : haies, boisements).

Corridors écologiques

Deux types sont ici à distinguer :

- les corridors terrestres, qui ont été identifiés à partir des zones boisées de faible dimension (corridors en pas japonais) et par le linéaire de haies jouant un rôle de connexions entre les milieux naturels réservoirs ; les petits boisements et le bocage participent ainsi à la **trame verte** du territoire de Dinéault.
- les corridors aquatiques, représentés par l'ensemble des cours d'eau, temporaires ou permanents et leurs zones humides associées (qui peuvent aussi constituer des réservoirs) : ce chevelu de rivières, ruisseaux, rus et fossés constitue l'ossature d'un réseau de "continuités naturelles" constituant la "**trame bleue**" de la commune. Quelques petits plans d'eau ont également été identifiés sur la commune, mais leur faible densité ne permet pas de les identifier en tant que corridors

Continuums écologiques

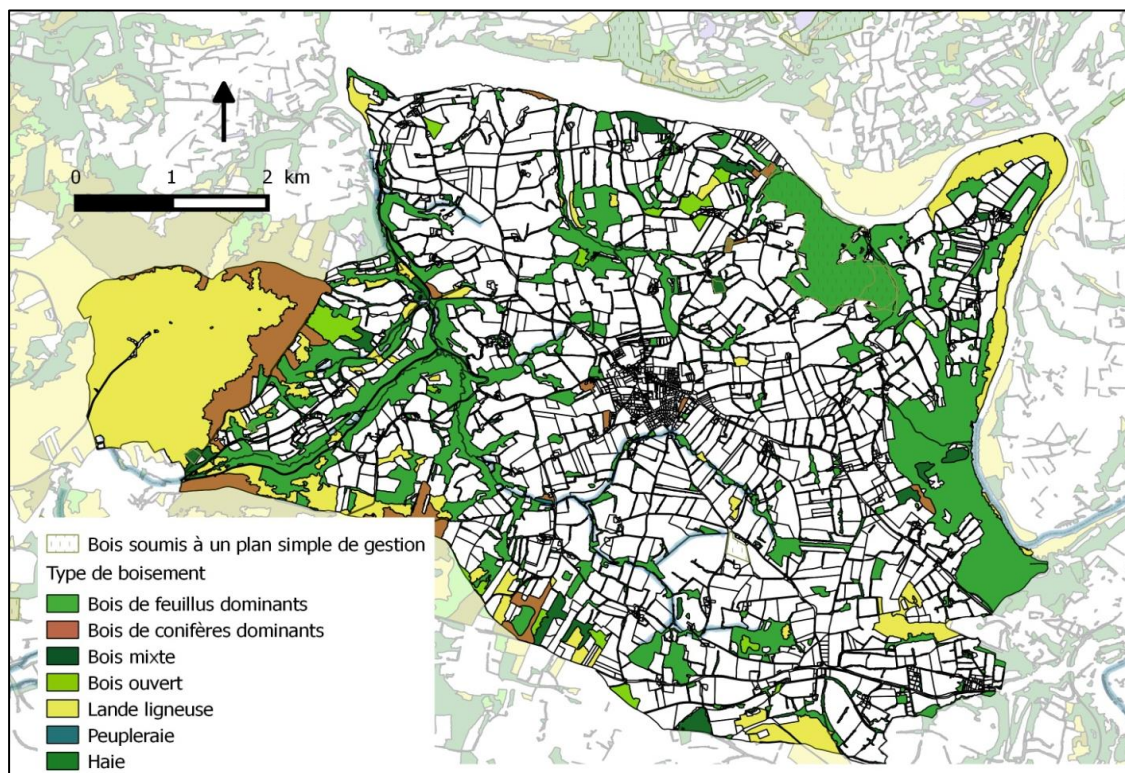
L'identification de ces continuités potentielles contribue à la mise en évidence des grands continuums écologiques en présence sur la commune. On distinguera :

- les continuums à préserver, corridors fonctionnels peu menacés par les pressions anthropiques,
- les continuums à remettre en bon état, qui sont des corridors importants pour la cohérence de la Trame verte et bleue du territoire, mais qui, à l'instant T, ne sont pas fonctionnels pour un déplacement optimal des espèces (dégradés par les activités humaines par exemple).

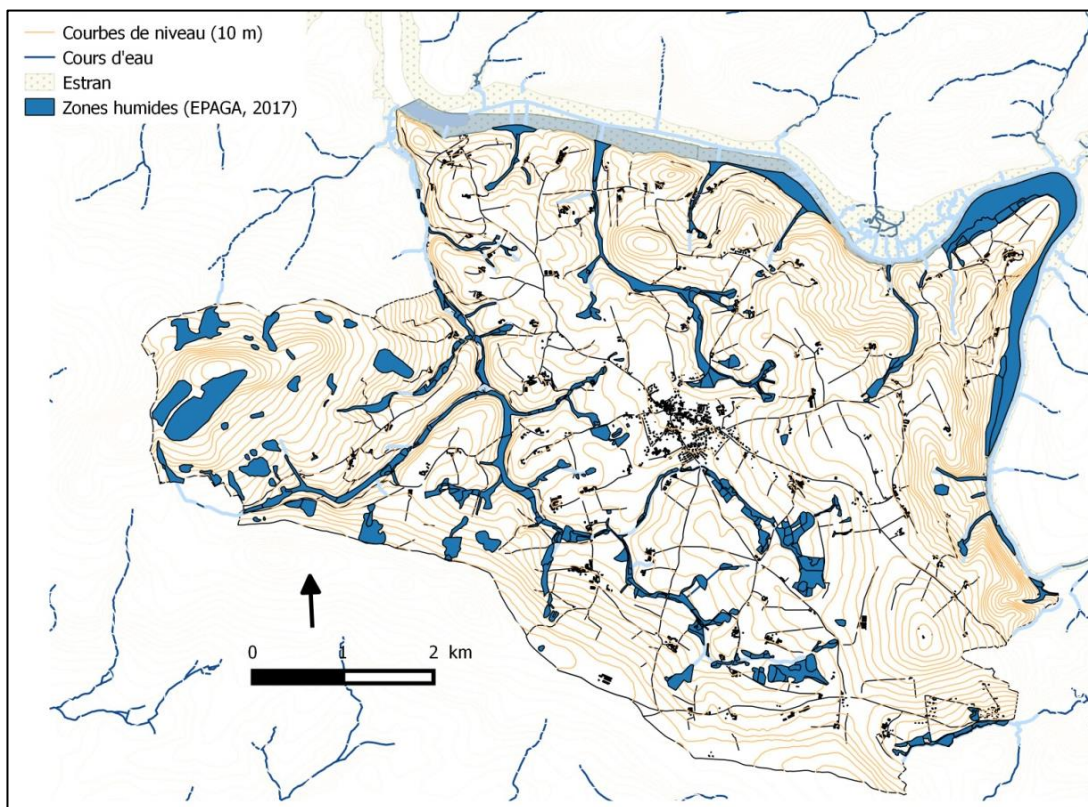
Ces continuums sont perturbés par des coupures écologiques :

- Coupures écologiques surfaciques ; ce sont les zones urbanisées, continues ou discontinues, formant des milieux peu fréquentés, voire répulsifs au regard de la biologie des espèces : sur Dinéault elle ne forme pas des barrières complètement imperméables compte tenu de leur faible dimension ; il s'agit du bourg et des zones urbanisées de Ty Anglais et Ty Vougeret (école de gendarmerie+ ZA)
- Coupures écologiques linéaires : ce sont l'ensemble des **infrastructures linéaires routières** présentes au sein de la commune. Peuvent être considérées comme obstacles secondaires la route départementale RD887 et dans une moindre mesure la RD60, ainsi que l'urbanisation diffuse.

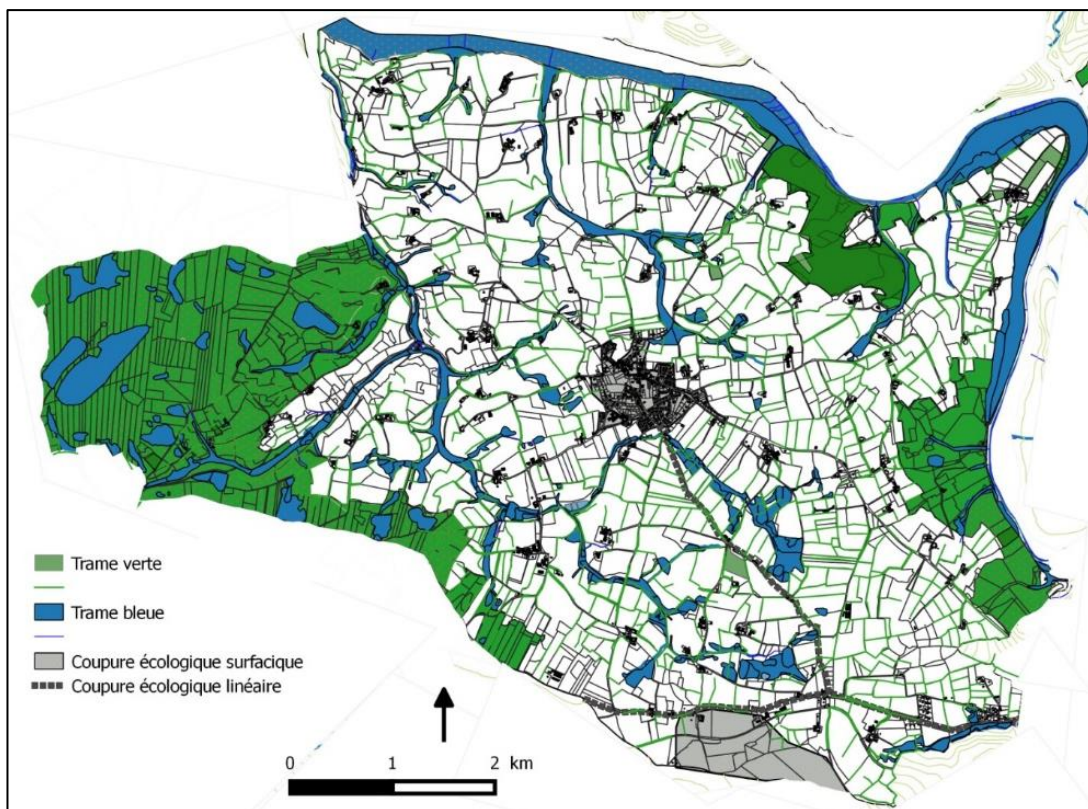
La trame verte



La trame bleue



La trame verte et bleue



2.3 LA QUALITE DE L'AIR ET LA TRANSITION ENERGETIQUE

L'analyse est réalisée à l'échelle du territoire de la CCPCP.

La CCPCP s'est engagée par délibération du 11 avril 2017 dans l'élaboration d'un **Plan Climat Air Énergie Territorial** (PCAET), dont les objectifs sont :

- Réduction de 40 % des émissions de GES par rapport à 1990
- Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
- 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie

Les données ci-après sont issues de ce PCAET dont la stratégie territoriale a été validée mais pas les objectifs.

2.3.1 LE DIAGNOSTIC "AIR" DU PCAET

➞ Qualité de l'air

La CCPCP émet 2 996 tonnes de polluants atmosphériques. Les principaux polluants sont :

- L'ammoniac (NH_3) du secteur agricole, (1 131 tonnes)
- Les particules fines de l'agriculture (210 tonnes) et du résidentiel (80 tonnes)
- Les protoxydes d'azote (NoX) du transport (212 tonnes) et de l'agriculture (201 tonnes)

L'agriculture est le premier générateur de polluants (65% des polluants de la CCPCP). Cette pollution est due à l'ammoniac (urée des bovins et ovins). L'ammoniac génère par réaction, des particules fines (PM_{10}). A noter que la commune de Dinéault compte 58% d'élevage laitier et 12% d'élevage avicole (*Diagnostic agricole de Dinéault*, 2017. Chambre d'agriculture du Finistère).

Le territoire de la CCPCP émet 314 400 tonnes de Gaz à effets de serre (GES) par an, soit 14 teq CO_2 / habitant/an. Ce chiffre est cohérent avec la moyenne bretonne et française.

Les émissions énergétiques représentent 39% des émissions de GES du territoire. Elles sont surtout imputables au transport de voyageurs (carburant des véhicules) et au chauffage des maisons. 60% de ces émissions sont "non énergétiques" : elles proviennent essentiellement de l'élevage (méthane, ammoniac). 97% des émissions non énergétiques sont d'origine agricole. La réduction des émissions de GES de l'élevage suppose la mobilisation des acteurs agricoles pour accélérer la transition du modèle d'élevage notamment hors sol, et réduire les fuites d'effluents d'élevages.

65% des GES proviennent de l'agriculture.

Le transport de voyageur est le second émetteur de GES du territoire (17%) mais premier en émissions énergétique, devant le résidentiel. Il est lié à l'utilisation de la voiture pour les trajets domicile-travail.

A l'échelle du territoire de la CCPCP, 86% des émissions de GES du résidentiel viennent des maisons individuelles privées (54% du parc est construit avant toute réglementation thermique, en 1974).

➞ Enjeux et potentiels de réduction des GES non énergétiques

Le secteur agricole est très concerné, que ce soit pour l'ammoniac ou les protoxydes d'azote. Une stratégie est à travailler avec les professionnels de l'agriculture et de la surveillance de la qualité de l'air pour identifier plus finement les gisements et leviers de réductions de l'ammoniac, car agir sur l'ammoniac permettra d'éviter la formation de particules fines.

Les actions de réduction de polluants du secteur résidentiel (COV , particules) et du transport (NoX) sont à mettre en relation avec les programmes de sobriété énergétique et de conversion. Pour l'habitat et le bâti en général, il y a un enjeu de recours aux matériaux biosourcés également pour réduire les polluants de l'air intérieur par les matériaux issus de la pétrochimie (peintures, revêtement plastiques...).

Le potentiel de réduction de l'ensemble des polluants atmosphériques est évalué par le PCAET à 8% d'ici 2030.

➤ **Enjeux et potentiels de réduction des GES énergétiques**

Pour les émissions énergétiques, le levier de réduction est directement lié à la réduction des consommations d'énergie du transport et du bâti. Ce levier est plus facile à mobiliser que le changement des pratiques agricoles dans le cadre de l'élaboration d'un PLU.

Le résidentiel

Le SRADDET fixe un objectif de réduction de GES du bâtiment de -75% entre 2013 et 2040. Afin de réduire les émissions de GES du secteur résidentiel de la CCPCP plusieurs leviers sont mobilisables dès à présent : diminution des besoins de chauffage, via un programme massif d'isolation thermique du bâti, conversion vers des énergies décarbonnées (remplacement du fioul par le bois, l'électricité, le gaz de réseau) ; il y a un potentiel de maintien du chauffage central de production de chauffage et d'eau chaude central en remplaçant le fioul par de systèmes bois et solaire. Ce potentiel est accru par la morphologie des toitures (pente orientée sud, à 45 degrés) facilitant la pose de panneaux solaires.

Le SRADDET ambitionne une baisse de 52% des GES bretons entre 2013 et 2050. Le PCAET de la CCPCP sera compatible avec les objectifs du SRADDET.

Les transports

La réduction des émissions de GES peuvent ensuite se faire sur plusieurs leviers au moins pour les trajets des travailleurs du territoire : la transition du parc vers des véhicules plus performant), le passage au véhicule électrique ou gnv, le télétravail afin d'éviter des déplacements.

On note que les zones d'activités sont un levier intéressant pour coupler la baisse de GES du transport.

➤ **Bilan du stock de carbone dans les sols de la CCPCP**

Tous les sols, n'ont pas la même capacité à stocker du carbone organique. Les forêts et les prairies permanentes sont les sols qui stockent le plus de carbone organique ; les cultures, du fait du labour, stockent moins que les prairies permanentes.

Le territoire séquestre l'équivalent de 8 % des émissions de Gaz à Effet de Serre émises (La CCPCP a un très bon taux de séquestration comparativement aux autres communautés de communes du Pays de Brest qui sont plutôt autour d'un ratio de 2%).

Le maintien de la trame verte et bleue est un enjeu important car ses éléments participent au stockage du CO₂.

2.3.2 LE DIAGNOSTIC "ENERGIE" DU PCAET

➤ **Les consommations d'énergie**

En matière d'électricité, le territoire de la CCPCP consomme 147 GWH en 2010 (modélisation énergétique en fonction de plusieurs paramètres : âge du parc, nombre de logements, de véhicules...), dont 74 GWh d'électricité pour le secteur résidentiel.

La CCPCP est en situation de dépendance énergétique, mais beaucoup moins que les EPCI du Pays de Brest : le territoire produit 22% de ses consommations d'énergie (contre 7 à 16% pour les autres EPCI).

Le bâti concentre près de la moitié des consommations d'énergie du territoire. Le territoire consomme essentiellement du fioul et de l'électricité.

La LTECV (loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte) prévoit une réduction de -20% des consommations d'énergie à horizon 2030 et -50% à horizon 2050, pour atteindre le facteur 4 d'émission de GES, afin de contribuer

à contenir la hausse du réchauffement climatique à moins de 2°C, et respecter l'accord de PARIS 2015. En Bretagne, la consommation d'énergie a baissé de 5% entre 2000 et 2015, surtout dans les secteurs résidentiels et la consommation de produit pétrolier.

L'habitat et le transport concentrent 55 % de la consommation d'énergie. Les ménages sont les premiers consommateurs d'énergie (193 GWh pour le logement et 105 pour les déplacements quotidiens, dont 102 GWh en voiture individuelle). Le principal levier de réduction des consommations d'énergie du bâti est donc d'isoler les logements pour réduire le besoin en énergie.

Le bâti tertiaire consomme 60 GWh d'énergie, soit 11% des consommations du territoire.

L'agriculture consomme 80 GWh, soit 13 % des consommations d'énergie du territoire. 64% des consommations d'énergie sont imputables aux bâtiments d'élevage (électricité surtout). Il existe un potentiel pour une production d'énergie renouvelable, notamment solaire.

Comme l'habitat, les déplacements sont un enjeu d'économie d'énergie pour le territoire, d'autant plus que le coût des déplacements individuels en voiture accentue le risque de précarité énergétique.

➡ **Les enjeux « énergie »**

Réorienter le budget d'importation d'énergie (50 millions /an) vers la rénovation thermique massive et ambitieuse du bâti (en moyenne 350 logements BBC sur 30 ans) conjugué à la baisse des consommations de carburant (voitures performantes, télétravail, transport en commun, mobilité servicielle ...) permettra d'enclencher une logique d'économie circulaire, de créer des emplois locaux et de pérenniser l'attractivité territoriale.

Le potentiel d'économie d'énergie pourrait être, à horizon 2030 de – 18% (objectif national – 20, en agissant prioritairement sur le bâti (résidentiel et tertiaire), et le transport individuel.

➡ **La production d'énergie sur le territoire**

La CCPCP produit 130 GWh d'énergies renouvelables. Le territoire de la communauté de commune ne compte aucune centrale de production d'énergie "conventionnelles" (centrale thermique, centrale nucléaire, raffinerie,...). L'ensemble de la production énergétique est réalisée par des sources renouvelables, le bois occupant une place prépondérante dans ce bouquet énergétique.

L'objectif du PCAET est 50% d'autonomie énergétique en 2030 pour devenir un territoire à Energie positive avant 2040.

L'éolien

La Bretagne possède un fort potentiel de production d'énergies renouvelables. Malgré un grand nombre de ressources disponibles (énergie solaire et marine, spécialisation dans l'énergie éolienne) fait d'elle le cinquième parc éolien français. Le Schéma Régional Eolien annexé au SRCAE fixe pour objectif une production de 1 500 MW éolien terrestre à l'horizon 2015 et d'au moins 1 800 MW à l'horizon 2020.

La CCPCP a validé en 2004 son schéma intercommunal de développement éolien, anticipant le schéma éolien de la région Bretagne.

Bénéficiant de la dynamique entamée en 2002 par la charte d'implantation des éoliennes dans le Finistère et de la concertation avec ses habitants, la CCPCP a établi un schéma d'implantation de 21 éoliennes réparties en quatre parcs éoliens sur cinq de ses communes. La CCPCP compte 27 éoliennes pour une production de 80 GWh / an et

une puissance installée de 40 MW. A Dinéault, le parc éolien de Menez Bras regroupe 4 générateurs d'une puissance unitaire de 2 MW, soit une puissance totale de 8 MW.



Le parc éolien de Dinéault

La biomasse : L'article 29 de la Loi du 13 juillet 2005 définit la biomasse comme "la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers" (source : *Schéma collectif de l'énergie*, Datar).

Il existe une unité de méthanisation à Lospars sur la commune voisine de Châteaulin. La centrale biogaz Kastellin produit 4,25 millions de m³ de méthane dont 84% est injecté dans le réseau de transport de gaz. Le plan d'épandage lié à cette activité concerne 176 ha sur Dinéault. Selon le PCAET de la CCPCP, les capacités supplémentaires seront à investiguer selon les potentiels agricoles et avec Grdf.

A noter que Dinéault est desservie par le réseau de gaz.

La filière Bois – Energie

Le Plan Bois Energie Bretagne (PBEB) est un programme public d'aide au développement de projets de chaufferies bois et à la structuration d'une filière d'approvisionnement sur le territoire régional. Né en 1994 et soutenu alors par l'ADEME, la Région et les 4 départements bretons, le programme a été reconduit pour la 3^e fois en 2014, pour un Plan Bois Energie Bretagne 2015-2020. Ce Plan Bois Energie est financé par l'ADEME Bretagne, la Région Bretagne, le Département d'Ille-et-Vilaine et le Département du Finistère.

La production de bois plaquette est estimée à 0 GWh en 2017 sur le territoire de la CCPCP. Aucun projet lié au PBEB n'est recensée début 2020 sur Dinéault. Selon le PCAET, l'opportunité de création de petits réseaux de chaleur, notamment alimenté au bois, est à investiguer compte tenu du potentiel de bois énergie du territoire.

Le solaire : l'énergie solaire constitue un potentiel de développement important des énergies renouvelables en Bretagne.

Le solaire thermique

Il existe peu d'installations individuelles de chauffe-eau solaire et de système solaire combiné sur le territoire communal. Le PCAET prend comme hypothèse réaliste 2500 maisons équipées d'ici 2030 soit 5 GWh et pour les toitures agricoles une production énergétique proche de 0,1 GWh

Le solaire photovoltaïque

En 2017, l'OREGES ne dénombre pas d'installation photovoltaïque sur le territoire de la CCPCP.

D'ici 2030, le PCAET estime que : un tiers de ce potentiel (solaire) pourrait être réalisé, soit environ 15 GWh, soit environ 2000 maisons ou 150 bâtiments tertiaires ou industriels ; le potentiel au sol / parking serait également d'un tiers, soit environ 25 GWh

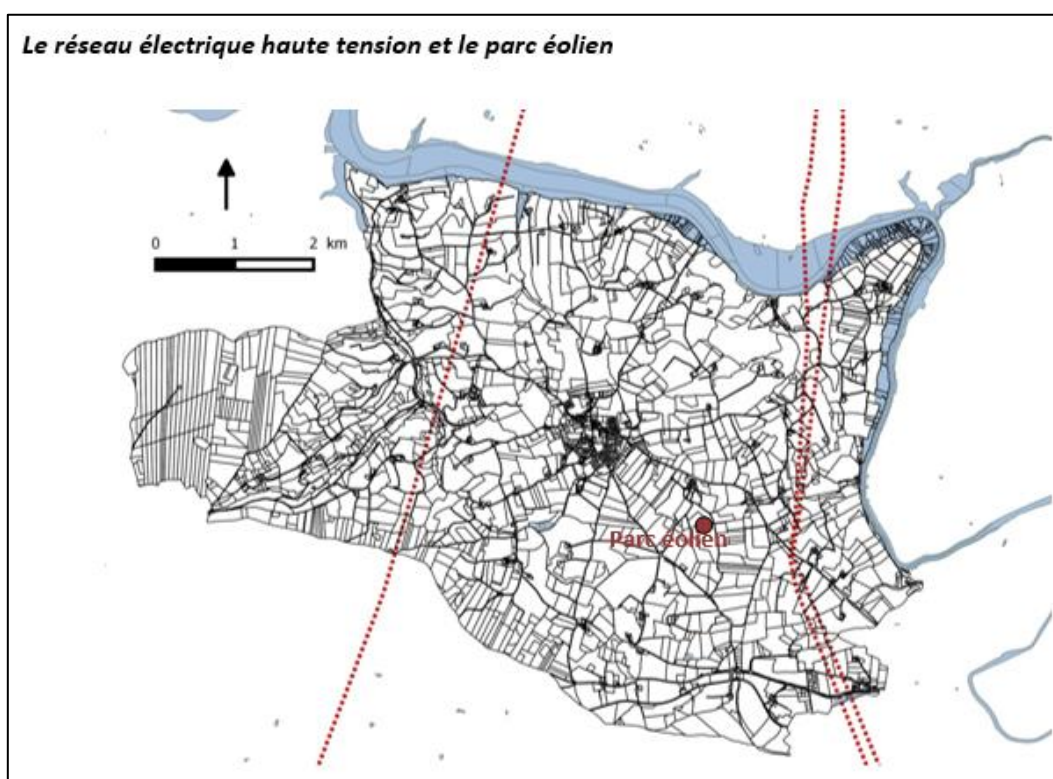
2.3.3 LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ELECTRIQUES SUR DINEAULT

La CCPCP est alimentée par une ligne très haute tension, d'axe nord/sud, de transport d'électricité de 225 kv alimentant un réseau haute tension (63 kv) qui maille le territoire. Le secteur Ouest, en pointe du réseau, reste le plus vulnérable aux baisses de tension.

Néanmoins, le parc éolien permet d'assurer une production locale d'appoint qui renforce la pointe mais l'intermittence de la production éolienne reste un aléa.

Dinéault est concernée par les lignes suivantes :

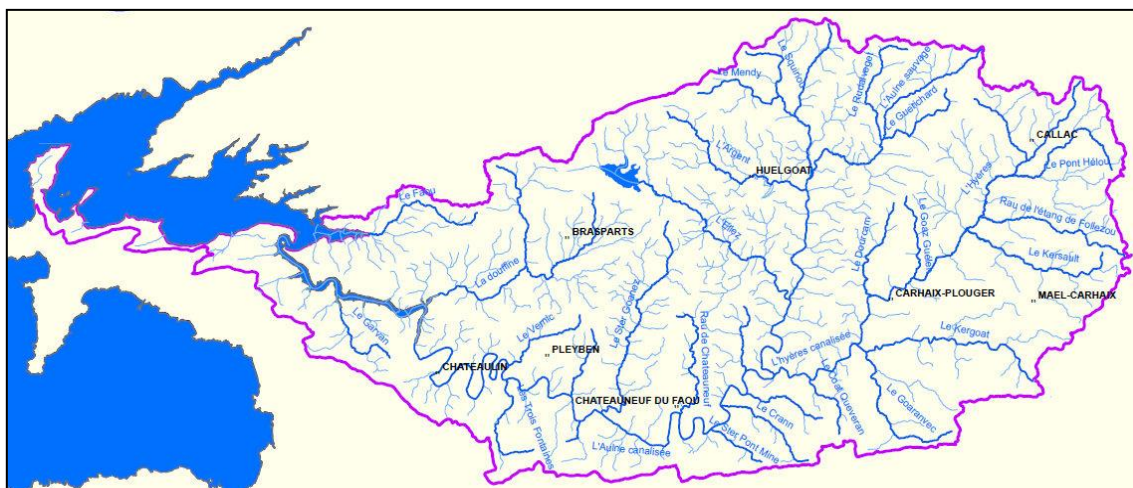
- Liaison 225kv n°1 : La Martyre-Squvidan
- Liaison 225kv n°2 : Dirinon-La Martyre-Squvidan
- Liaison 63kv n°1 : Douarnenez-Rumengol-St Coultiz (enterrée)
- Projet de liaison 63kv Rumengol-St Coultiz (DUP 2015)



2.4 LA GESTION DE L'EAU

La gestion de l'eau est une des problématiques majeures du territoire. La Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 définit à l'échelon européen un cadre pour une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle fixe un objectif d'atteinte du bon état des masses d'eau souterraines et de surfaces (continentale et littorale) en 2015.

En outre, en application de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux "SDAGE Loire-Bretagne", ainsi qu'avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux défini par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux "SAGE Aulne" (bassin versant page suivante).



2.4.1 LE SDAGE LOIRE BRETAGNE

Le SDAGE Loire Bretagne a été adopté par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin en date du 18/11/2015. Il définit les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne pour la période 2016/2021. Il représente l'outil principal de mise en œuvre de la Directive cadre sur l'Eau (DCE), qui fixe un principe de non-détérioration de l'état des eaux et des objectifs ambitieux pour leur restauration, en définissant un cadre, une méthode de travail et des échéances précises. Le projet doit être compatible avec les préconisations du SDAGE et par voie de conséquence avec les dispositions de la Directive Cadre sur l'Eau ; en particulier, il doit être défini de façon à préserver au maximum la ressource en eau, les zones humides et les cours d'eau.

➡ Contraintes applicables vis-à-vis des Eaux Pluviales

Orientation 3D – Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d’une gestion intégrée : adopter des mesures de prévention au regard de l’imperméabilisation des sols, visant à la limitation du ruissellement par le stockage et la régulation des eaux de pluie le plus en amont possible tout en privilégiant l’infiltration à la parcelle des eaux faiblement polluées.

Disposition 3D-1 – Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements : les collectivités peuvent réaliser, en application de l’article L.224-10 du CGCT, un zonage pluvial dans les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l’imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l’écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Disposition 3D-2 – Réduire les rejets d’eaux de ruissellement dans les réseaux d’eaux pluviales, dans le respect des débits et charges polluantes acceptables par ces derniers de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement.

Disposition 3D-3 – Traiter la pollution des rejets d’eaux pluviales : Les autorisations portant sur de nouveaux ouvrages de rejets d’eaux pluviales dans le milieu naturel ou sur des ouvrages existants faisant l’objet d’une modification notable, prescrivent les points suivants :

- ✓ Les eaux pluviales doivent subir des étapes de dépollution adaptées aux types de pollution. Elles devront subir à minima une décantation avant rejet,
- ✓ Les rejets d'eaux pluviales sont interdits dans les d'injection, puisards en lien direct avec la nappe,
- ✓ La réalisation de bassins d'infiltration avec lit de sable sera privilégiée par rapport à celle de puits d'infiltration.

➤ **Contraintes applicables vis-à-vis des zones humides**

Orientation 8A : Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités

Les zones humides qui seront identifiées dans les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) seront reprises dans les documents d'urbanisme en leur associant le niveau de protection adéquat.

Disposition 8A-3 : Les zones humides présentant un intérêt environnemental particulier et les zones humides dites zones stratégiques pour la gestion de l'eau sont préservées de toute destruction même partielle.

Orientation 8B : Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités

Article 8B-1 : Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide. À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités. À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent revoir la création ou la restauration de zones humides (...) :

➤ **Contraintes applicables vis-à-vis des Eaux usées**

3A : Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore ; la réduction des polluants organiques, dont fait partie le phosphore, doit être poursuivie par les collectivités et les industries.

Les dispositions prévoient :

3A-1 : de poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore

3A-2 : de renforcer l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration

3A-3 : de favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration pour les ouvrages de faible capacité

3A-4 : d'éliminer le phosphore à la source

Le projet doit être compatible avec les préconisations du SDAGE et par voie de conséquence avec les dispositions de la Directive Cadre sur l'Eau ; en particulier, il doit être défini de façon à préserver au maximum la ressource en eau, les zones humides et les cours d'eau.

2.4.2 LE SAGE AULNE

Le SAGE de l'Aulne est élaboré sur 90 communes à cheval sur les départements du Finistère, des Côtes d'Armor et du Morbihan, dont la commune Dinéault. La structure porteuse du SAGE est l'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion du bassin versant de l'Aulne (EPAGA). Il a été approuvé le 1er décembre 2014.

➤ **Qualité des eaux**

La Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) vise à fixer des objectifs communs aux politiques de l'eau des Etats membres et à capitaliser des connaissances. Cette directive est entrée en vigueur le 22 décembre 2000. Elle fixe 4 objectifs ambitieux pour la qualité des eaux et des milieux aquatiques associés :

- Nécessité d'atteindre le "bon état écologique" pour toutes les eaux à l'horizon 2015 (masses d'eau littorales comprises) ;
- Prévenir la détérioration des eaux ;
- Respecter, dans les zones concernées, toutes les normes ou objectifs fixés au titre d'une réglementation européenne existante ;
- Réduction ou suppression des rejets de substances polluantes dans toutes les eaux.

Dans le cadre de la DCE, la commune de Dinéault est concernée par les masses d'eau suivante :

- masse d'eau littorale de transition "FRGT12" (estuaire de l'Aulne)

- masse d'eau souterraine "Aulne"

La masse d'eau souterraine "Aulne" présente lors de l'évaluation de 2010 un bon état chimique et un bon état quantitatif (données 2007-2010).

La dernière campagne d'évaluation effectuée par l'agence de l'eau Loire-Bretagne a estimé la qualité de l'estuaire "moyenne" avec un niveau de confiance faible. Les paramètres déclassant sont : le phytoplancton et les micropolluants.

Une étude complémentaire "Caractérisation des sources et flux d'azote à l'échelle du bassin versant de l'Aulne" a été réalisée de 2011 à 2013 afin d'alimenter la réflexion sur la problématique des flux de nutriments dans le cadre de l'élaboration du SAGE. L'ensemble du territoire du SAGE est classé en **zone vulnérable pour les nitrates**. La partie est du territoire de Dinéault est en "zone d'action renforcée" car appartenant à un bassin connaissant d'importantes marées vertes sur les plages (baie de Douarnenez) Les objectifs du SAGE sont de réduire les phénomènes de marées vertes et de prolifération de phytoplancton en rade de Brest, ainsi que les flux d'azote de 15 % à l'exutoire du bassin de l'Aulne à horizon 2021.

La zone d'action prioritaire cible les sous-bassins versants où le gain à atteindre pour respecter l'objectif de 15 % de réduction des flux d'azote (CLE, 2013) est le plus important : Dinéault fait partie de ces zones.

Une problématique d'eutrophisation a été identifiée dans le cadre de l'état des lieux du SAGE sur l'Aulne canalisée : ceci engendre ponctuellement des problèmes d'usages (eau potable, canoë kayak). Si le phosphore représente le paramètre de maîtrise de ce type de phénomène, la morphologie même du cours d'eau et tout particulièrement le fort taux d'étagement lié à la succession des biefs représentent des facteurs pénalisants. La partie est de Dinéault fait partie des bassins du SAGE prioritaire pour réduire la pollution "phosphore".

L'état des lieux actualisé du SAGE montre une bonne qualité vis-à-vis des pesticides. Cependant le nombre de masses d'eau suivies reste limité, impliquant un manque de représentativité sur plusieurs sous-bassins. Il ne permet pas de conclure sur l'évolution des concentrations et la tendance éventuelle d'amélioration ou de détérioration de la qualité. Des dépassements du seuil de 0,5 µg/l pour la somme des substances actives de pesticides sont observés en 2003, 2004, 2010 et 2011 à Châteaulin. Les molécules le plus fréquemment retrouvées sont le Glyphosate et l'AMPA.

Le suivi de la bactériologie sur la partie estuarienne du bassin est assuré par la DDTM. Une dégradation est constatée de l'amont vers l'aval. La qualité de l'Aulne au niveau de l'exutoire à la mer est ainsi très dégradée à Châteaulin montrant une qualité insuffisante au titre de la Directive "baignade" en permanence. L'estuaire figure en zone B dans le classement des zones conchylicoles, c'est-à-dire en zone dans laquelle les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après purification associée ou non à un re-parcage.

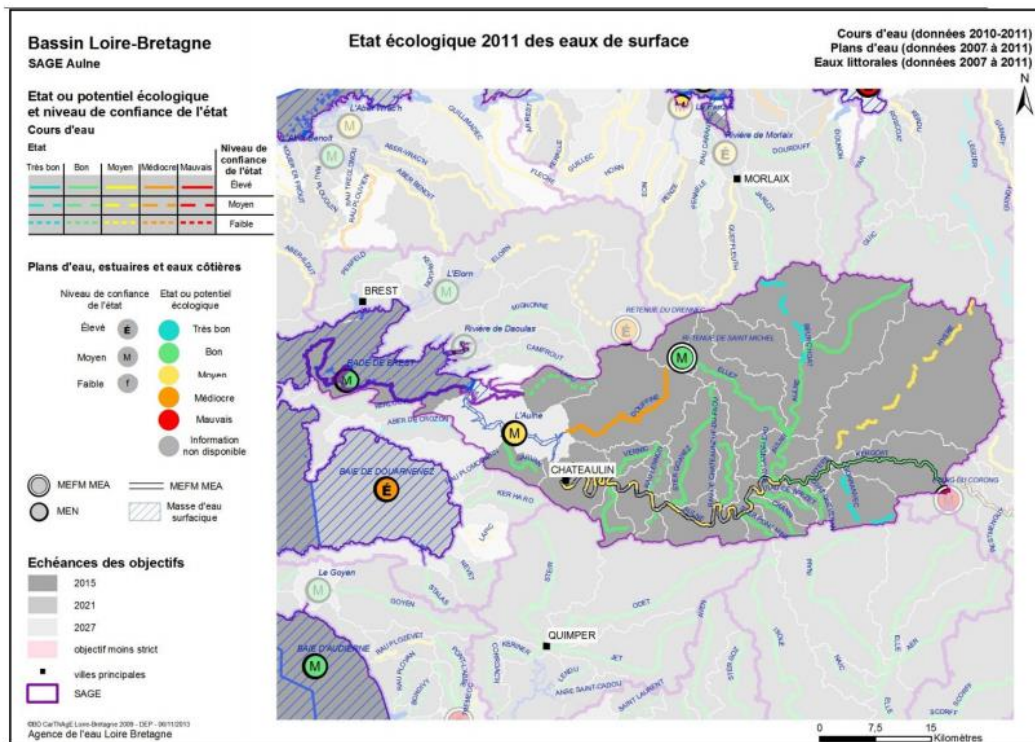
Réduire la pollution microbiologique pour la partie "estuarienne" fait partie des actions prioritaires du SAGE. Les objectifs sont d'atteindre un classement B+ en 2021 sur les zones conchylicoles de l'Aulne : cet objectif intermédiaire situé entre les classes de qualité A et B consiste à ne pas dépasser un seuil maximal de 2500 *Escherichia Coli* pour 100 grammes de CLI.

Dinéault fait partie des bassins prioritaires "bactériologie", dans lesquels le SAGE fixe comme objectifs la maîtrise hydraulique des transferts d'eaux usées.

Le suivi des contaminants (Cadmium, Plomb, Mercure, Cuivre, Zinc, Lindane, DDT, DDD, DDE, CB 153 et Fluoranthène est effectué dans l'estuaire de l'Aulne au lieu-dit "Langoat". L'ensemble des valeurs observées sur ces contaminants sont inférieures aux valeurs du seuil de sécurité relatif au classement des zones conchylicoles.

Le ruisseau du Garvan est classé en bon état écologique en 2011 (voir carte suivante).

Au niveau de Châteaulin, en amont de Dinéault, l'Aulne montre un Indice Biologique Global Normalisé (IBGN) et un Indice Biologique Diatomées (IBD) de très bonne qualité pour la période 2010-2011. L'Indice Poisson Rivière (IPR) montre un état dégradé pour l'Aulne certainement lié au caractère fortement modifié de la masse d'eau par les nombreux ouvrages : seuils, barrages.



Au titre de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) :

- le canal de Nantes à Brest (Aulne "eaux superficielles") est concernée par un report de délai pour l'atteinte du bon état physico-chimique en 2021 ;
- l'objectif de qualité du ruisseau du Garvan et ses affluents (masse d'eau GR1637) est le bon état général, chimique et écologique pour 2015 ;
- La masse d'eau littorale de transition de l'Aulne est concernée par un report de délai en 2027 pour le bon état chimique.
- pour les eaux souterraines, l'objectif de qualité de la masse d'eau "Aulne" est le bon état pour 2015.

A noter que la partie sud du territoire de Dinéault est en tête de bassin versant de cours d'eau affluents de l'Aulne qui fait l'objet d'actions hydromorphologiques prioritaires (restauration et renaturation). Ces espaces constitués du Menez Hom (tourbières notamment) et des "Runs", représentent des secteurs d'intérêt écologique (biodiversité, habitats, reproduction des migrateurs, etc.) mais également des milieux conditionnant le bon état qualitatif et quantitatif des ressources en eau à l'aval.

➡ Dispositions du SAGE "Aulne" à prendre en compte dans le PLU

Les Dispositions du SAGE "Aulne" à prendre en compte dans le PLU sont les suivantes :

Disposition 14 : mettre en conformité les "points noirs" en assainissement non collectif

Disposition 28 : Restaurer / créer un maillage bocager pour réduire les phénomènes de ruissellement et d'érosion

Disposition 29 : Protéger les éléments bocagers dans le cadre des documents d'urbanisme

Disposition 44 : Réaliser des économies d'eau dans les bâtiments publics. Les collectivités territoriales et leurs groupements sont fortement incités à équiper leurs bâtiments publics de dispositifs économes en eau (réducteurs de pression au niveau du raccordement du bâtiment dans les secteurs de réseau à pression importante, compteurs télégérés, robinets mitigeurs, etc...), et à mener une démarche d'économies d'eau dans la conception et l'entretien de leurs espaces publics (espaces verts, etc.)

Disposition 58 : Réaliser l'inventaire des cours d'eau

Disposition 59 : Intégrer l'inventaire des cours d'eau dans les documents d'urbanisme pour mieux les préserver

Disposition 64 et 65 : Finaliser l'inventaire des zones humides du territoire et les intégrer dans les documents d'urbanisme. L'inventaire zones humides est intégré à la définition de la trame verte et bleue au sein des documents d'urbanisme.

➔ Aspect quantitatif

Le SAGE a pour objectif d'assurer le respect du débit objectif de l'Aulne au point nodal pour satisfaire le bon état des milieux aquatiques tout en garantissant les besoins en eau potable.

L'enjeu à venir pour la ressource en eau concernera surtout les périodes d'étiage du fait du changement climatique.

➔ Usages domestiques de l'eau

Outre les captages destinés à l'alimentation en eau potable (cf. carte p.12), il existe plusieurs puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau (en général pour l'abreuvement du bétail dans l'espace rural, pour la géothermie autour du bourg...), recensés par le BRGM sur la commune.

➔ La conchyliculture

Les zones conchyliques sur l'Aulne au droit de Dinéault figurent sur la carte en page suivante.

L'arrêté préfectoral du 22 juillet 2011 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production des coquillages vivants dans le département du Finistère, classe les secteurs de production de l'Aulne comme suit (Source : www.zones-conchyliques.eaufrance.fr) :

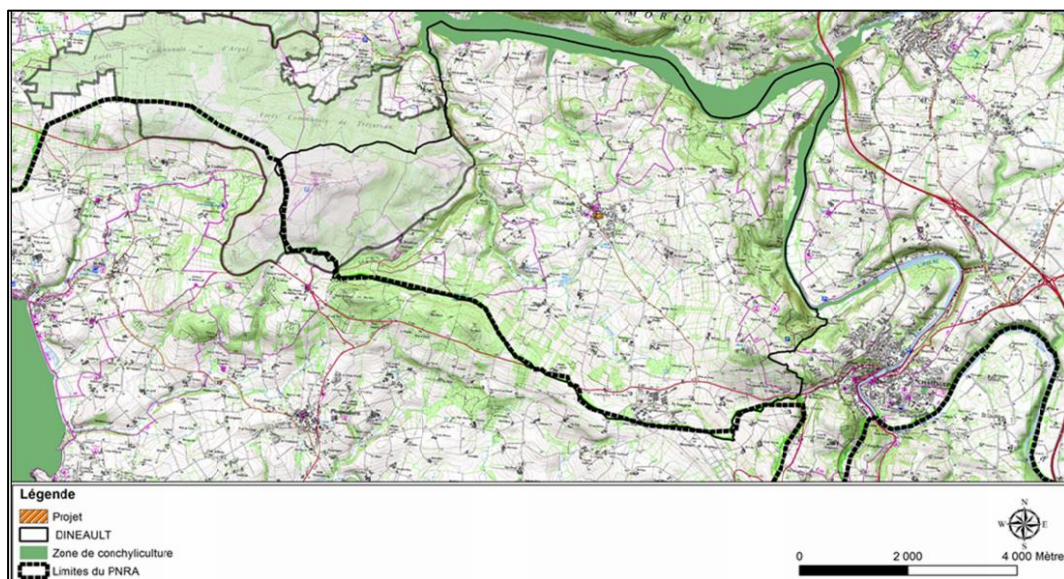
Zone A : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe.

Zone B : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après avoir subi pendant un temps suffisant soit un traitement dans un centre de purification, associé ou non à un reparcage, soit un reparcage. La pêche de loisir est possible mais les usagers sont invités à prendre quelques précautions (cuisson des coquillages souhaitable).

Zone C : Zones dans lesquelles les coquillages ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après un reparcage de longue durée. La pêche de loisir y est interdite.

Zone D : Toute activité de pêche ou d'élevage y est interdite.

Zones NC : Zones non classées, dans lesquelles toute activité de pêche ou d'élevage est interdite. Ces zones comprennent également les anciennes zones D et toute zone spécifiquement interdite (périmètres autour de rejet de station d'épuration...).



Groupe de coquillages I : Gastéropodes, échinodermes, tuniciers,

Groupe de coquillages II : Bivalves fouisseurs,

Groupe de coquillages III : Bivalves non fouisseurs.

Site	Groupe de coquillages	Classement
Rivière de l'Aulne amont (zone n°29.04.130)	I	NC
	II	NC
	III	B
Rivière de l'Aulne intermédiaire (zone n°29.04.130)	I	NC
	II	NC
	III	B
Rivière de l'Aulne aval (zone 29.04.130)	I	NC
	II	NC
	III	B

2.4.3 LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

La commune de Dinéault est concernée par les périmètres de protection de captage destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) de Kergaoc et de Lezaff (arrêté de DUP du 13/01/1998 modifié le 22/10/2007), ainsi qu'une partie des périmètres des captages de Toul ar Gloët et Brigneun en Trégarvan (arrêté de DUP le 23/06/2017). Ces périmètres figurent sur la carte du chapitre 2.1.4 page 13.

La mise en place des périmètres de protection a donc pour objectif de préserver la ressource contre les pollutions accidentelles ponctuelles et locales. Trois types de périmètres peuvent être définis autour de chaque captage d'eau :

- Un périmètre immédiat est établi autour de l'ouvrage. Il doit être clôturé et acquis en pleine propriété par la collectivité. Toutes les activités, sauf celles liées à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage et du périmètre immédiat, sont interdites ;
- Un périmètre rapproché : toutes les activités susceptibles de nuire à la qualité des eaux y sont interdites ou réglementées. Une réglementation est proposée pour les habitations, les bâtiments agricoles, les règles d'épandage et les pratiques agricoles. À l'intérieur du périmètre rapproché, un secteur sensible peut être défini. Les contraintes y sont plus fortes, elles réglementent l'usage du sol
- Un périmètre éloigné (facultatif) où sont applicables des recommandations.

Synthèse des réglementations applicables aux périmètres de captage présents sur Dinéault

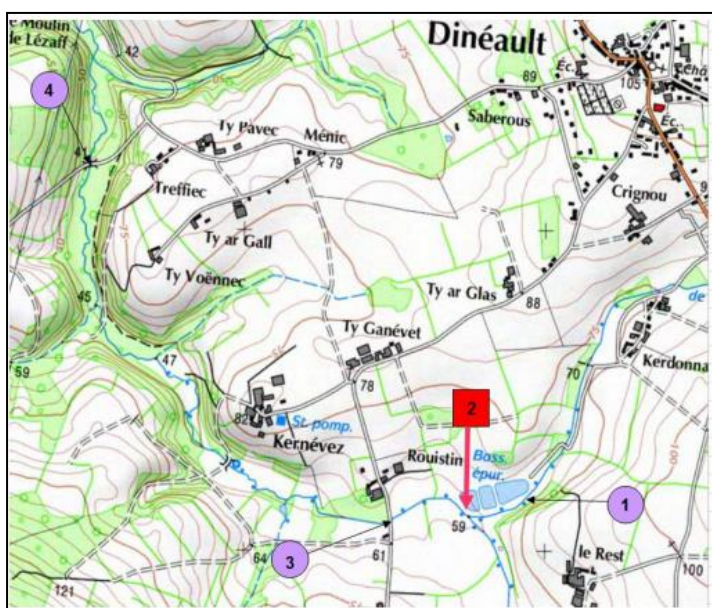
Opérations, aménagements, travaux interdits	Périmètres concernés	Captages concernés
Création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle ou souterraine.	Périmètre rapproché A Périmètre rapproché B Périmètre rapprochés A et B	Kergaoc Toul ar Goët Brigneun
Création de plan d'eau, mare et étang.	Périmètre rapproché A	Kergaoc
Suppression des haies et talus.	Périmètre rapproché A	Kergaoc Brigneun
Pâturage.	Périmètre rapproché A	Kergaoc
Maintien des produits de fauche sur les parcelles.	Périmètre rapproché A	Kergaoc
Suppression de l'état boisé (l'exploitation du bois sans mise à nu des parcelles reste possible).	Périmètre éloigné	Kergaoc
Création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle ou souterraine.	Périmètre rapproché B + périmètre éloigné Périmètre rapproché B Périmètre rapproché B Périmètre rapproché B	Kergaoc Yeun Toul ar Gloët Brigneun
Suppression des haies et talus.	Périmètre rapproché B + Périmètre éloigné Périmètre rapproché B + Périmètre éloigné Périmètre rapproché B Périmètres rapprochés A et B	Kergaoc Yeun Toul ar Goët Brigneun
Pâturage.	Périmètre éloigné	Kergaoc
Maintien des produits de fauche sur les parcelles.	Périmètre éloigné	Kergaoc

2.4.4 LA GESTION DES EAUX USEES

➤ L'assainissement collectif

La station d'épuration de Dinéault rejette ses effluents dans le Garvan. Elle est constituée par un lagunage naturel, composé de trois bassins en série. Les lagunes ont été dimensionnées pour 800 EH, soit une capacité organique de 48 kg DBO₅ et une capacité hydraulique de 600 m³/j.

Le zonage d'assainissement des eaux usées de Dinéault a été approuvé par le Conseil municipal le 4 octobre 2017. Seul le bourg est raccordé à l'assainissement collectif, les hameaux excentrés ou hors zonage d'assainissement collectif disposent d'installation d'assainissement non collectif (ANC).



point n°1 : en amont du rejet de la STEP

point n°2 : sur le rejet des eaux traitées

point n°3 : légèrement en aval du rejet de la STEP

point n°4 : plus éloigné en aval du rejet de la STEP

La charge de pollution est relativement stable depuis 2011, présentant un flux de DBO₅ de l'ordre de 19,5 kg. Seules les valeurs de NTK et de Pt sont en légère augmentation entre 2011 et 2015. Les charges de pollution qualifiant l'habitant dinéaultais sont bien inférieures aux ratios nationaux. **La qualité des rejets, quel que soit le paramètre concerné, respecte toujours les normes de rejet de l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration.** (Source : DCI, 2016. *Etude technico-économique de définition des besoins en matière d'assainissement collectif des eaux usées*). Cependant, les données concernant la qualité du cours d'eau sont prédominantes sur l'arrêté d'exploitation.


Cette étude montre que l'impact du rejet de la station sur la qualité du cours était notable (concentration en augmentation entre l'amont et l'aval), mais sans impact sur les objectifs de qualité du cours d'eau, puisque le rejet n'engendrait aucun déclassement, hormis sur le paramètre Pt, pour deux événements (20/09/2011 et 10/09/2013), déclassant le cours d'eau en qualité passable. Cependant, le suivi de 2 paramètres dont le phosphore a montré une diminution de la charge polluante lié vraisemblablement à la dilution de la concentration en phosphore dans les lessives.

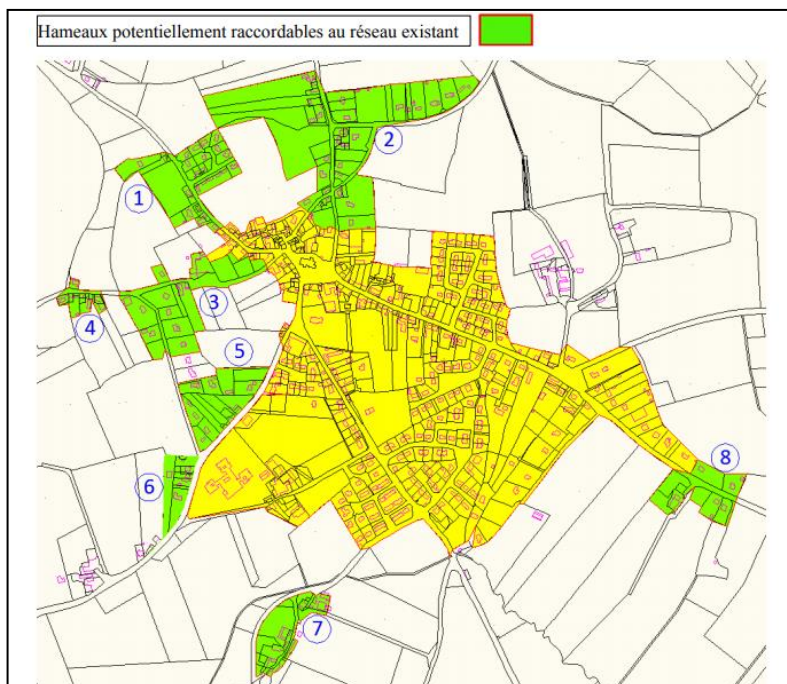
Par conséquent, les travaux prévus dans le cadre du zonage d'assainissement pour assurer le "Bon Etat" du cours d'eau (transformation du lagunage en lagunage aéré pour améliorer la qualité du traitement du Phosphore et de NH₄⁺, en période estivale) ont été abandonnés.

Le bourg est desservi par un réseau d'assainissement comprenant quelques parties séparatives (distinction réseau "eaux usées" et "eaux pluviales"), et essentiellement des parties unitaires. Le réseau unitaire débouche dans un bassin de stockage enterré, pour tamponner les flux renvoyés à la station d'épuration. A l'exutoire du bassin de stockage, le réseau chemine jusqu'aux lagunes de traitement, en interceptant une partie du réseau "eaux usées" strict du secteur Crignou et de la résidence Ar Rouzaged.

L'extension du réseau d'assainissement collectif en 2019 a supprimé les ANC non conformes du lotissement Parc Garrec, du secteur de Ty Hure et de la rue de Menez Ty Lor.

Zones raccordées à l'assainissement collectif

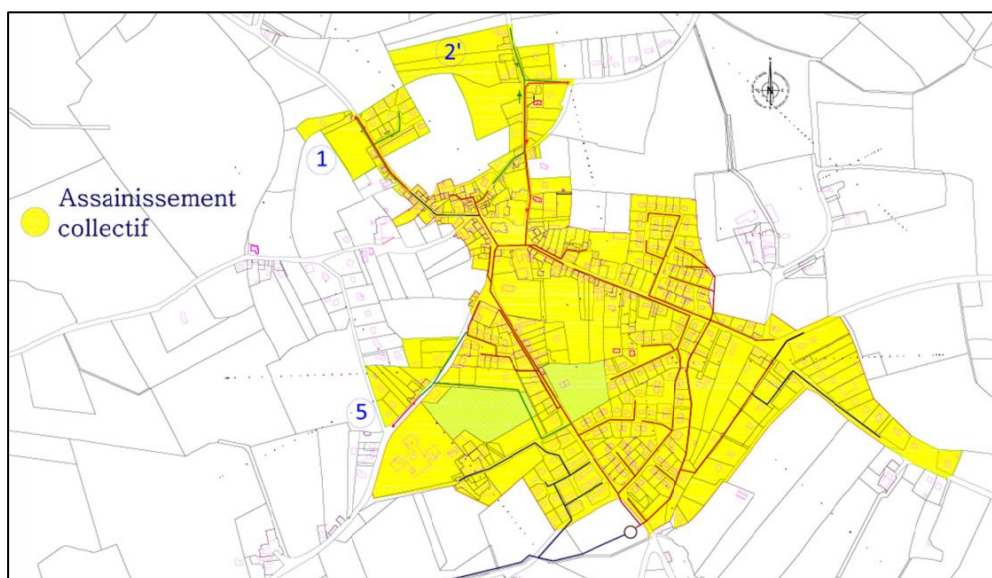
 secteur relié à l'assainissement collectif



source : zonage d'assainissement des eaux usées de Dinéault

Les secteurs du bourg qui relèvent de l'assainissement collectif sont les suivants :

Zonage d'assainissement retenu (source : DCI, 2017. Zonage d'assainissement "eaux usées")



Après raccordement, le fonctionnement des lagunes actuelles seront conformes à l'arrêté d'exploitation avec un seuil limite pour l'abatement du NH_4^+ selon le zonage d'assainissement de 2017, sur la base d'une extension du réseau de collecte jusqu'à 190 EH (lotissements + hameaux).

La station d'épuration de Châteaulin, recevant les eaux usées de Châteaulin (2484 branchements), de Port-Launay (203 branchements), de **Dinéault (21 branchements dans le secteur de Ty Anglais)** et de Saint-Coulitz (32 branchements) est de type boues activées. Mise en service en octobre 2006, elle se situe au lieu-dit "Kerdour", sur la commune de Châteaulin. La station d'épuration reçoit également les eaux usées d'industriels et de collectifs :

- ✓ Kristen (transformation de produits de la mer) : 30 m³ /j, convention du 08/06/1995
- ✓ Moulin de la Manche (fumaison de poissons) : 300 m³ 3/j maxi, convention du 26/02/1996
- ✓ l'école de gendarmerie : environ 80 m³/j, convention de rejet du 29/06/2009
- ✓ la Laiterie Lactalis : 100 m³/j, convention de rejet du 03/11/1972.

Ses capacités nominales sont les suivantes (source : VEOLIA, 2011. Bilan d'exploitation de la STEP) :

- ✓ Equivalent-habitant : 25 000 EH
- ✓ Volume journalier : 3 000 m³ /jour
- ✓ DBO5 : 1 500 kg/jour (60 g de DBO5/jour/EH)
- ✓ DCO : 3 000 kg/jour
- ✓ NTK : 234 kg/j
- ✓ P total : 63 kg/j

En 2017, la charge maximale est de 8 158 EH en entrée pour un débit entrant de 1 400 m³/j. La station est conforme en équipement et performance (source : données 2011 à 2017. assainissement.gouv).

La filière d'épuration existante est constituée des ouvrages suivants (source : Services Techniques de la commune de Châteaulin) :

- Postes de relèvement
- Prétraitement : 1 dégrillage + 1 dessableur-dégraisseur
- Traitement des apports extérieurs :
 - ✓ 1 fosse de réception et de contrôle des graisses extérieures
 - ✓ 1 fosse de traitement des graisses
 - ✓ 1 cuve de réception et 1 cuve de stockage des matières de vidange
 - ✓ 1 cuve de réception des matières de curage
 - ✓ 1 poste toutes eau
- Traitement biologique :
 - ✓ 2 bassins circulaires
 - ✓ 1 ouvrage de dégazage associé à un puits de recirculation des boues et d'alimentation des épaisseurs
 - ✓ 1 clarificateur raclé avec pont radial
 - ✓ 1 fosse de réception des flottants
 - ✓ 1 filtre tertiaire et une fosse de stockage d'eau industrielle
 - ✓ 1 canal de comptage
- Traitement des boues :
 - ✓ 1 épaisseur de secours situé au centre d'un des bassins d'aération
 - ✓ 1 poste d'extraction des boues
 - ✓ 1 local traitement des boues
 - ✓ 1 aire de séchage solaire

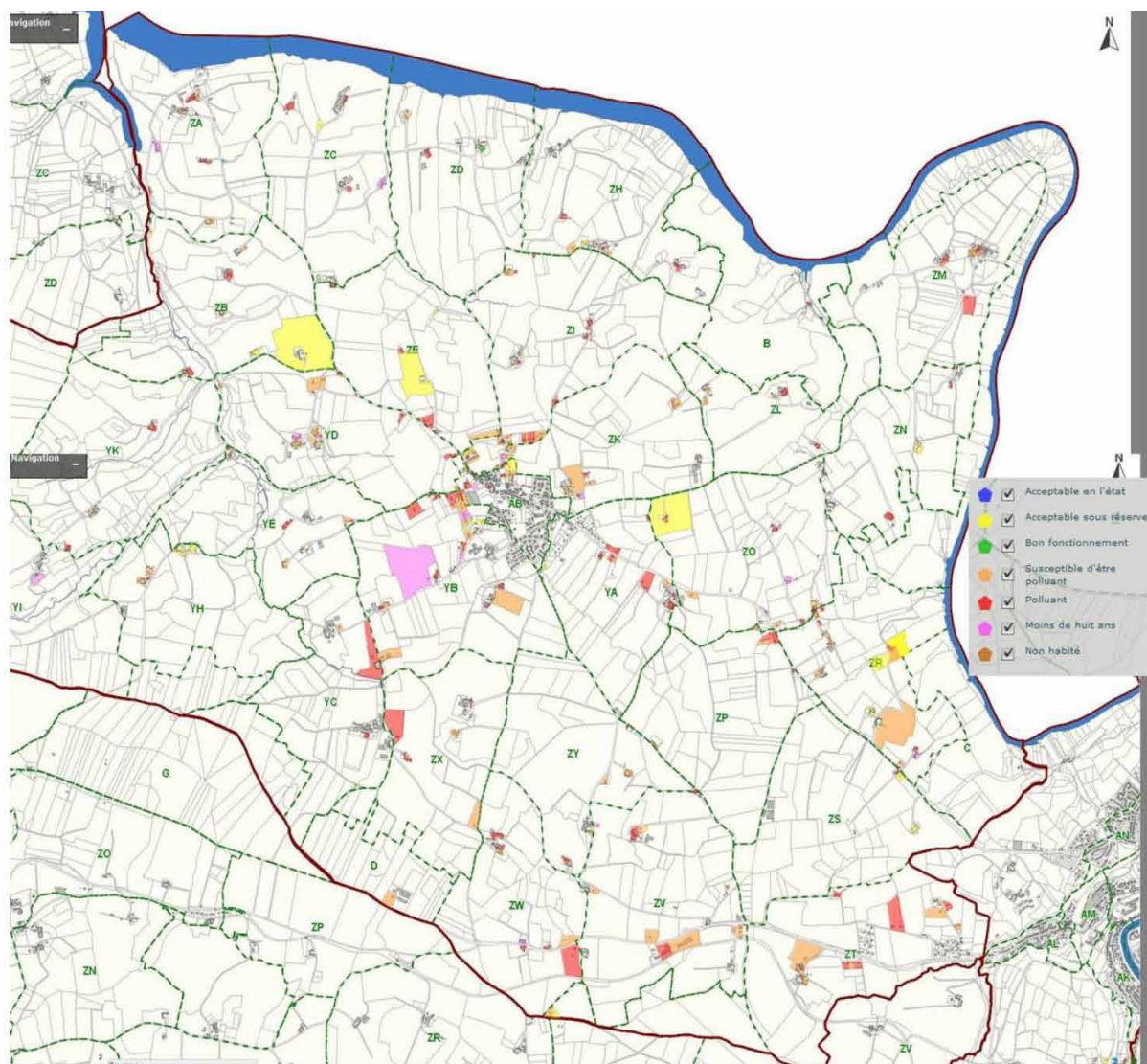
➡ **L'assainissement non collectif**

L'ensemble des hameaux non concernés par les périmètres raccordables au réseau collectif (voir carte p. ci-après) font l'objet d'un assainissement individuel à la parcelle.

La CCPCP s'est dotée depuis le 1er janvier 2006, de la compétence "assainissement non collectif" (ANC) gérée par le SPANC. Le SPANC réalise le contrôle de conception et de réalisation des installations neuves ou en cours de réhabilitation, et exerce une mission d'information et de conseil aux usagers. La commune de Dinéault compte 450 dispositifs ANC, dont de nombreux dispositifs non conformes (Source : DCI, 2016) figurant en rouge et orange sur la carte ci-dessous. Seuls les dispositifs figurant en rouge sur la carte sont polluants. Les dispositifs figurant en orange ne sont pas conformes mais aucun rejet n'a été constaté. Il n'y a pas d'obligation de mise aux normes dans le délai d'un an pour ces derniers.

Les installations polluantes doivent être réhabilitées dans un délai d'un an à compter de la date de l'avis émis par le SPANC. Les habitants bénéficient des aides financières de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour la réhabilitation des installations polluantes (sous certaines conditions). Dans certains cas, la taille des parcelles ne permet pas de trouver une solution technique satisfaisante.

Diagnostic des dispositifs ANC (source : DCI, 2017. Zonage d'assainissement "eaux usées")



Compte tenu des difficultés attendues pour la réhabilitation des ANC du hameau de Gouspagne, situé à 2 km au sud-ouest du bourg, il a été étudié la possibilité de créer un assainissement semi collectif, type filtre planté pour l'ensemble du hameau, ou un dispositif compact pour les deux habitations présentant des impossibilités technique strictes pour leur réhabilitation.

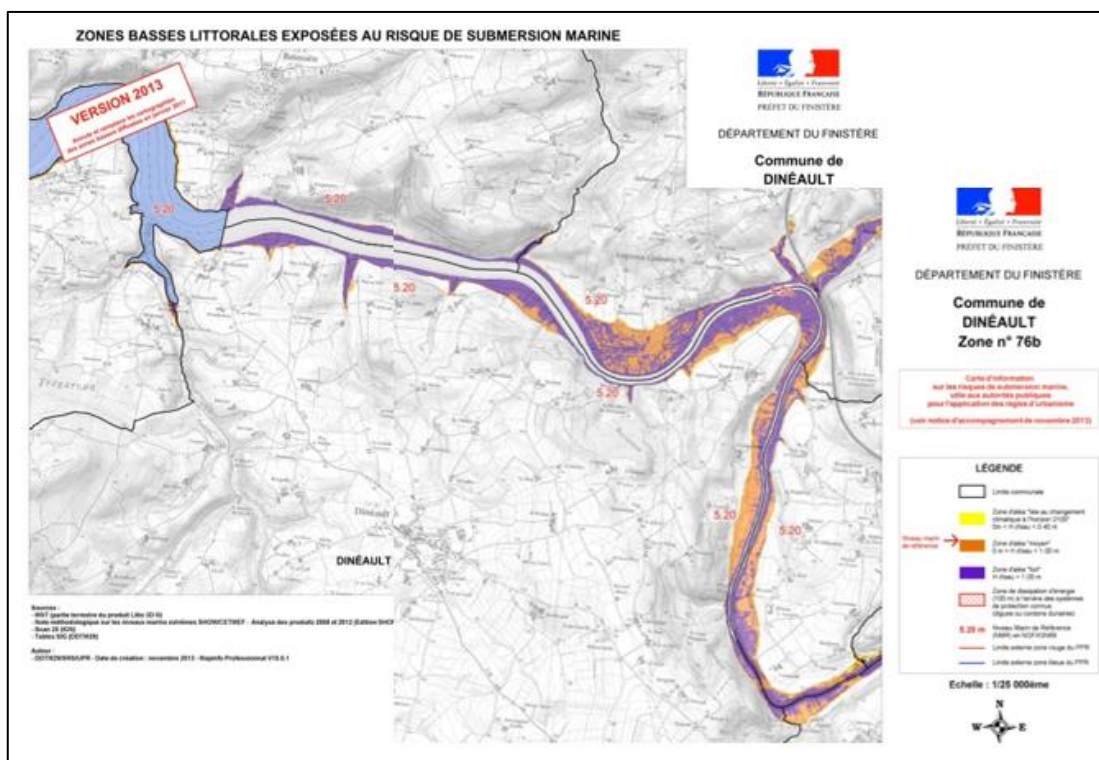
2.5 LES RISQUES ET NUISANCES

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs approuvé par arrêté préfectoral le 25 octobre 2012, identifie les risques majeurs auxquels peuvent être soumis les communes. La commune de Dinéault n'est pas particulièrement exposée aux risques naturels. Elle n'est concernée par aucun plan de prévention des risques (PPR).

2.5.1 LE RISQUE INONDATION PAR SUBMERSION MARINE

La commune de Dinéault est concernée par le risque d'inondation par submersion marine, principe de limitation impliquant de ne pas augmenter de façon manifeste les personnes exposées, dans les secteurs situés en dessous de la cote marégraphique centennale et de dissipation (source : www.finistere.equipement.gouv.fr).

Ces zones sont considérées inondables pour un niveau marin de référence centennal défini par le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM), augmenté de 20 cm afin de prendre en compte les hypothèses d'élévation du niveau marin liée aux effets de changement climatique.



2.5.2 LES RISQUES MOUVEMENTS DE TERRAIN

Ce risque constitue un enjeu faible sur la commune de Dinéault où est recensé un seul événement dans l'inventaire des mouvements de terrain du Finistère (207) : il s'agit de l'érosion des berges de l'Aulne à l'est du territoire communal en 2000.

2.5.3 LE RISQUE INCENDIE

Comme l'ensemble du département, Dinéault est concernée par le risque incendie. Les sites potentiellement à risque étant dispersés sur le département, il n'existe aucun PPR.

Les landes et les boisements de résineux de la crête du Ménez Hom plantés au XIX^e et siècle, sont peu entretenus et sont souvent la proie des incendies. Presque toujours, les incendies se sont déclarés en plein printemps (mai ou juin), période à haut risque pour la faune et durant laquelle la flore est en pleine période de reproduction ou de croissance et période de forte fréquentation. Les impacts de ces événements sont de fait très lourds : les vastes étendues carbonisées sont très prégnantes dans le paysage, des biens privés ou publics peuvent être atteints, sans compter les risques pour les personnes fréquentant le site.

Compte tenu des différents facteurs de risque du site (exposition aux vents, embroussaillage, problème d'accès, insuffisance de la ressource en eau libre...), un plan de défense contre l'incendie (DFCI) pour le Ménez-Hom a été

mis en place. Ainsi, avec l'appui du SDIS, le Conseil départemental a élaboré un plan d'aménagement pour réduire la sensibilité du massif et les facteurs aggravants, notamment grâce à la création de bandes pare-feu

Le DOCOB du site Natura 2000 du Menez Hom prévoit pour sensibiliser les visiteurs, les acteurs de tourisme et de loisirs, les jeunes et le personnel militaire" d'intégrer l'information sur le risque incendie dans les documents de sensibilisation et de communiquer au sujet du plan DFCI et de la réglementation en vigueur.

2.5.4 LE RISQUE TEMPÊTE

Le risque tempête touche l'ensemble du département. Une tempête est caractérisée notamment par des vents violents (>89 km/h), des précipitations importantes. Ce risque doit être pris en compte dans les aménagements : orientation des ouvertures des bâtiments, élagage ou suppression des arbres les plus proches, respect des normes de construction, etc.

2.5.5 LE RISQUE SISMIQUE

Dinéault, comme toutes les communes finistériennes, est classée en zone 2 de faible sismicité.

Les nouvelles règles de construction parasismiques ainsi que le nouveau zonage sismique (qui modifient les articles L.563-1 à 8 du Code de l'Environnement) sont entrées en vigueur depuis le 1 mai 2011.

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 stipule que les règles parasismiques sont obligatoires pour les bâtiments dont le permis de construire est déposé à partir du 1er mai 2011 en construction neuve ou travaux d'extension sur l'existant pour les bâtiments de catégorie III et IV (arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et règles de construction parasismique). Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret n°20120-1254 du 22 octobre 2010). Seules les maisons individuelles ne sont pas concernées au regard du risque.

L'arrêté du 22 octobre 2010, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011, du 25 octobre 2012 et du 15 septembre 2014, définit les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments de la classe dite "à risque normal". Depuis le 1er mai 2011, date d'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions, des normes de constructions tenant en compte l'effet des actions sismiques doivent être respectées pour les bâtiments relevant des catégories d'importance III et IV.

2.5.6 LE RISQUE "RADON"

Dinéault, comme toutes les communes finistériennes, est classée par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), comme tout le département du Finistère, en zone prioritaire pour ce qui concerne le radon (arrêté préfectoral du 20 février 2019). Dinéault a en effet un potentiel radon de catégorie 3 c'est-à-dire que, sur au moins une partie de sa superficie, la commune présente des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m-3 et plus de 6% dépassent 400 Bq.m-3.

Les concentrations peuvent par ailleurs atteindre des niveaux très élevés pour des caractéristiques architecturales ou des conditions de ventilation défavorables. **Compte-tenu du risque sur la santé associé au radon, il est dans ce cas important d'évaluer plus précisément l'exposition des habitations.**

2.5.7 LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNIQUES

➤ Les risques liés aux lignes de transport électrique

Outre le réseau Haute Tension A ou HTA (ou Moyenne Tension), comprise entre 1 000 volts (1 kV) et 50 000 volts (50 kV), la commune de Dinéault est traversée par des lignes électriques haute tension de 225 000 et 63 000 volts (cf. carte p. 60) :

- Liaison 225kV n°1 : La Martyre-Squvidan
- Liaison 225 kVn°2 : Squvidan-piquage de Tréflevez
- Liaison souterraine 63kv : Rumengol-St Coulitz (DUP 2015)

Ces canalisations font l'objet de servitudes d'utilité publique.

Le rayonnement électromagnétique des lignes à haute tension a des effets sur la santé humaine. La loi du 15 juin 1906 sur le transport de l'électricité a introduit le principe de servitudes à proximité des lignes de transport électrique. Le décret n°2004-835 du 19 août 2004, a précisé les distances de ces servitudes par rapport aux lignes à haute tension supérieure ou égales à 130 kv et à leurs supports.

Toutefois, ces périmètres de sécurité réglementaire paraissent insuffisants pour assurer la protection des personnes au regard des connaissances scientifiques actuelles sur les effets sanitaires des champs magnétiques car prioritairement basés sur des considérations d'implantation et de gestion de lignes. Dans son avis du 29 mars 2010, l'AFSSET estime "qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très haute tension et de limiter les expositions". Elle ajoute que "cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une zone d'exclusion, de nouvelles constructions d'établissements recevant du public '(ERP) qui accueillent des personnes sensibles, d'au minimum 100 mètres de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions".

Considérant que les personnes sensibles (femmes enceintes, enfants, malades...) ne sont pas seulement présentes dans des ERP, il apparaît nécessaire d'étendre cette recommandation aux zones destinées à être habitées, en déclarant inconstructibles pour cet usage une bande de 100 mètres de part et d'autre des lignes électriques. Cet éloignement contribuera également à limiter les risques de nuisances sonores susceptibles d'être ressenties par les riverains de cet équipement.

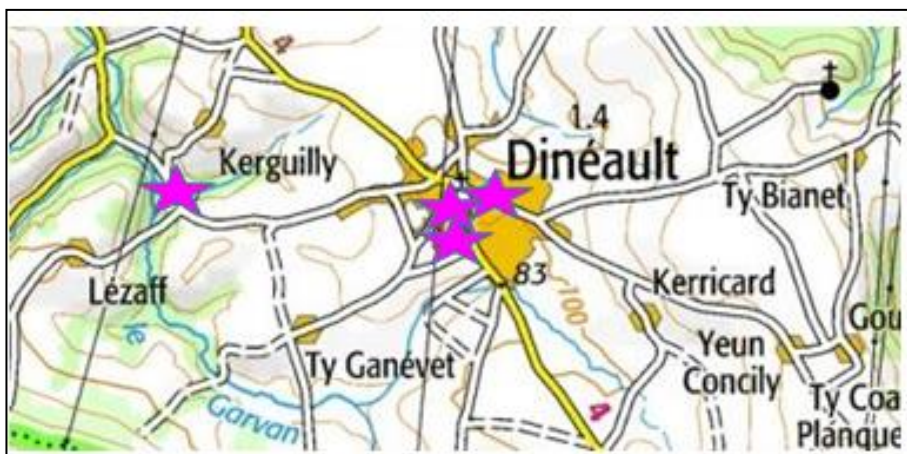
La législation ne dit rien quant aux lignes de moins de 130 kV, comme celles présentes à Dinéault. Cependant, il est prudent de limiter les populations exposées au moins sous le passage de ces infrastructures.

2.5.8 LES SOLS POLLUES

Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est suspectée ou avérée sont répertoriés dans la base de données BASOL (2000). Il n'y a pas de site BASOL sur le territoire de Dinéault.

La base de données BASIAS du BRGM recense les anciens sites industriels ou d'activités de services susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. Les sites insérés dans BASIAS ne sont pas considérés comme pollués. Il est simplement considéré que des produits polluants ont été manipulés sur ces sites à une période donnée. Des contrôles environnementaux préliminaires doivent être effectués avant tout réaménagement d'un site répertorié dans BASIAS.

D'après cet inventaire le bourg de Dinéault comporte plusieurs activités susceptibles d'être polluantes (ancienne station-service, garages...). Une ancienne décharge est également recensée à Kerguilly.



Extrait de la base de données BASIAS

2.5.9 LA GESTION DES DECHETS

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) fixe les objectifs en termes de collecte, de transfert et de traitement des déchets ménagers à l'échelle départementale.

La gestion des déchets relève de la compétence de la CCPCP depuis le 1er janvier 2003.

La production annuelle de déchets par habitant demeure supérieure à l'objectif fixé dans le PDEDMA 2013-2018 (*Source : CCPCP, rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets - exercice 2013*) 708 kg / an / habitant DGF produit (OMR + Collecte sélective + Déchèteries) pour un objectif à l'horizon 2018 de 649 kg / an / habitant DGF.

L'évolution des tonnages collectés au cours des 10 dernières années est marquée par :

- Une diminution sensible et régulière de la production d'OMR,
- Une volatilité importante des apports en déchèteries, en fonction d'événements extérieurs (crise économique, phénomènes météorologiques...)

Augmentation progressive sélective avec une exception pour le verre dont la collecte régresse depuis quelques années.

➡ La collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR)

La collecte des OMR est assurée en points de regroupement. Depuis 2008, la CCPCP a rationalisé la collecte ; aujourd'hui 10 collectes sont organisées en hiver et 13 en été.

Les collectes sélectives des ménages : la collecte sélective a pour objectif de rassembler les déchets valorisables et certains déchets qui doivent faire l'objet d'un stockage encadré et sécurisé afin de les traiter spécifiquement par des filières appropriées. Cette collecte sélective est de différents types :

- La collecte des emballages ménagers, qui concerne le verre, les corps creux (contenants en plastique/acier/aluminium/tetra-brique), les corps plats (papiers/cartonnages).
- Une collecte de proximité en points de regroupement est assurée en régie par la CCPCP.

Les apports en déchèteries : à Châteaulin au lieu-dit "Péren" et à Plonevez Porzay au lieu-dit « La Croix Neuve », qui accueillent les déchets encombrants (ferrailles, gravats, déchets verts, plastiques, ainsi que les déchets spéciaux des ménages).

Les déchets verts : Les déchets verts sont collectés dans la déchèterie de Châteaulin. Dans le but de réduire les tonnages collectés en ordures ménagères et les apports de déchets verts en déchèterie, la CCPCP s'est engagée, depuis 2006, dans la vente de composteurs individuels. Ces composteurs sont destinés à recevoir les

fermentescibles d'origine végétale contenus dans les ordures ménagères et les déchets de jardin pour les transformer en compost.

La collecte des autres déchets : La CCPCP assure la collecte des déchets produits par les activités professionnelles (restaurateurs, artisans...) mais assimilables à des déchets ménagers à l'aide de bac individuel à pesée automatique. Les déchets originaires d'entreprises privées non collectés par le service public suivent tous une filière de collecte et de traitement spécifique. Les déchets agricoles suivent pour la plupart des filières gérées par les coopératives agricoles.

Le traitement : Une fois collectés puis triés, les déchets sont acheminés vers des filières de valorisation : A l'exception de la valorisation organique, les filières se trouvent hors du territoire de la CCPCP. Le traitement des ordures ménagères résiduelles, des déchets incinérables de déchèteries et des refus de tri est assuré par le SIDEPAQ1.

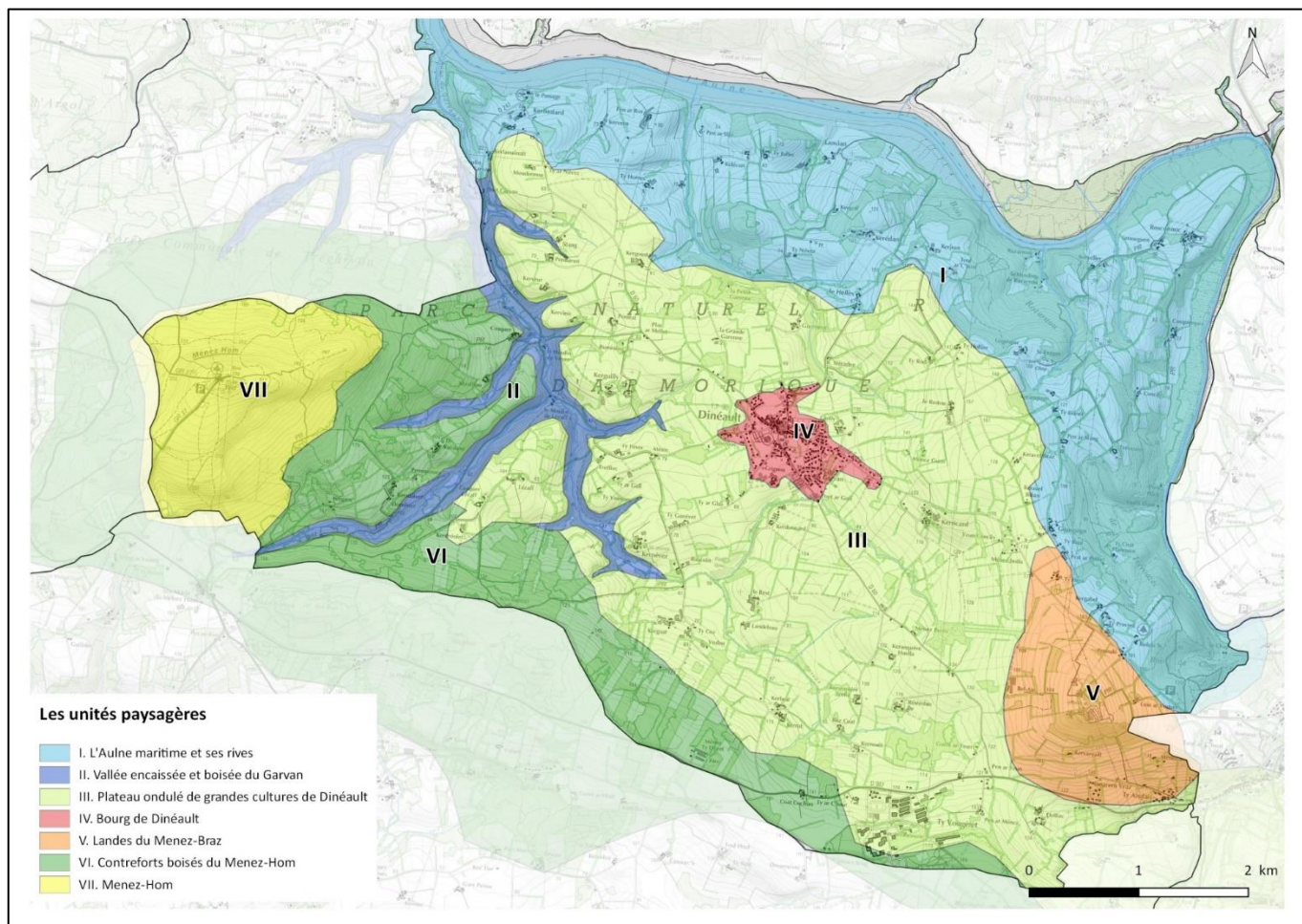
Le SIDEPAQ est un syndicat intercommunal qui a pour vocation le traitement et la valorisation des résidus urbains et ruraux et assure l'organisation générale et rationalisation de la collecte sélective. Les collectivités membres assurent la collecte des ordures ménagères et ont transféré la compétence traitement au SIDEPAQ, qui gère l'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Briec-sur-Odet.

2.5.10 LES NUISANCES SONORES

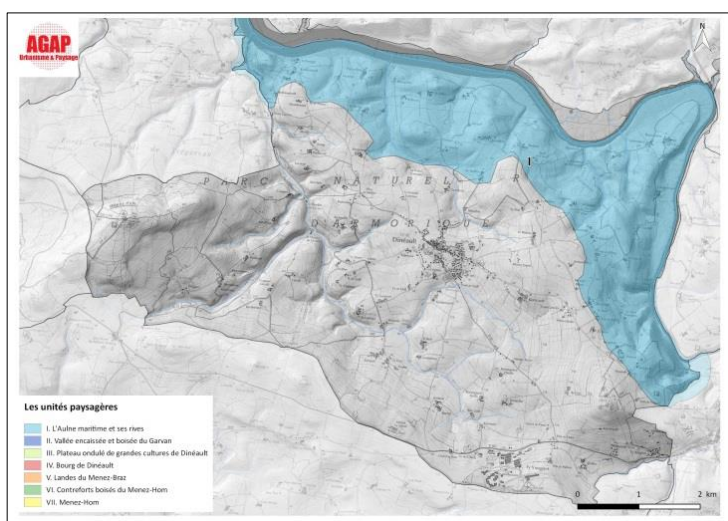
En application de l'article 13 de la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, les infrastructures de transport terrestre ont été classées en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent (la classe 1 étant la plus nuisible). La commune ne compte aucune route classée dans ce cadre.

A l'échelle plus locale (échelle communale), le territoire de Dinéault présente une variété de sous-unités paysagères (décrites ci-après).

3.1.2 LES UNITES PAYSAGERES DE LA COMMUNE



• L'Aulne maritime et ses rives (I)



L'unité représente un ruban de terre d'une largeur d'environ 1200m plus ou moins parallèle au tracé sinueux de l'Aulne, du nord-ouest jusqu'au sud-ouest du territoire communal.

Cet espace se caractérise par un fort encaissement du fleuve qui a creusé le plateau agricole et dessiné des méandres aux pentes abruptes.

Notons une grande variété de paysages entre :

- les principales rives concaves, aux pentes douces, souvent « ouvertes » et agricoles qui finissent en vastes herbues puis vasières jusqu'au fleuve.
- les rives convexes aux pentes abruptes, rocheuses et boisées.

Plusieurs cours d'eau perpendiculaires à l'Aulne ont creusé de petites vallées créant depuis la route en rebord de plateau, des fenêtres sur le paysage fluvial peu perceptible depuis le plateau.

Par ailleurs, la route implantée de façon stratégique en limite de rupture de pente permettant de relier les nombreux hameaux du sud-est au nord-ouest du territoire communal, représente un formidable belvédère sur les méandres encaissés de l'Aulne.



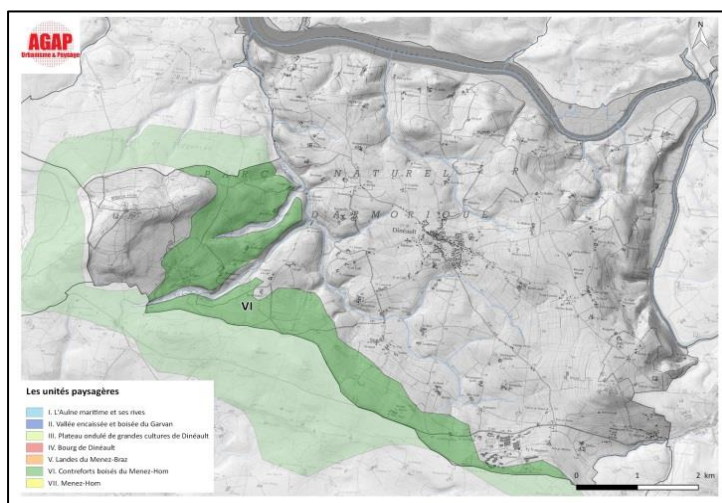
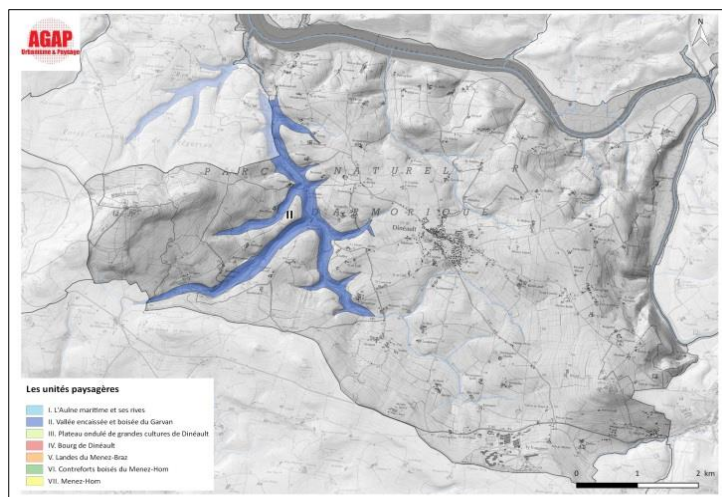
▪ La vallée encaissée et boisée du Garvan (II) et les contreforts boisés du Ménez Hom (VI)

L'unité représente une vallée fortement encaissée dans le plateau vallonné, dont la source de la rivière Garvan naît au pied du Ménez Bras. Les limites de ce couloir qui traverse le territoire du nord au sud, sont fortement marquées par la limite de rupture de pente entre le bord du plateau (qui culmine à environ 100m) et le fond de vallée (qui passe d'environ 45m à 8m d'altitude).

L'étroitesse de la vallée, les pentes boisées abruptes ainsi que le régime torrentiel du cours d'eau, confèrent à cette unité une ambiance intime et sauvage qui tranche fortement avec les grands paysages du plateau.

Il est à noter une gradation dans les paysages et les milieux naturels de la vallée, depuis l'embouchure jusqu'au pied du Ménez Hom :

- Un profil en « U » : lit majeur élargi caractérisé par un chevelu hydrographique et une alternance entre prairies humides, de pâtures permanentes et de parcelles boisées à dominance de feuillus jusqu'au *Moulin de Pont Carvan*
- Un profil en « V » : le lit majeur se resserre, les parcelles pâturées sont relictuelles, les roches des coteaux deviennent apparentes et les conifères deviennent majoritaires jusqu'au pied du Ménez Hom.

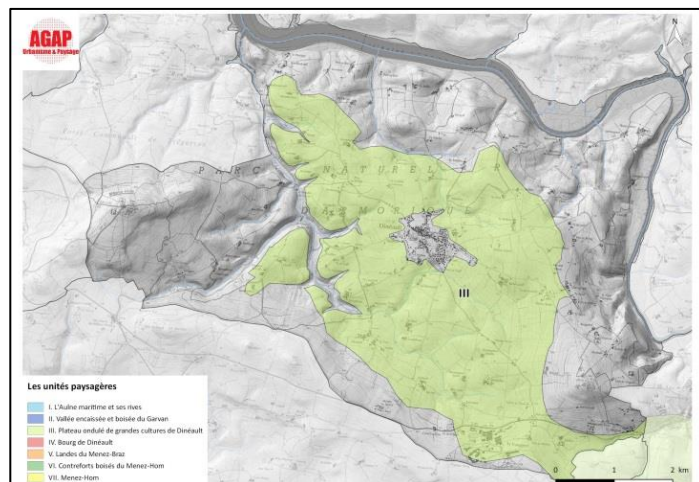


Par ailleurs, les routes D47 et D247 implantées en limite de rupture de pente et en fond de vallée représentent une véritable vitrine pour la visite de l'unité, ainsi que pour sa potentielle valorisation à travers la création de sentiers et de points d'accueil des visiteurs.

• Le plateau ondulé de grandes cultures (III)

L'unité représente un vaste plateau ondulé découpé par de petits vallons secondaires faiblement marqués qui se rejoignent pour former les principaux cours d'eau (L'Aulne, Le Garvan), plus encaissés.

Le plateau qui occupe la moitié du territoire communal, se caractérise par de vastes champs ouverts cultivés en cultures fourragères et prairies temporaires. Cela s'explique par l'importance de l'élevage dans la production agricole communale.



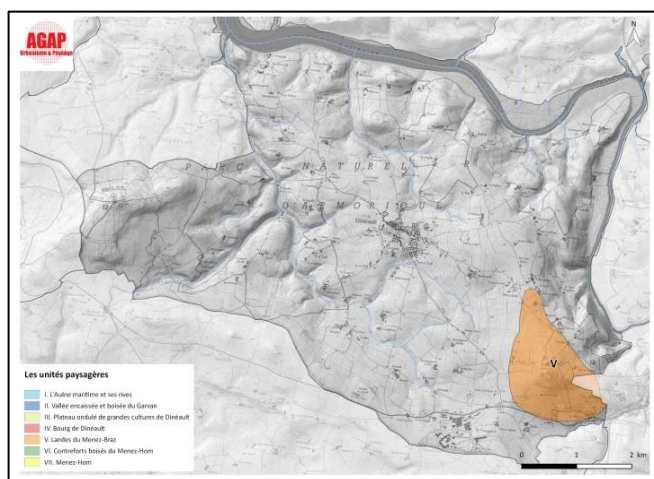
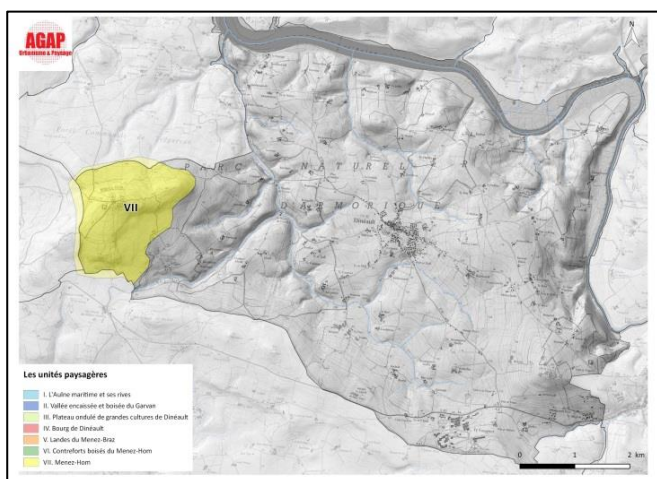
Les légères modulations du relief ainsi que la très faible densité du maillage bocager et la quasi inexistence de boisements, participent à créer des horizons très lointains. Cela donne à voir des paysages remarquables et à comprendre la géographie du territoire organisée par le tracé de l'Aulne et la présence des principaux reliefs.

Cependant, Ces grands points de vue donnent aussi à voir des pavillons et bâtiments d'activité qui mitent çà et là les paysages du plateau le long des routes principales, ainsi que les nombreux bâtiments agricoles souvent très peu intégrés. Le relief organisé en cercle autour du bourg qui en occupe la position centrale et basse, met en scène la silhouette et les lisières urbaines du bourg depuis de nombreux points de vue du territoire communal. Ainsi le bourg est visible depuis plusieurs kilomètres à la ronde, et notamment depuis les routes et sites principaux (Depuis Kergoustan au nord-ouest, depuis l'école de Gendarmerie au sud, depuis le Menez Bras au sud-est, etc...)



• Les landes du Menez Hom (VII) et du Menez Braz (V)

L'unité représente deux reliefs arrondis distincts l'un de l'autre, mais dont les caractéristiques paysagères et écologiques sont semblables.



- Au sud-ouest du territoire communal, le Ménez-Hom, relief finistérien de renom, culmine à 330m
- Au sud-est, le Ménez-Braz, moins élevé culmine à 234m

Les deux sommets sont soumis à des vents violents qui favorisent le maintien d'une strate végétale basse constituée de landes à bruyère, de graminées et genêts caractéristiques de sols pauvres. Les tons ocre et brun dominent ces espaces lumineux où le ciel est partout présent. Pins et les chênes verts tortueux (anémomorphose) sont les seuls arbres qui occupent de façon discontinue ces coteaux exposés. Les éoliennes présentes sur le Ménez-Bras et les nombreux arbres morts sur le Ménez-Hom participent également à créer des ambiances de « bout du monde » déserts de toute occupation humaine apparente.

Les deux sommets sont très présents dans le grand paysage. Tous deux sont visibles depuis l'ensemble de l'unité *Plateau ondulé de Dinéault*. Ils marquent le paysage communal dont ils apparaissent comme des points de repère très marquants.

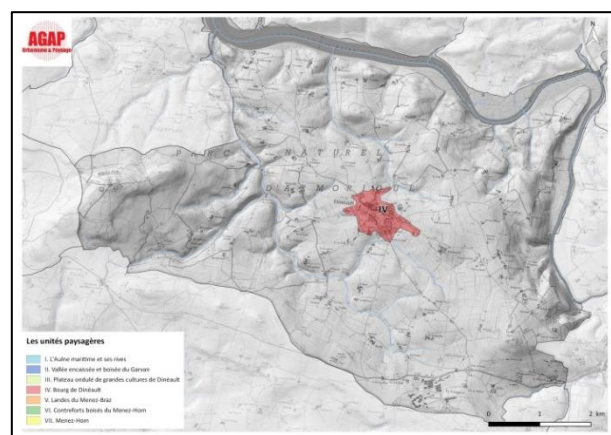
Les deux sommets représentent de formidables belvédères sur le très grand territoire: Ils permettent d'apprécier (mais le Ménez Braz dans une bien moindre mesure), les coteaux boisés des méandres de l'Aulne, le Pont de Térénez, les reliefs des Monts d'Arrée, ainsi que la Baie de Douarnenez au sud-ouest et la rade de Brest au nord-ouest.



• Le centre-bourg de Dinéault et ses abords (IV)

Le bourg de Dinéault se caractérise par un étalement urbain non négligeable organisé « en étoile » le long des principaux axes.

- 1) **Un centre-bourg au tissu urbain dense et resserré** autour d'une vaste place centrale de l'église. Ce tissu ancien est constitué essentiellement de maisons de villes R+1 plus combles, souvent mitoyennes, datant entre début XIXème et milieu XXème siècle. La cohérence de l'ensemble urbain est accentuée par une dynamique initiée récemment, de peinture des façades en couleurs vives conférant un aspect global harmonieux, vivant et chatoyant.



S'il existe plusieurs commerces (pharmacie, bar-restaurant, boulanger, épicier, etc), une vacance importante est à déplorer

2) Des abords de bourg s'organisant de deux façons:

- De manière linéaire le long des principaux axes routiers, en chapelet de pavillons en retrait de la route.
- En drapeau par rapport à la route, et souvent de façon excentrée de la place de l'église. Ces lotissements sont issus de différentes périodes de construction (depuis les années 70). Tous ont en commun de proposer des ensembles non mixtes (logement uniquement) aux grandes parcelles situées en impasse et bâties de pavillons. L'accès se fait en voiture par une voirie dédiée.

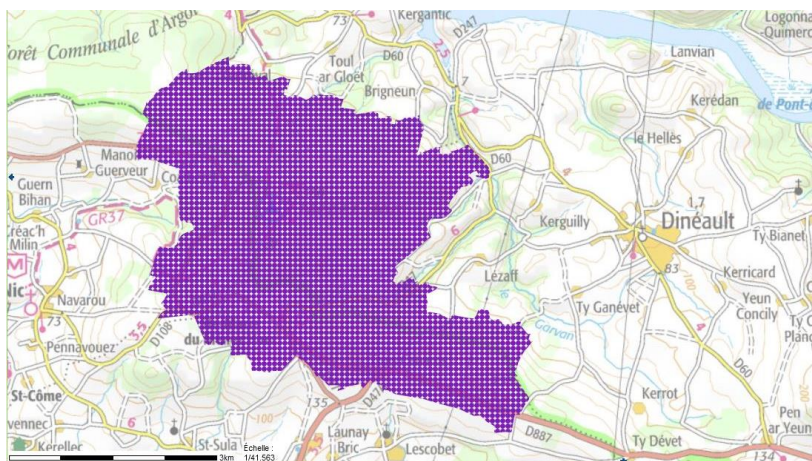


3.1.3 LES SITES CLASSES ET INSCRITS DU TERRITOIRE COMMUNAL

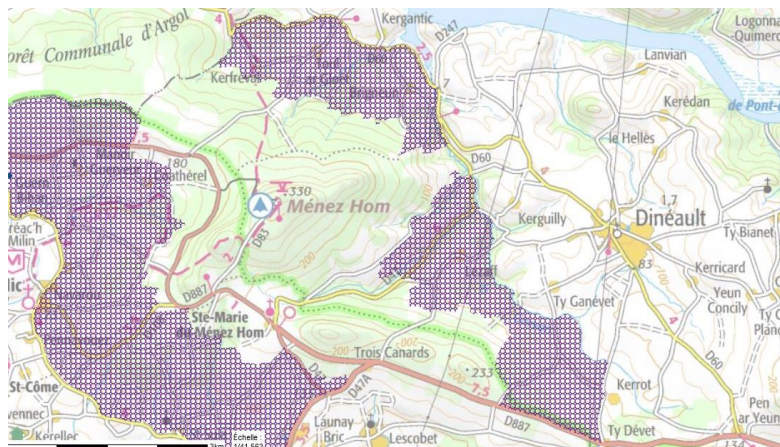
Deux zones de protection en faveur des sites et du paysage sont à dénombrer sur le territoire communal de Dinéault :

- **La zone « site Classé du Ménez Hom »** comprend la montagne elle-même et ses différents sommets. Le site classé protège également la chaîne des trois Runs : *Run Braz*, *Run Bihan*, *Run Askell* (dont les sommets se trouvent sur la commune de Plomodiern). Le *Ménez Hom* présente un ensemble cohérent de reliefs monumentaux à landes qui donnent à voir le grand paysage de la pointe Finistère sur plusieurs dizaines de kilomètres :

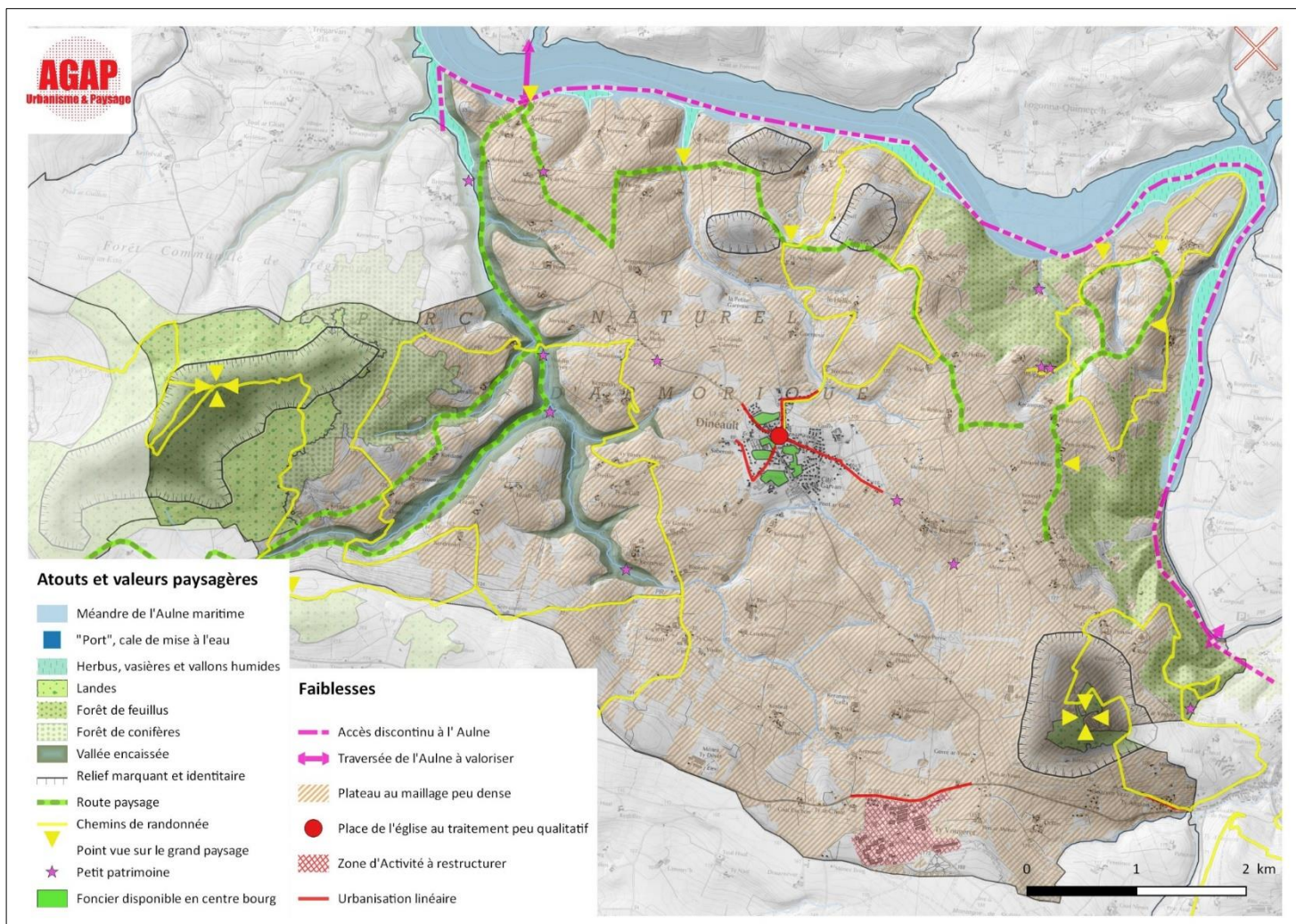
- Vers l'Ouest, la *Rade de Brest* et la *Pointe Saint-Mathieu*, la *Baie de Douarnenez* et *Pointe du Raz*
- Vers l'est, les *Montagnes Noires* et les *Monts d'Arrée*.



- **La zone « site inscrit du Ménez hom »** se concentre sur les pieds Nord-Est et sud-ouest de la montagne (elle-même classée). Cette inscription protège les contreforts dont les dynamiques paysagères pourraient à l'avenir perturber la lecture du relief monumental à la végétation rase : enrésinement, nouveau bâtiment agricole, enfrichement....



3.1.4 ATOUTS ET FAIBLESSES DU PAYSAGE



Les valeurs et atouts paysagers de Dinéault

Une valeur paysagère représente une **caractéristique forte et essentielle d'un paysage**, qui peut être un élément ou une forme d'organisation d'éléments entre eux. L'identification des valeurs paysagères permet d'interroger les transformations d'un paysage pour vérifier si elles le valorisent ou non ; c'est aussi une source d'inspiration pour agir et transformer l'espace dans l'esprit des lieux.

Le territoire communal de Dinéault est riche d'une **pluralité de valeurs paysagères** qui fondent l'identité paysagère communale. Parmi ces valeurs nous pouvons relever les principales et les plus identitaires :

- **Le Ménez Hom, relief monumental** qui culmine à plus de 330 m est LA VALEUR PAYSAGERE principale de la commune. Il joue le double rôle **de marqueur** (ou de phare) depuis le territoire communal et ses abords, ainsi que **de balcon** vers les paysages d'une partie de la pointe Finistère.
- **Les trois Run** : Run Braz, Run Bihan, Run Askell ainsi que le Ménez Bras, mais aussi les **méandres de l'Aulne** permettent de circonscrire visuellement de façon aisée les limites du territoire communal et **ainsi lui donner sens selon une justification géographique** (plutôt qu'une simple justification administrative sans lien avec les paysages).
- **La vallée encaissée et boisée du Garvan** est une entaille nord-sud dans le plateau ondulé et agricole. Elle représente un motif paysager qualitatif **support de potentiels nombreux usages qui participent à la qualité du cadre de vie** : liaisons douces Aulne/ Ménez Hom/ bourg, pêche et promenades, découverte du patrimoine des moulins...

- **La route-paysage**, (D47, D247, D83) ainsi que les portions de routes communales du nord et de l'est du territoire) **représente une formidable vitrine pour le territoire communal**. Perchée sur la ligne de crête (au *Ménez Hom*), à flanc de coteau ou en fond de vallée encaissée (vallée du Garvan) ou encore en limite de rupture de pente au-dessus de la vallée de l'Aulne, le parcours propose un « tour » des paysages caractéristiques de la commune mais aussi du territoire du PNRA (voir paragraphe 3.1.1 « Situation des paysages de la commune par rapport aux unités paysagères du territoire du PNR Armorique »).
- **Le port du Passage et les rives de l'Aulne maritime** est un paysage remarquable de méandre encaissé qui **rappelle l'identité maritime de la commune** (aux paysages majoritairement ruraux et agricoles). Le passage est un ancien bac vers la rive opposée, mais aussi une « **porte d'entrée** » de la rade de Brest (située à 6 kilomètres à vol d'oiseau) et représente en ce sens une valeur paysagère forte de la commune.

➡ Les faiblesses paysagères de Dinéault

La commune de Dinéault jouit de la présence d'une grande variété de paysages, entre Monts d'Arrée et Presqu'île de Crozon, entre paysages des terres et paysages maritimes de la Rade. Cependant cette grande variété et richesse (décrite plus haut en 3.1.1) est actuellement soumise à des dynamiques qui tendent à gommer ou à disqualifier ces qualités :

L'accès discontinu à l'Aulne est une faiblesse à deux titres :

- **Le manque d'offre en termes de parcours** (notamment piétons/cycles) mais aussi d'espace récréatif sur des sites identitaires de l'Aulne maritime (ex : accès à l'eau) qui participeraient pourtant à la qualité du cadre de vie des habitants et donc à l'attractivité de la commune pour de potentiels nouveaux habitants.
- **Le manque de valorisation des motifs paysagers remarquables** de l'Aulne maritime qui pourraient être le support d'une valorisation touristique :
 - la **cale du Passage** qui constitue un élément de patrimoine à valoriser
 - l'impressionnant **méandre de Rosconnec** visible depuis la RD 165 et qui représente une formidable vitrine pour le territoire communal !)



Vue depuis la RD165 sur le méandre de Rosconnec / photographie ancienne du site du passage, ancien carrefour entre le nord et le sud du département

Le traitement des espaces publics du centre-bourg est une faiblesse de Dinéault. Si les caractéristiques urbaines de la Place de l'église sont plutôt cohérentes et qualitatives (façades patrimoniales des maisons mitoyennes, église), le traitement des espaces publics est décevant et peu valorisant pour les commerces existants (boulangerie, épicerie, pharmacie, bar).

- Le vaste espace traité en enrobé à l'Est de l'église (environ 2000 m²) pourrait être traité en place urbaine (continuité de sols et matériaux nobles) afin de **créer une vraie zone de rencontre** favorable aux piétons, aux espaces de rencontre, aux événements ponctuels, mais aussi à **l'économie des commerces ainsi valorisés**.

L'urbanisation linéaire historique du centre-bourg le long des axes principaux est également une faiblesse.

Par la valorisation des « dents creuses », ce PLU va permettre de conforter le tissu urbain aujourd'hui d'aspect « éclaté ».

Cependant le traitement des espaces publics devrait également être questionné de manière à poursuivre cet objectif de structuration du paysage urbain (plantations, voies douces) et de manière à induire une hiérarchisation des typologies de voies depuis l'entrée de bourg (zone 50) jusqu'à la zone de rencontre de la Place de l'église.

Enfin, cette mise en scène par le traitement des espaces publics pourrait être accompagnée par une mise en réseau des sites d'intérêt (locomotive touristique du Menez Hom ou de la véloroute-voie verte) avec le centre-bourg commerçant afin d'en conforter le rôle de pôle central et attractif.

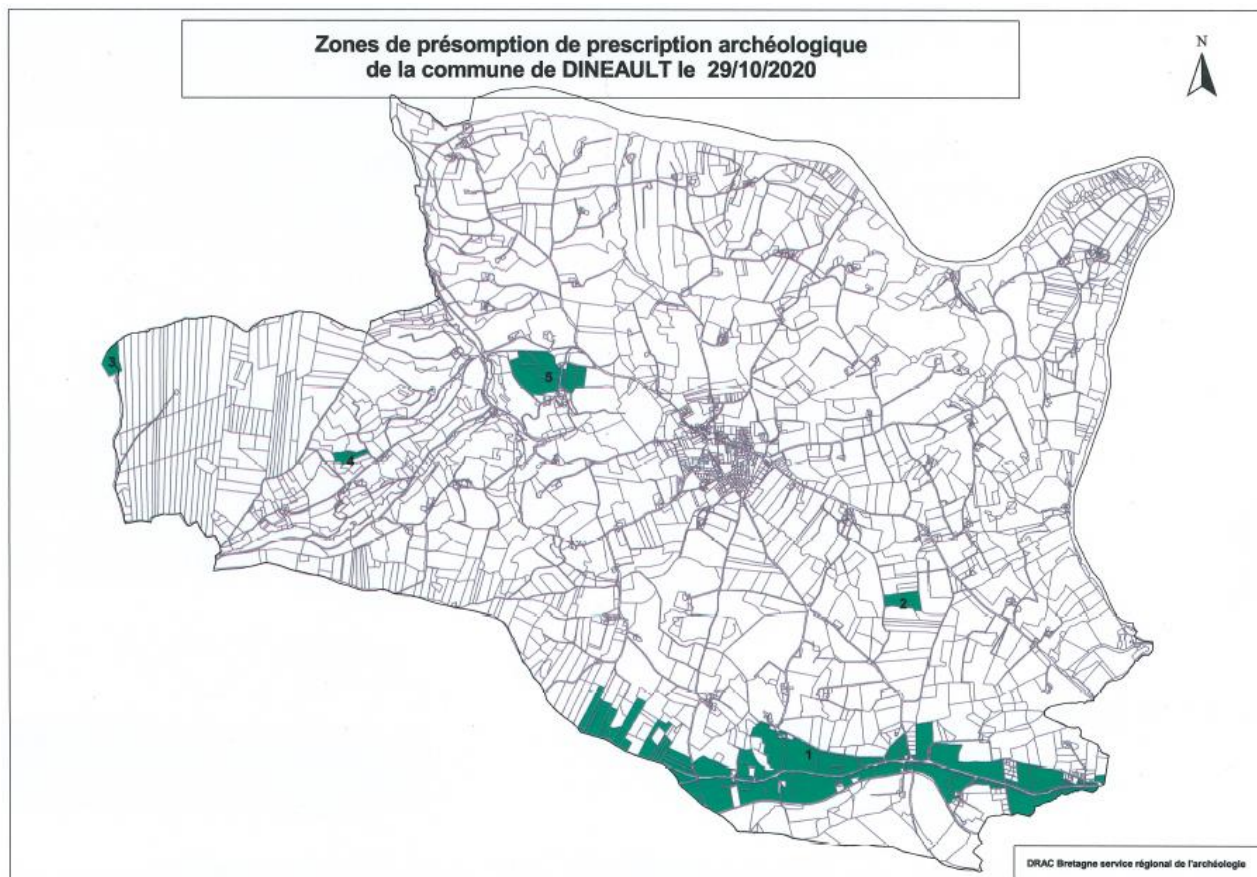
3.1.5 LE PATRIMOINE BATI

➡ Patrimoine archéologique (Source : service régional de l'Archéologie)

Le sol de Dinéault porte des traces de son occupation ancienne par des hommes. L'arrêté n°ZPPA-2020-0088 du 18/12/2020 abroge et remplace l'arrêté n°ZPPA-2016-0042 du 12/02/2016 portant création de zone(s) de prescription archéologique dans la commune de Dinéault.

Sont délimitées sur le territoire de Dinéault les zones de présomption de prescription archéologique suivantes :

	Lieu-dit	Epoque	Vestiges
1	Voie Châteaulin-Crozon : du Moulin de Pencran à Ty Nevez	Gallo-romain – Période récente	Route
2	Le Yeun	Néolithique	Occupation
3	Menez Hom	Néolithique	Groupe de menhirs
4	Kerdané	Néolithique	Menhir
5	Kerguilly	Age de Fer – Gallo-romain	Occupation



Dans ces zones, toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme (PC, PA, PD, installations et travaux divers, autorisations de lotir, décision de réalisation de ZAC) doivent être transmises au préfet de la région Bretagne afin qu'elles soient instruites au titre de l'archéologie préventive dans les conditions définies par le code du patrimoine.

➡ Patrimoine religieux

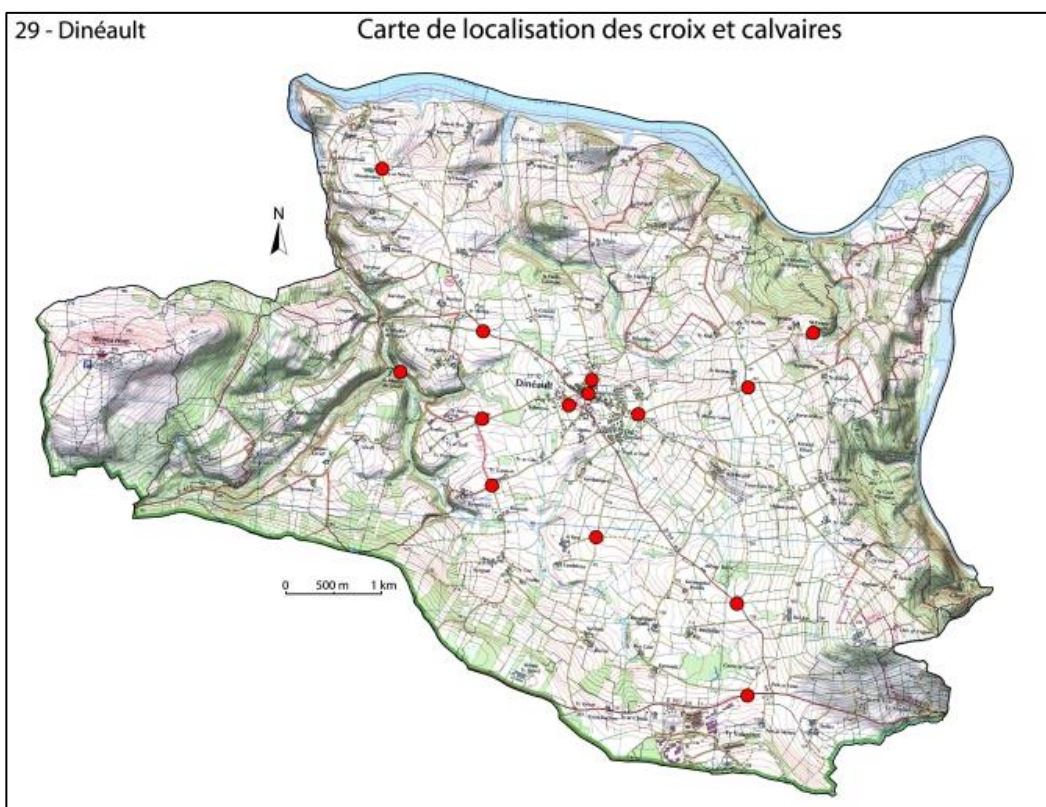


L'église paroissiale Sainte-Madeleine située dans le bourg date de la première moitié du XVII^{ème} siècle. Il s'agit de l'ancien prieuré de l'abbaye de Landévennec, en forme de croix latine. De style gothique flamboyant, elle est construite en granite et Kersanton.



La chapelle Saint-Exupère reconstruite en 1893 à l'emplacement d'un ancien édifice dont elle réemploie le pignon ouest et le clocher qui porte la date de 1669. La chapelle es associée à une fontaine (reconstruite près de l'édifice en 1993) et à un calvaire.

Onze croix et 3 calvaires sont recensés sur le territoire communal. Les plus fortes densités s'observent autour du bourg alors qu'elles sont sensiblement plus faibles dans la partie Ouest de la commune. Marquant souvent les anciennes voies de communications, les croix de chemins sont largement majoritaires



Source : inventaire du patrimoine culturel en Bretagne – région Bretagne

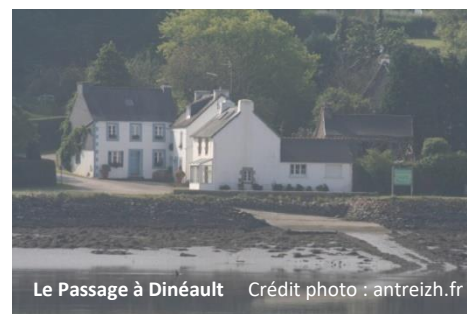


➡ Le patrimoine lié à l'eau



Les moulins à eau de Dinéault étaient particulièrement nombreux. Parmi les seize sites localisés sur le cadastre de 1848, douze figurent sur le Garvan, un affluent de l'Aulne (Cosquer, Kerveur, Veyer, Lezaff, Treffiec, Ty Voënnec, le Stir, Kernevez, Kergoat, Roscoat, Coz Milin, Rouistin), un sur un affluent du Garvan (moulin de Dourvénez), un sur un affluent de l'Aulne (Roudouhir) et deux sur des affluents de la rivière de l'Aulne (Moulin d'Eau, Rozarnou) (source : « l'inventaire du patrimoine culture en Bretagne »)

Autrefois la traversée de l'Aulne s'effectuait par bac. **La cale du passage**, existante depuis 1858, constituait un axe de communication entre le nord du département et le sud vers la plaine du Porzay.



Le Passage à Dinéault Crédit photo : antreizh.fr



La **fontaine de dévotion Saint-Dispar** porte le blason des Kersauson et une inscription avec la date de 1670. Laissée à l'abandon, elle est reconstruite en 1993.

La **fontaine du bourg**, construite en 1746 place de l'église, comprend un ostensor gravé au sommet de son fronton.

La fontaine du Passage

Présence de quelques **lavoirs** : Cosquer, Le Passage, Quélecun, Kermoguen, Kerbrat, Ty Huré

Quelques **puits** sont présents sur le territoire (Dorvénez, Kervern, Lein Ar Voguer, Ty Voënnec). Le nombre très faible et sans doute dû à un taux de disparition non négligeable.

➡ Le patrimoine vernaculaire



Peu de **fours à pain** ont été conservés : Lein Ar Voguer, Moulin d'Eau, Moulin Treffiec, Gouspaigne, Cosquer



Ty Voënnec
Crédit photo : Région Bretagne

3.2 LES DYNAMIQUES URBAINES

3.2.1 LE DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

Le territoire de Dinéault (en breton, association de « colline fortifiée » et « soleil »), est habité depuis le mésolithique. La découverte d'une statuette en bronze représentant une Athéna-Minerve apporte la preuve d'une occupation du secteur à l'époque gallo-romaine.

Le développement de Dinéault s'est opéré, au fil des siècles, sous la forme d'une urbanisation diffuse.

Au 19^{ème} siècle, deux types d'espaces urbanisés se distinguent : le bourg actuel et les nombreux hameaux agricoles dispersés sur le territoire

Historiquement le bourg s'est développé autour de l'église : on y comptait à cette époque une dizaine de maisons. Progressivement l'urbanisation s'est diffusée de manière linéaire de part et d'autre de la VC1 (axe Dinéault-Châteaulin).



Cadastral Napoléonien 1848 Source Archives du Finistère



Carte d'Etat-major (1820-1866) Source Géoportail

A partir des années 70, le développement de l'urbanisation se réalise, sous forme d'opérations groupées ou non, au gré des opportunités foncières laissant de grandes parcelles inoccupées au sein de l'agglomération du bourg.

Les opérations d'équipements et d'habitat réalisés dans les années 2000 permettent de recoudre l'urbanisation éclatée des années 70 en comblant progressivement les vides urbains.

Avec une moyenne de 5,7 logements par hectare, Dinéault est une commune présentant une des densités les plus faibles de la communauté de communes (source: *Référentiel foncier de la CCPCP – association Géoarchitecture 2020*).



3.2.2 LA CONSOMMATION FONCIERE

La lutte contre l'artificialisation des sols est un objectif majeur du Code de l'urbanisme. En application de l'article L151-4, le PLU doit proposer une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme. Cette obligation, renforcée par la loi ALUR, est issue à l'origine de la loi ENE (dite loi Grenelle 2).

L'étalement urbain et la consommation d'espace résultent de plusieurs causes cumulatives. Ces phénomènes s'expliquent notamment par une propension des acteurs de la construction à opter pour la périurbanisation au détriment de l'intensification et du renouvellement des cœurs d'agglomération, essentiellement pour des raisons de faisabilité financière et de faiblesse d'une offre foncière adaptée. Cette périurbanisation aboutit à une banalisation des paysages, à la multiplication et l'allongement des déplacements au quotidien, à une augmentation des coûts pour la collectivité (réseaux,...), à l'imperméabilisation des sols, à la diminution et au mitage des espaces agricoles et naturels.

L'analyse de la consommation foncière est basée sur une comparaison des photographies aériennes de 2005 et de l'étude terrain de 2017. Cette analyse est un outil de connaissance qui doit aboutir à la fixation d'objectifs chiffrés de réduction de la consommation de ces espaces.

Sur la période 2005-2017 : 9,6 ha ont été consommés dont 6,9 ha pour de l'habitat. 88% de la consommation foncière pour l'habitat s'est faite dans l'enveloppe du bourg, les autres 12% dans les hameaux de Gwaremm Vraz et Ty Anglais situés le long de la RD887 et à proximité de Châteaulin.





3.2.3 LES TISSUS URBAINS

Le **noyau ancien** est regroupé autour de l'église Sainte-Madeleine et le long de la rue du Chap (RD60). Le bâti se caractérise par une implantation relativement dense. Les constructions alignées le long des voies, sont essentiellement mitoyennes et d'un gabarit R+1+C. Les toitures sont à deux pans dans la majorité des cas.



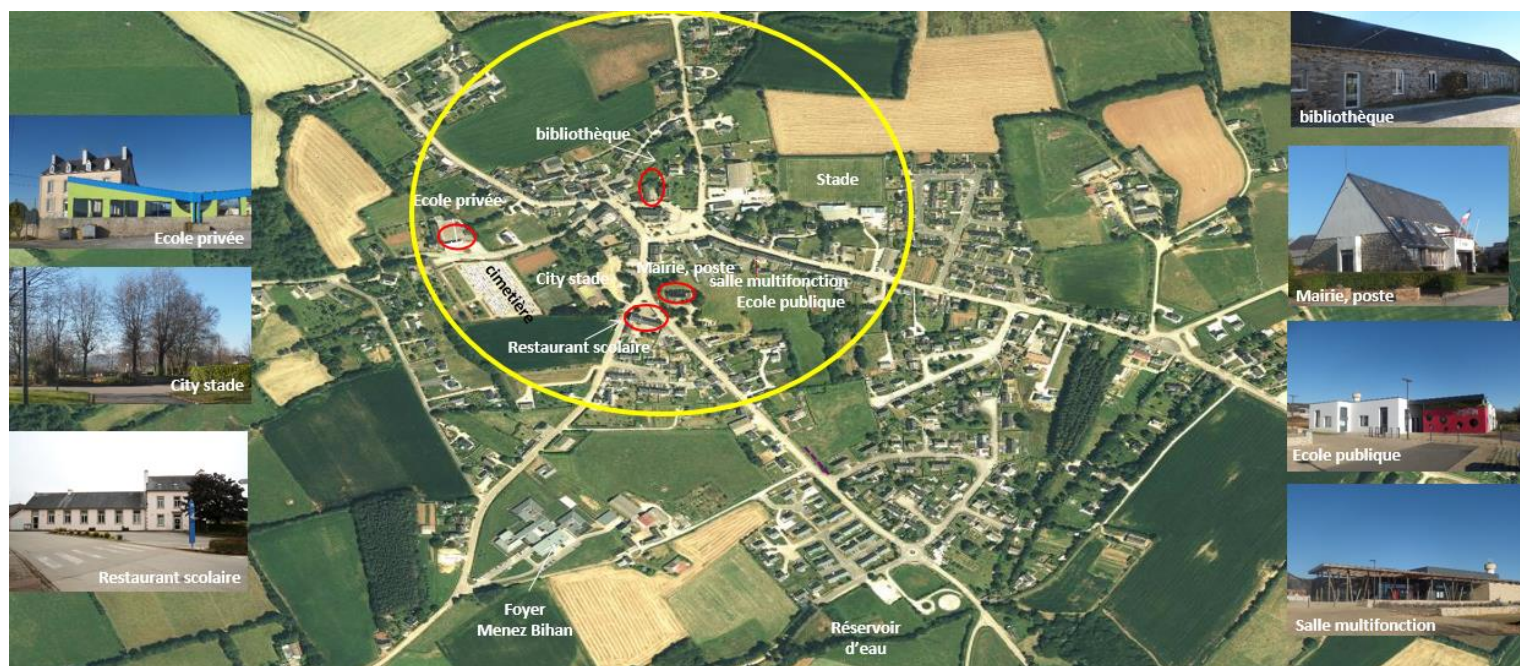
Au gré des opportunités foncières, **des opérations d'habitat pavillonnaire** ont vu le jour. Ce tissu pavillonnaire est principalement constitué d'un habitat semi mitoyen ou implanté en milieu de parcelle. Les proportions du bâti traditionnel ne sont pas conservées : les maisons récentes sont plus larges mais les hauteurs restent identiques même si le R+C se généralise.

Les constructions sont en recul par rapport à la voie et les transitions avec les espaces publics généralement traités par des clôtures aux matériaux variées.



La densité moyenne de ces secteurs est relativement faible excepté pour les opérations de logements sociaux. De **nombreux hameaux** parsèment le territoire communal. Ces hameaux peuvent être constitués d'une exploitation agricole isolée ou regrouper plusieurs habitations de tiers à l'agriculture.

3.2.4 LES EQUIPEMENTS



Les équipements de la commune sont concentrés dans la cœur du bourg et se situent dans un rayon de 300 m autour de l'église. Ces équipements ont une valeur essentiellement communale et correspondent aux besoins d'une commune de cette dimension.

3.2.5 MOBILITE ET DEPLACEMENT

70 km de routes et 72 km de chemins ruraux maillent le territoire La commune de Dinéault.

- La desserte par les infrastructures routières

Le territoire communautaire est polarisé par la ville de Châteaulin qui concentre la majorité des pôles générateurs de déplacements. La CCPCP constitue un bassin d'emplois et de déplacements, induisant de nombreux flux internes au territoire : 57% des actifs résidant de la CCPCP travaillent sur le territoire.

Le territoire de Dinéault est desservi par :

- la RD 60 (axe Châteaulin/Landévennec) qui traverse le bourg et se raccorde à la RD887 au sud de la commune au niveau de Penn ar Yeun.
- la RD 887 au sud de la commune. Cette route classée à grande circulation est l'un des deux axes routiers principaux permettant d'accéder à la presqu'île de Crozon.
- La RD 47 qui relie Sainte-Marie du Menez Hom (commune de Plomodiern) à la RD 60 au niveau de Coz Veil sur Dinéault.
- La RD 247 qui relie Pont Carvan (Dinéault) au Passage (Dinéault).

Le territoire est en outre irrigué par un réseau de voies communales qui dessert le bourg. La plus importante d'entre elles est la VC1 qui relie le bourg à Châteaulin.

L'utilisation de la voiture individuelle est très largement majoritaire pour tous types de déplacements, l'offre de transports alternatifs étant limitée.

- Le covoiturage

Dans le cadre du Schéma Départemental des Déplacements, le Conseil départemental souhaite favoriser le covoiturage afin de limiter le trafic automobile notamment dans le cadre des déplacements domicile-travail. Pour se faire il développe autour des échangeurs des aires de stationnement pour le covoiturage.

Une aire de covoiturage d'intérêt départemental a été créée au niveau de l'échangeur du Pouillot. D'une superficie de 14 880 m², elle peut accueillir 76 véhicules légers dont 2 stationnements pour personnes à mobilité réduite, 7 stationnements pour vélos et 4 stationnements pour les cars assurant les liaisons avec Carhaix, Châteaulin, Brest et Quimper.

Aucune aire de covoiturage officielle n'existe à Dinéault. Cependant la place de l'église est utilisée comme telle. Une borne électrique est installée dans le bourg.

- Une offre de transport en commun limitée

Le territoire est desservi par le réseau de transport interurbain Penn Ar Bed du Conseil départemental. Celui-ci a développé un tarif unique à 2€.

La commune de Dinéault n'est cependant traversée par aucun réseau de transport collectif (celui-ci irrigue principalement Châteaulin) à l'exception du transport des scolaires.

La CCPC propose aux habitants un service de Transport à la demande (TAD) desservant le centre bourg à destination de Châteaulin 2 fois par semaine (jeudi matin et samedi après-midi) ainsi qu'une liaison vers les lignes départementales à destination de Quimper le samedi après-midi.

- Les modes doux

Dinéault dispose de sentiers de randonnée appartenant au PDIPR. Le PDIPR est un document administratif qui assure une pratique de la randonnée pérenne, sous toutes ses formes (pédestre, équestre et vélo). Cependant, le département a toute latitude pour éventuellement limiter les catégories d'usagers sur certains itinéraires, en raison de leur fragilité, des conditions de sécurité ou de la volonté des propriétaires privés. Un chemin inscrit au PDIPR devient inaliénable (toutefois, en cas de modification foncière, il peut être déplacé mais la continuité de l'itinéraire doit être préservée).

Le territoire est caractérisé par un réseau de chemins creux résiduels et discontinus peu dense et par des circuits de randonnée balisés inégalement répartis sur le territoire : Menez Hom, Bois du Chap et nord de la commune.

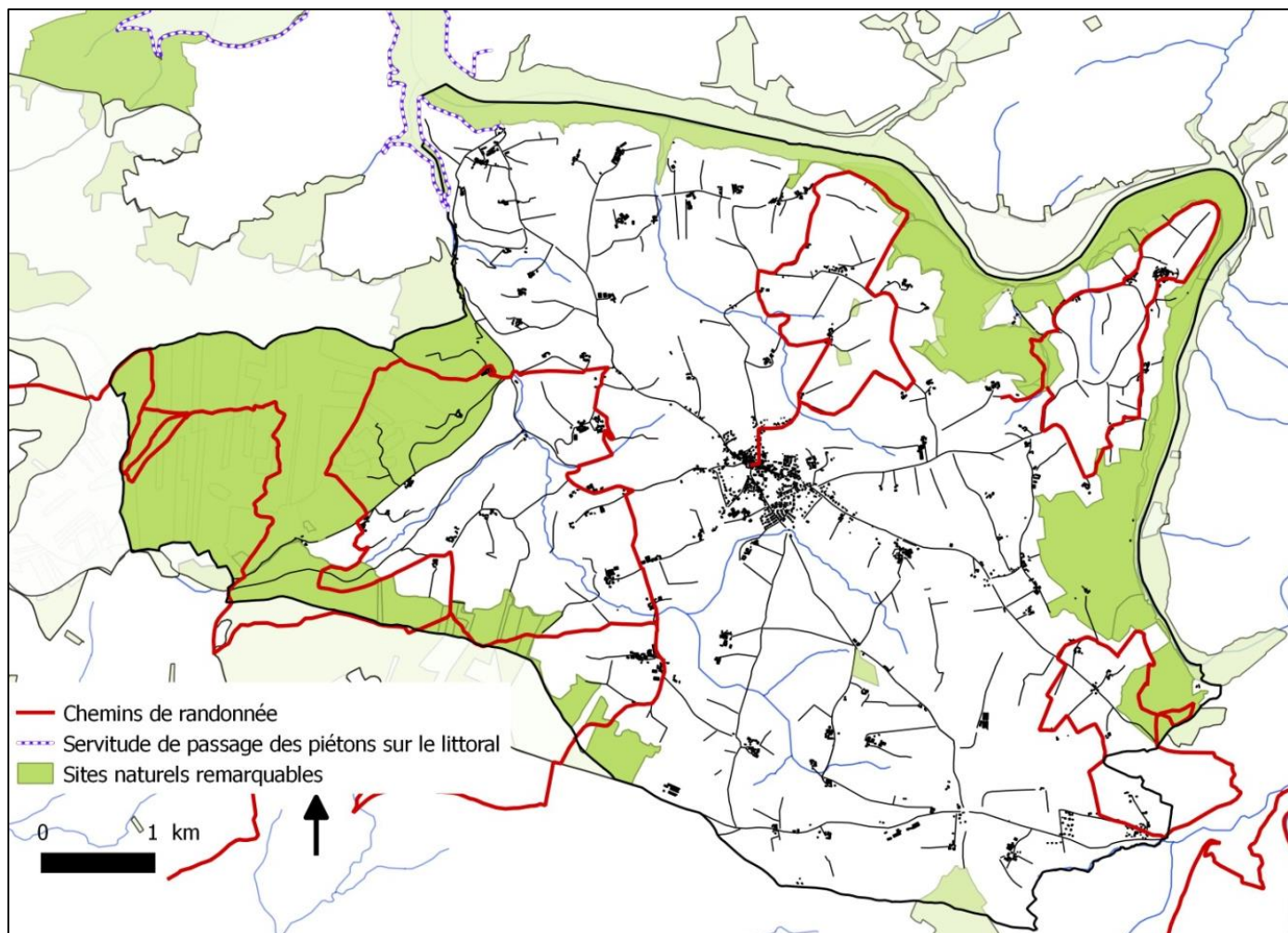
Le site du Menez Hom est parcouru par de nombreux sentiers, en lien avec les différentes pratiques sportives ou de loisirs (marche à pied, VTT, équitation, parapente, aéromodélisme).

Le bois du Chap compte trois itinéraires de balade : un circuit botanique (boucle d'un kilomètre), le circuit de la source (1,8 km) et le circuit du vallon (2 km – fort dénivelé). Un parking est aménagé le long de la RD60 pour les promeneurs. Une réflexion est menée avec la commune de Châteaulin pour relier les sentiers de randonnées entre eux dans le Bois du Chap. La commune souhaiterait par ailleurs la mise en valeur des bois privés de Trévoazec et Rozarnou.

La commune, sans être un site majeur pour la pratique de la randonnée équestre, est attractive principalement du fait du passage de l'Equibreizh qui permet de joindre les monts d'Arrée (haut lieu de la pratique équestre en Finistère) à la presqu'île de Crozon. Pour des randonnées journalières, la présence de parkings au Menez Hom, est un atout supplémentaire. En effet, l'utilisation de camions ou de vans est fréquente pour mener les chevaux jusqu'au lieu de départ.

Les nombreux cyclotouristes qui fréquentent le canal de Nantes à Brest passent par le bourg mais s'y arrêtent peu faute de trouver un lieu de restauration.

Concernant le VTT, un itinéraire temporaire est mis en place à l'occasion de manifestations particulières sur le Menez Hom : le "Tour du Menez Hom " est organisé depuis 13 ans par le club Kemper VTT à la mi-juin.



L'absence d'aménagements (absence de bande et piste cyclable et stationnement vélo), ainsi que le relief très énergétique de la commune n'incitent pas à l'usage quotidien du vélo.

A noter qu'il existe un projet de Véloroute avec le Département au sud du territoire communal au niveau de la RD887 pour relier la presqu'île de Crozon.

- La capacité des aires des stationnement communales

Le bourg de Dinéault compte un total d'environ 240 places de stationnement qui se répartissent de la manière suivante :

- 67 places plus 2 places handicapés au niveau du pôle d'équipements constitués par la mairie, la salle multifonction, l'école publique, le restaurant scolaire et la halle ; une borne électrique a été installée dans le bourg,
- 16 places plus 1 place handicapé dans le secteur de l'école privée et du cimetière,
- 60 places, 1 place handicapé et 2 arrêts « 15 minutes » dans le secteur de l'église,
- 64 places rue du Chap,
- 29 places au niveau du terrain de sport.

Cette offre est bien identifiée et est adaptée aux besoins liés à la présence des quelques commerces et des équipements publics.

3.3 LES DYNAMIQUES SOCIO-ECONOMIQUES ET LE LOGEMENT

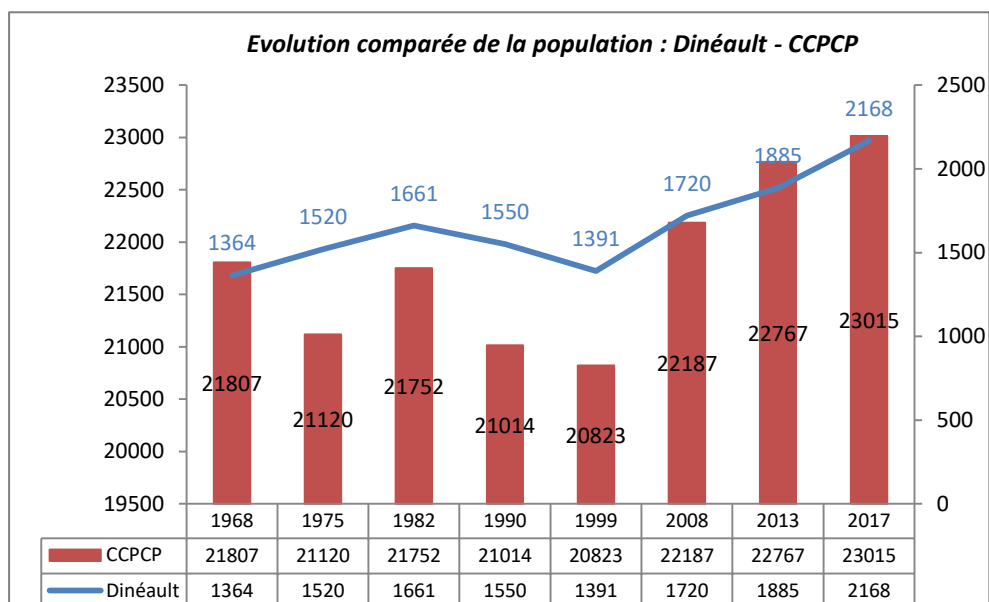
L'ensemble des données statistiques présentées dans les tableaux suivants est issu du site internet de l'INSEE.

NB : les données INSEE doivent être relativisées notamment en ce qui concerne l'évolution de la population, la répartition par tranche d'âge et l'emploi. En effet, les effectifs de l'école de Gendarmerie sont comptabilisés dans la population résidente de la commune alors que la majorité des effectifs ne sont sur le territoire que le temps de la formation.

3.3.1 LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

➤ Evolution de la population

L'évolution de la population de Dinéault suit la même tendance que celle de la CCCP : après une perte de population enregistrée entre 1982 et 1999, depuis lors la population est à la hausse.

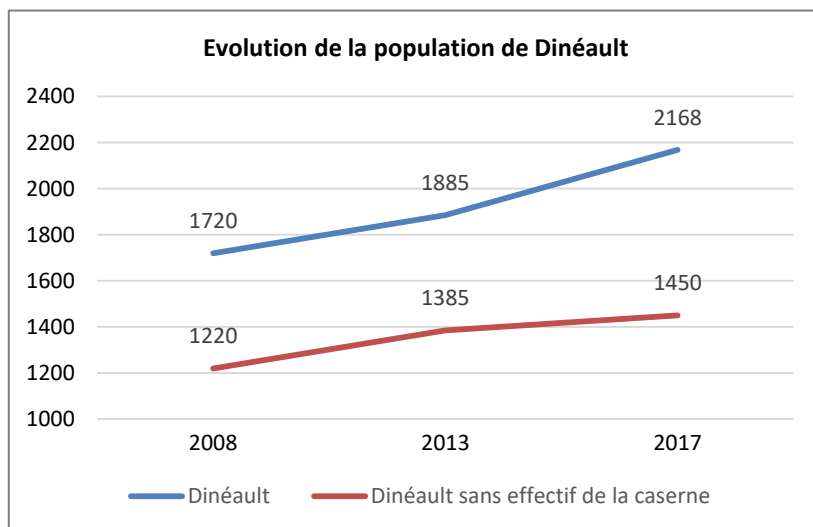


* 2017 : population légale millésimée 2017 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020

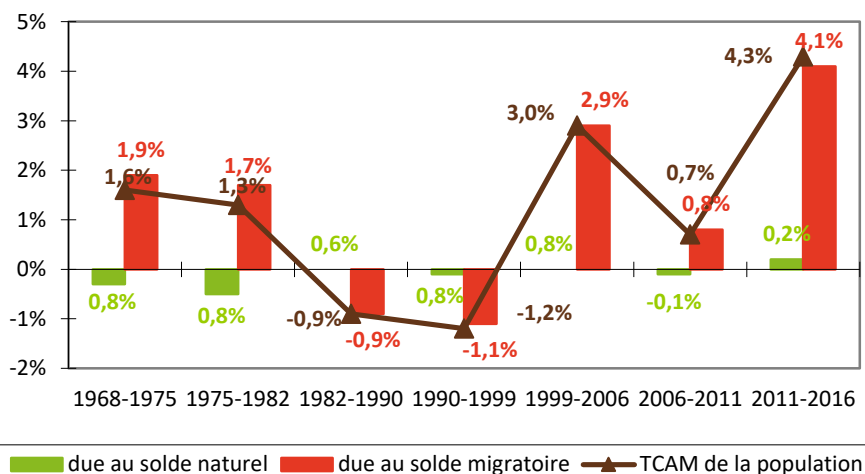
La commune présente un dynamisme démographique de +1,4%/an depuis les années 1999.

Ce fort dynamisme démographique n'est qu'apparent puisque influencé par l'intégration à la population communale des effectifs de l'école de gendarmerie localisée à Ty Vougeret.

Sans les effectifs de l'école de gendarmerie, de source communale, la population serait en 2017 de 1450 habitants, ce qui donne un dynamisme démographique annuel de +0,23%/an pour la période 1999-2017



Variation annuelle moyenne de la population



Le dynamisme démographique est « précaire » car essentiellement **porté par un solde migratoire** important dû à la présence de l'école de gendarmerie. Cette dynamique ne se concrétise pas par une remontée significative du solde naturel.

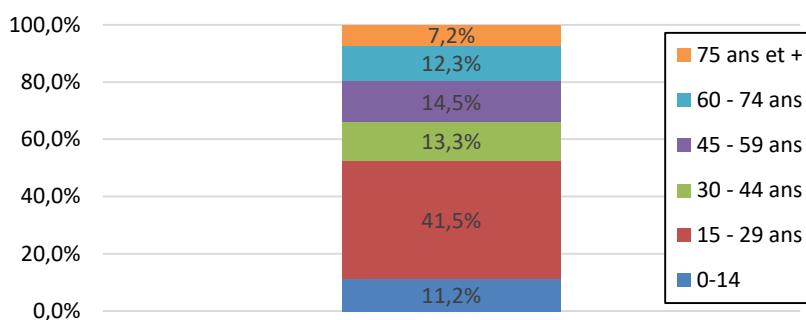
➔ Structure générationnelle

La structure démographique est caractérisée par une population relativement jeune : les moins de 45 ans représentant 66% de la population en 2016.

Toutefois il convient de noter que la tranche d'âge 15-29 ans est sur représentée puisque « gonflée » artificiellement par l'intégration dans les données INSEE des effectifs de l'école de gendarmerie.

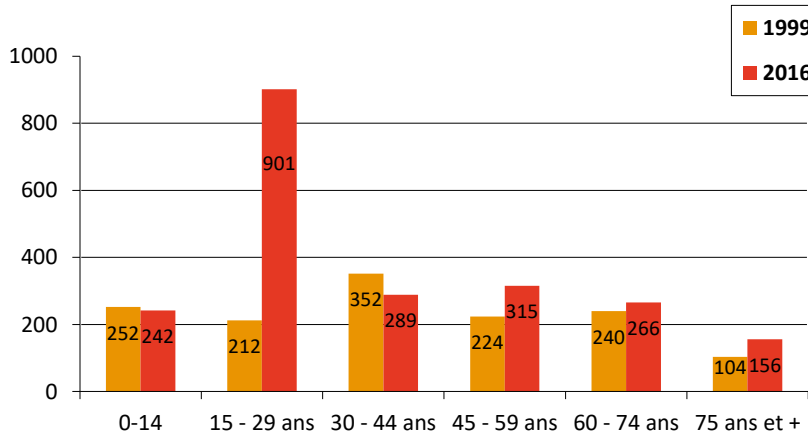
Pyramide des âges en 2016

(2169 hab = population 2016 avec effectif de l'école de gendarmerie)

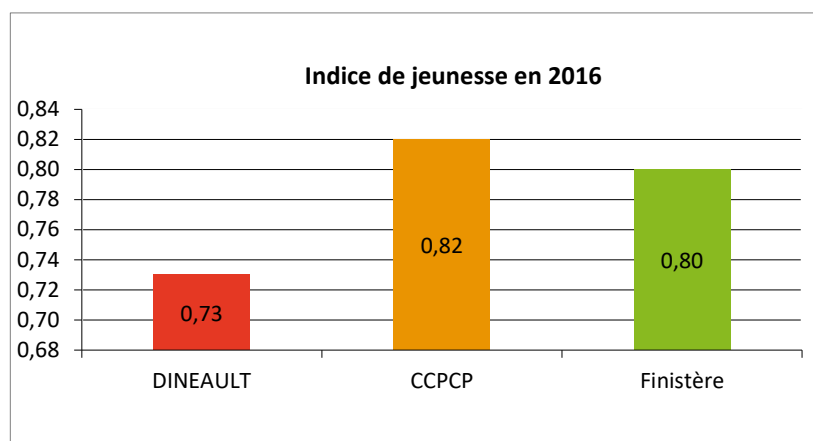


En faisant abstraction de la tranche d'âge 15-29 ans de 2016 non représentative, on constate que les tranches d'âge sont plutôt équilibrées en nombre d'une période censitaire à une autre.

Evolution de la population de Dinéault par tranche d'âge



L'apparente « jeunesse » de la population de Dinéault n'est pas avérée par le calcul de l'indice de jeunesse¹. L'indice communal est inférieur à celui de la CCPCP et du département.

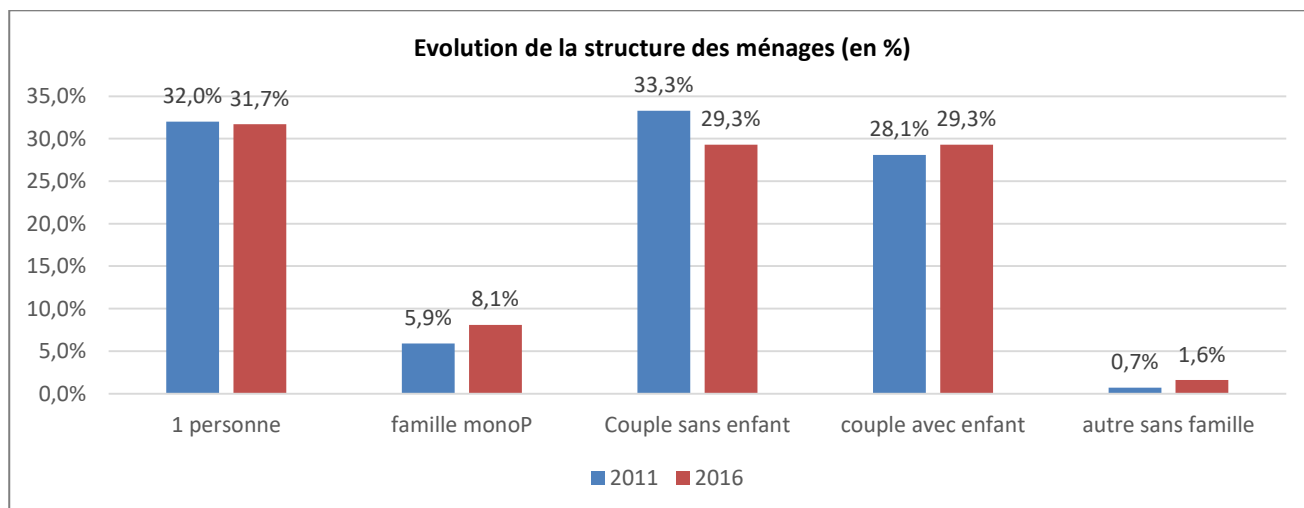


Cet indice s'est dégradé depuis 1999 ; il s'élevait alors à 0,83.

L'indice d'évolution des générations, rapport entre les 60-74 ans et les 75 ans et plus, mesure le vieillissement attendu du territoire. Ce vieillissement sera d'autant plus important que l'indice est élevé. On note que cet indice est moins mauvais en 2016 (1,7) qu'en 1999 (2,3). Cela signifie que le vieillissement de la population sera un peu moins rapide puisque les 60-74 ans représentent moins de 2 fois la part des 75 ans et plus.

➡ Structure familiale

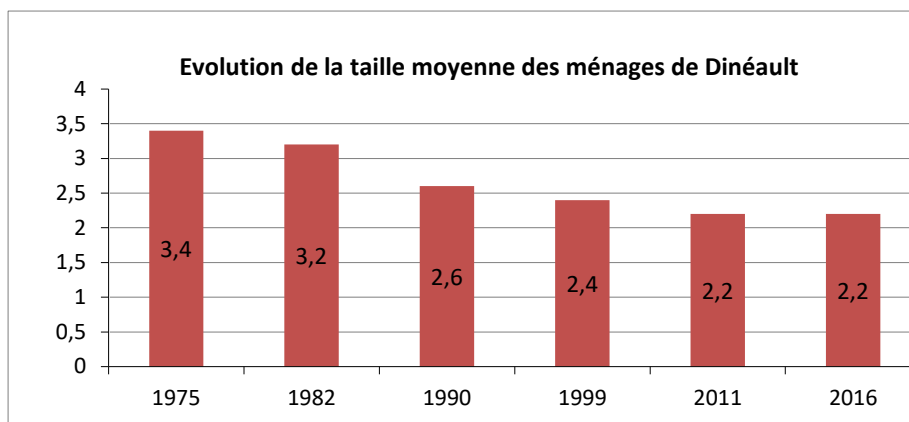
Les structures familiales évoluent également sur le territoire : elles sont notamment marquée par le phénomène de desserrement des ménages. Il s'agit du terme employé pour qualifier le fait que le nombre de personnes par ménages diminue. Ceci s'explique notamment par deux phénomènes importants : le vieillissement de la population (veuvage) et l'augmentation des familles monoparentales (séparation). Le desserrement des ménages induit la nécessaire production de logements même si la population n'augmente pas.



Parmi les « petits » ménages (personnes seules, familles monoparentales, couples sans enfant), on constate une augmentation des familles monoparentales et une légère réduction des ménages d'une personne ou des couples sans enfant.

¹ Indice de jeunesse : rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans, inférieur à 1 est le signe d'une population vieillissante.

La taille moyenne des ménages n'a cessée de diminuer depuis les années 70. Si entre 1982 et 1990, la taille moyenne a diminué de 18,7%, depuis 1990 la diminution tourne autour de 8% d'une période censitaire à l'autre. Depuis 2011, la taille des ménages semble se stabiliser à 2,2 et est supérieure à celle enregistrée dans le département du Finistère et au sein de la CCPCP qui est de 2,1.

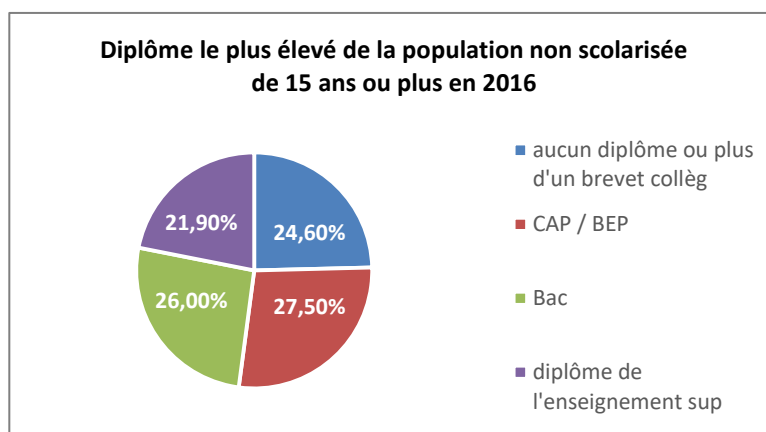


La diminution de la taille moyenne des ménages, entraîne une autre évolution de fond : l'augmentation du nombre de ménages. La commune comptait, selon l'INSEE, 556 ménages en 1999 contre 617 en 2016 (+11%).

➔ Structure sociale

La population de Dinéault est assez faiblement diplômée avec 52,1% d'habitants non scolarisés de 15 ans ou plus disposant au moins du bac en 2016. Ce taux est à mettre en relation avec l'âge de la population.

En parallèle, la part des titulaires d'un CAP ou d'un BEP est importante et à mettre en relation avec la part des employés et ouvriers sur la commune.

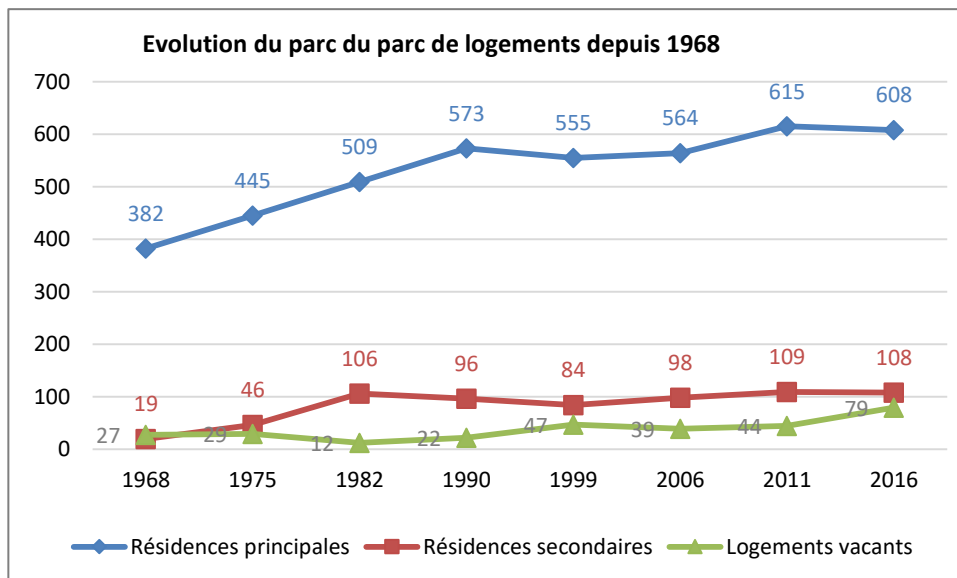


En 2016, le revenu par unité de consommation annuel médian est de 19 273 €. Soit un niveau de vie inférieur à la moyenne de la communauté de communes dont le revenu par unité de consommation annuel médian est de 19 872 € et à la moyenne départementale qui est 20 701 €.

3.3.2 LE LOGEMENT

➔ L'évolution du parc de logements

La commune compte 795 logements. Son caractère résidentiel est souligné par une croissance régulière du nombre résidences principales depuis la fin des années 60.



Depuis 2011, le nombre et la part des résidences principales mais aussi des résidences secondaires, dans une moindre mesure, diminuent au profit des logements vacants.

Selon la définition de l'INSEE, un logement vacant est un logement inoccupé correspondant à l'un des cas suivants :

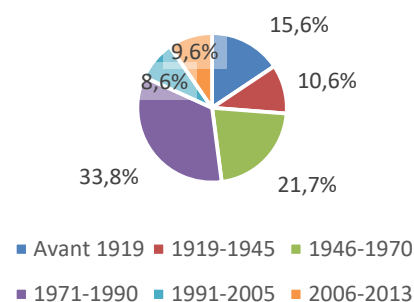
1. proposé à la vente, à la location ;
2. déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
3. en attente de règlement de succession ;
4. gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (ex : un logement vétuste).

Les deux premiers cas relèvent de la vacance dite « frictionnelle » ou « de courte durée » nécessaire à la rotation des ménages dans le parc privé pour garantir la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc du logement. Les autres cas relèvent de la vacance dite « structurelle » ou « de longue durée ».

Depuis le début des années 2000, le taux de logements vacants tournait autour des 6-7% (taux de vacance considéré comme raisonnable par l'INSEE). Entre 2011 et 2016 il a augmenté de 4,2 points pour atteindre un taux de 9,9%. Cette très forte augmentation (+79,5%) de la vacance entre 2011 et 2016 interroge.

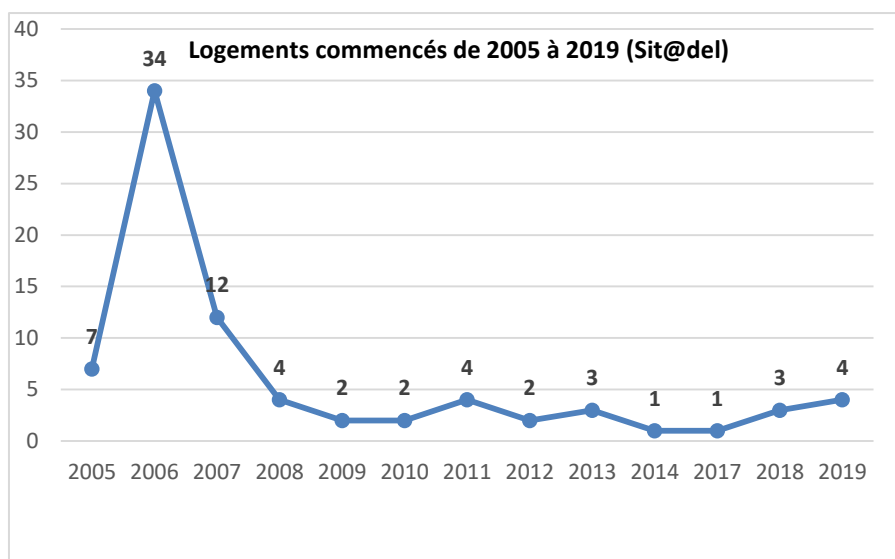
Les logements ont été construits à plusieurs périodes mais près de 74% sont postérieurs à 1945. La période de construction la plus faste du territoire s'étale de 1971 à 1990 : 1/3 des logements ont été construits à cette période.

Grandes périodes de constructions des logements (INSEE 2016)



Depuis 2005, les données Sit@del permettent de relever 79 logements commencés sur le territoire de Dinéault.

Depuis 2008, le rythme moyen de production de logements neufs est de 3 logements/an.

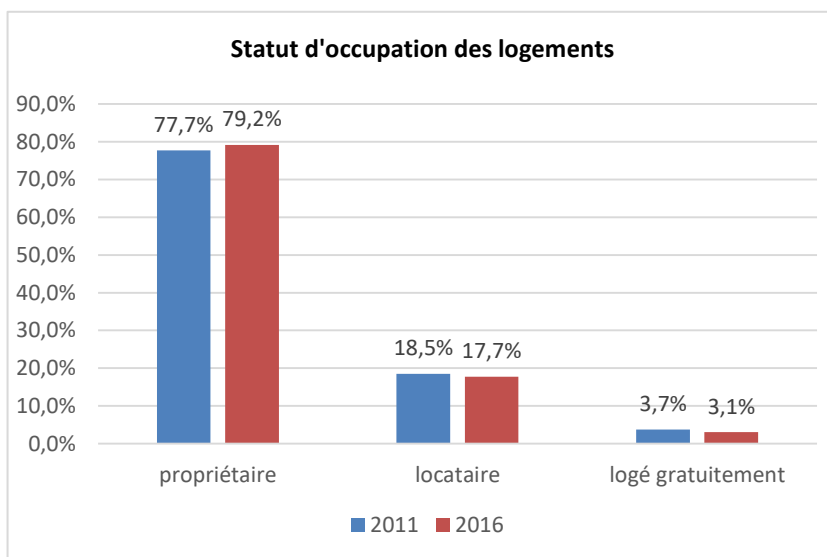


➡ **Le statut d'occupation des logements**

En 2016, 79,2% des résidences principales sont occupées par leur propriétaire et est en progression de près de 2 points par rapport à 2011.

La part des locataires (18,5%) est relativement faible sur la commune et en diminution de près de 1 point par rapport à 2011. Cela rend le parcours résidentiel difficile sur la commune notamment pour les jeunes ménages.

6,9% des locataires occupent un logement HLM.



Du point de vue des logements locatifs aidés, Habitat 29 propose 49 logements ce qui représente 8% des résidences principales.

31% des logements sont occupés par les ménages depuis plus de 30 ans.

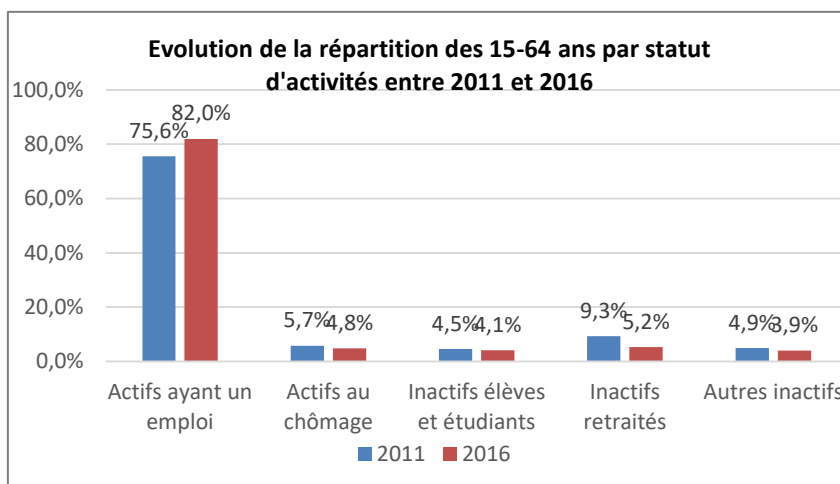
3.3.3 LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE

La commune de Dinéault compte 1308 actifs ayant un emploi en 2016 soit 60 % de la population totale.

En 2016, 82% de la population active à un emploi soit une augmentation de 6,4 points par rapport à 2011.

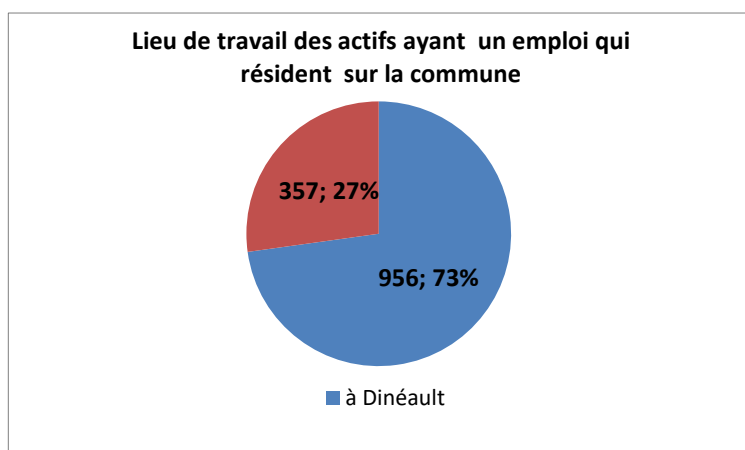
Ce fort taux d'activité serait probablement moindre si les effectifs de l'école de gendarmerie n'étaient pas comptabilisés par l'INSEE dans la population communale.

Le taux de chômage (4,8%) est particulièrement bas et en diminution de près de 1 point par rapport à 2011. Ce sont les femmes qui sont le plus touchées par le chômage avec un taux de 10,2% contre 3,3% pour les hommes.



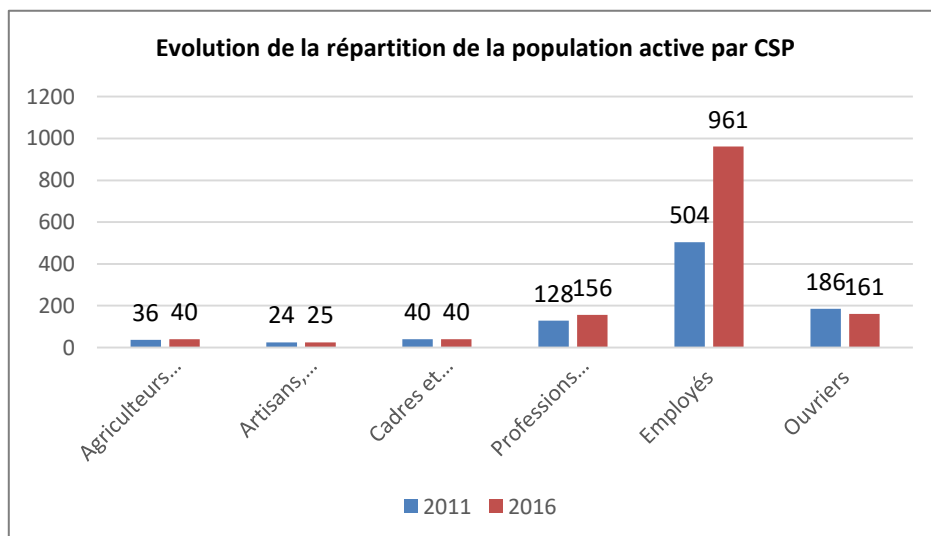
La période 2011-2016 a enregistré une forte augmentation de la catégorie des employés toujours en lien avec l'école de gendarmerie.

Du fait de la domiciliation des élèves de l'école de gendarmerie sur la commune (dans le cadre du recensement de la population), en 2016 73% des actifs ayant un emploi vivent et travaillent sur la commune.



En 2016, 93,3% des emplois occupés par les actifs sont des emplois salariés dont 63,3% sont en CDD. Ici encore le fort taux de CDD est à mettre en lien avec l'école de gendarmerie.

Les 6,7% non-salariés correspondent aux agriculteurs exploitants et aux indépendants (chefs d'entreprises-commerçants-artisans).



3.3.4 LES SECTEURS D'ACTIVITES

👉 L'agriculture (source : diagnostic agricole réalisé par la Chambre d'Agriculture en octobre 2017)

La commune s'étend sur une superficie de 4 596 hectares, dont 2 640 hectares de Surface Agricole Utilisée soit 57 % de la commune. Le territoire communal est à prédominance agricole.

D'après le Recensement Général Agricole (RGA) 2010, la commune comptait 35 exploitations de plus de 1 ha. L'évolution récente, entre 2000 et 2010, d'après le Recensement Agricole 2010 se caractérise par une diminution (- 18 %) du nombre d'exploitation en 10 ans. Entre 2010 et 2017, la diminution est de près de 6%

	Nombre exploitations	SAU totale des exploitations de la commune*	SAU moyenne par exploitation
RGA 2000	43	2 184 ha	50.7 ha
RGA 2010	35	2 192 ha	62.6 ha
2017 (diag CA 2017)	33	2160 ha	67.5 ha

* Comprend les terres exploitées sur Dinéault et à l'extérieur de Dinéault par les exploitants de la commune

La Surface Agricole Utilisée par les exploitations de la commune reste relativement stable. La SAU moyenne (hors système hors sol) est de 67,5 ha. Elle est supérieure à la moyenne départementale qui se situe aux alentours de 60 hectares.

L'évolution des exploitations de la commune suit la tendance générale d'agrandissement des structures existantes.

La commune comprend :

- **17 % d'exploitations < 5 ha :** exploitations maraîchères et petits élevages.
- **25 % d'exploitations de taille > 51 et < 80 ha** élevages bovins
- **43 % d'exploitations > 80 ha**

Au niveau des sièges d'exploitation, même si peu d'exploitations d'élevage sont exemptes de tiers, elles ont en revanche réussi à constituer de belles entités foncières regroupées autour de leurs bâtiments.

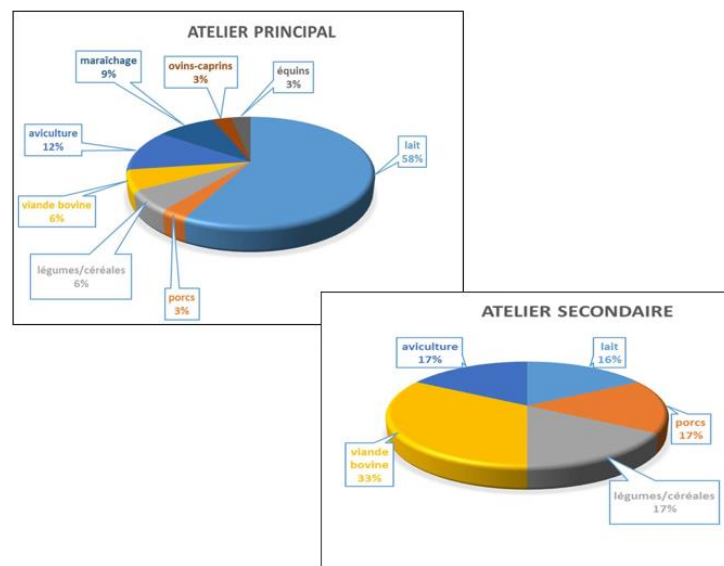
👉 Les productions

27 exploitations sont spécialisées dans une production et 6 exploitations exercent deux productions.

La **production principale** sur la commune est la production **laitière**. Elle est exercée par 58 % des exploitations en production principale (20 ateliers de production).

Le quota laitier moyen par exploitation s'élève à près de 370 000 L pour un quota total des exploitations de la commune de près de 7 450 000 L.

La **production avicole** exercée par 12% des exploitations en atelier principal est la seconde production exercée sur la commune.



9 % des exploitations exercent une **production maraîchère en production principale**.

3 exploitations ont développé un **atelier de diversification** (transformation/vente directe/touristique) et 9 exploitations sont en **production biologique**.

En termes de commercialisation de la production, 68 % des exploitations commercialisent leur production via des coopératives et 28 % (9 exploitations) en vente directe.

4 ateliers hors sol en élevage (volaille et porc) sont présents sur la commune.

Le régime des exploitations vis-à-vis de la réglementation environnementale

- 18 % des exploitations exercent une activité hors élevage : légumes ou céréales.
- 46% des exploitations d'élevage relève du régime des Installations Classées, c'est à dire des structures d'une taille relativement importante (plus de 50 Equivalents Gros Bovins) générant un périmètre réglementaire de réciprocité de 100 m.
- 36% relève du régime sanitaire départemental

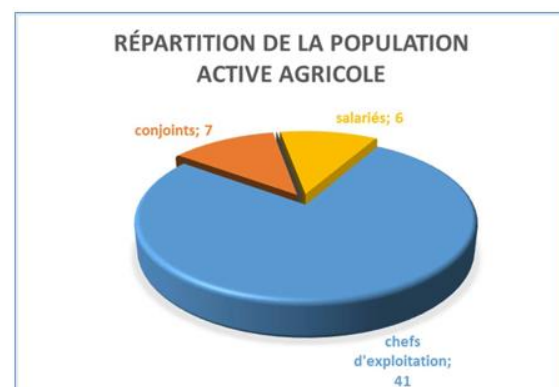


La population agricole en 2017

Les 33 exploitations qui ont leur siège d'exploitation sur la commune totalisent une population de 41 exploitants (conjointes et associés).

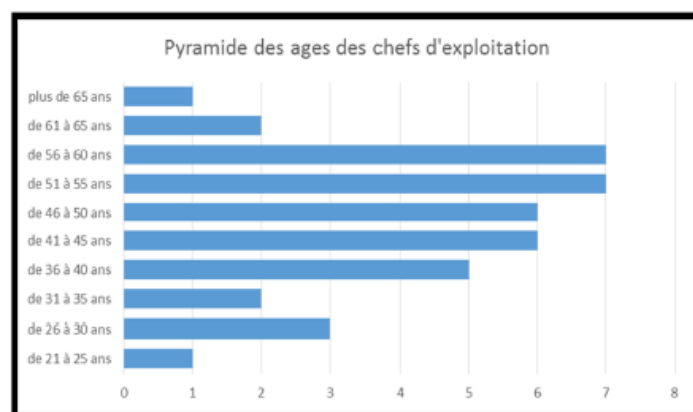
6 salariés sont employés sur des élevages laitiers et en production végétale.

La commune de DINEAULT conserve une population agricole jeune : l'âge moyen des chefs d'exploitation sur la commune est de 48 ans.



L'histogramme de la répartition des exploitants par classes d'âge, montre que les exploitants ont en majorité entre 51 ans et 60 ans.

- 42 % des exploitants ont plus de 50 ans.
- 27 % des exploitants ont moins de 40 ans.



75% des exploitations sont des exploitations unipersonnelles (1 seul chef d'exploitation) et 100% des exploitations sont de taille familiale à 1 ou 2 associés.

☞ Devenir des exploitations dans les cinq prochaines années

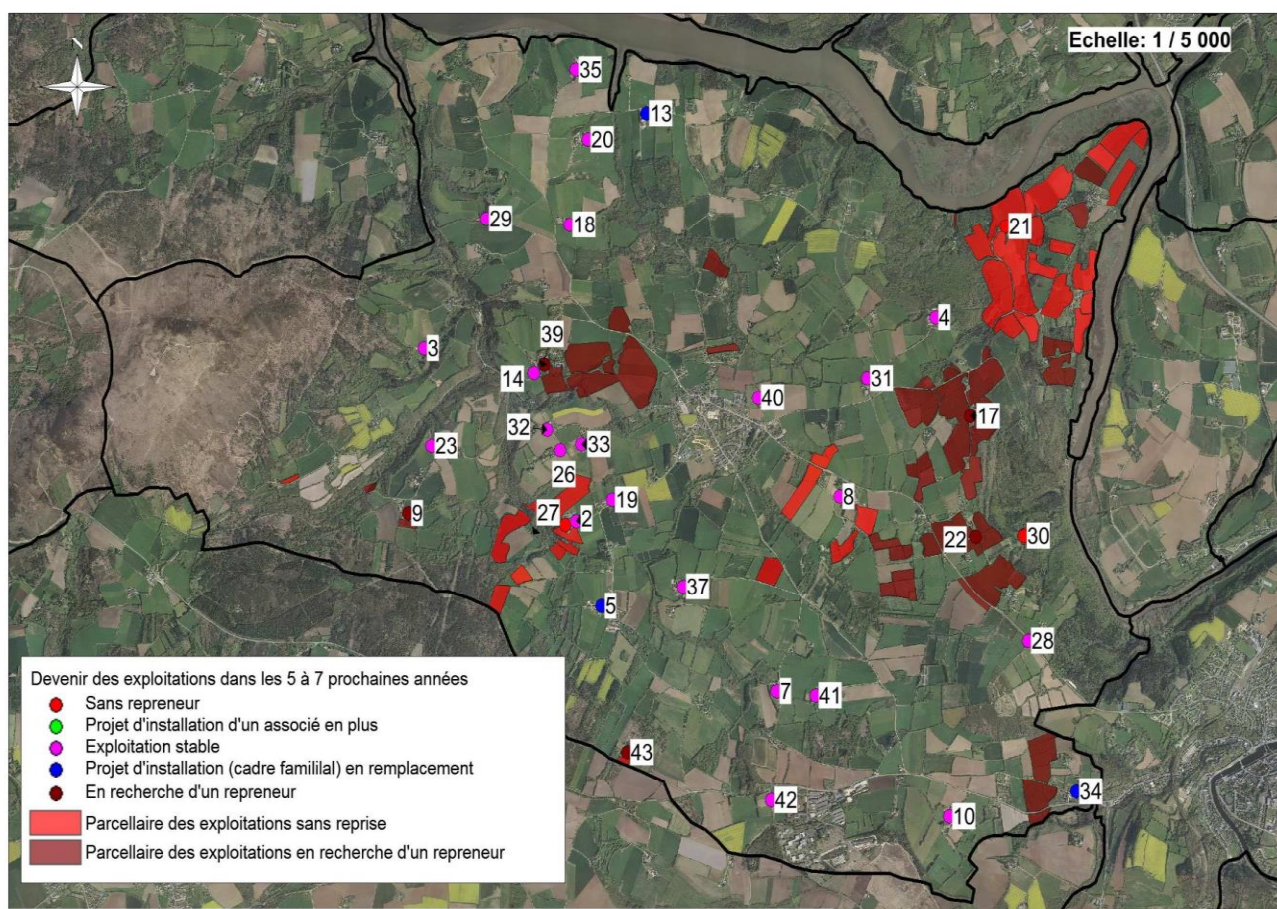
10 exploitants seront concernés dans les 5 à 7 années à venir par des départs en retraite.

- Pour 3 exploitations : pas de repreneur connu ni, à priori, envisageable (pour le site de production). Le parcellaire sera alors repris dans le cadre de projet d'agrandissement d'exploitations existantes. Ces exploitations exploitent 143.5 ha.
- Pour 7 exploitations : reprise de l'outil de production envisagé ou envisageable :
 - transfert au conjoint (1), installation dans le cadre familial (2)
 - recherche d'un repreneur (4). Ces exploitations exploitent 176 ha.

Bien que la majorité de la population agricole de DINEAULT ait moins de 50 ans (58% des exploitants), un réel enjeu existe en terme de reprise des outils de production et du parcellaire des exploitants amenés à partir en retraite dans les 5 à 7 prochaines années. En effet, à l'heure d'aujourd'hui, 4 exploitants sont à la recherche d'un repreneur pour leur outil de production. Le parcellaire de ces 4 exploitations ajouté aux parcellaires des exploitations sans reprise, représentent une surface de près de 320 ha, surface qui serait reprise dans le cadre d'agrandissement d'exploitations de la commune ou extérieures à la commune.

La reprise de ces outils de production dans le cadre de projet d'installation garantira le maintien d'une agriculture dynamique sur la commune et limitera le risque d'enfrichement d'une partie du territoire.

Diagnostic agricole DINEAULT Devenir des exploitations dans les 5 à 7 ans



cartographie Chambre d'agriculture de Bretagne sur fond orthophotographie IGN2015

➤ **Le commerce et l'artisanat**

A l'instar des petites communes rurales, les commerces de proximité sont peu représentés à Dinéault. L'offre commerciale ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins de première nécessité des habitants. Bien qu'incomplète, il existe une offre qualitative sur la commune. En témoigne notamment le développement d'une offre en vente directe de produits locaux et de commerces itinérants.

La commune dispose :

- 1 bar tabac journaux FDJ
- 1 bar à vin restaurant
- 1 boulangerie-pâtisserie
- 1 épicerie

En 2019 une halle couverte a été construite afin d'accueillir maraîchers et autres producteurs.



Les entreprises artisanales (métiers du bâtiment, des travaux agricoles et des travaux publics) sont majoritairement dispersées sur le territoire.

La zone d'activités de Ty Vougeret accueille une centrale à béton. Suite au départ de Breizelec sur Châteaulin, des locaux se sont libérés.

➤ **Le tourisme**

La commune dispose d'atouts touristiques indéniables avec le Ménez Hom et ses vues panoramiques sur toute la région, les rives de l'Aulne, le patrimoine bâti, l'environnement et les paysages remarquables. Malgré ces atouts le potentiel paraît sous exploité et profite peu à l'économie locale, la commune étant essentiellement soumise à un tourisme de passage.

La commune dispose néanmoins d'une capacité d'hébergements touristiques composée :

- d'un camping de 30 emplacements et 12 locatifs (chalets, mobil home),
- gîtes ruraux classés



Camping de Ty Provost (crédit photo : camping street view)

4 LES CHOIX RETENUS POUR ELABORER LE PLU

4.1 LES GRANDES LIGNES DU PADD

4.1.1 *LES ORIENTATIONS RETENUES*

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), est établi dans le respect articles L151-5 et L101-2 du code de l'urbanisme. Le PADD a été débattu en conseil municipal le 9 mai 2019 et en conseil communautaire le 25 juin 2019.

La collectivité souhaite affirmer l'identité de la commune et soutenir son territoire avec comme objectif principal **« Vivre en harmonie avec notre territoire »**

Dans ce but, la commune a retenu **7 orientations stratégiques**.

1^{ère} orientation : accueillir une population nouvelle tout en limitant la consommation foncière

- Objectif 1 : attirer une population nouvelle résidente
- Objectif 2 : affirmer la place prépondérante du bourg et améliorer la cadre de vie des habitants
- Objectif 3 : offrir une alternative à l'installation dans le bourg

2^{ème} orientation : Permettre le maintien et le développement des activités économiques du territoire

- Objectif 1 : assurer la continuité et permettre la diversification de l'activité agricole
- Objectif 2 : maintenir et mettre en valeur les commerces et les services
- Objectif 3 : valoriser les activités de tourisme et de loisirs de nature
- Objectif 4 : Favoriser le maintien, voir l'accueil, des activités artisanales sur le territoire communal
- Objectif 5 : assurer un bon niveau d'équipement numérique

3^{ème} orientation : Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti et les continuités écologiques

- Objectif 1 : préserver et mettre en valeur les espaces naturels remarquables
- Objectif 2 : préserver le patrimoine naturel « ordinaire »
- Objectif 3 : préserver le petit patrimoine « ordinaire »

4^{ème} orientation : Améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des déplacements

- Objectif 1 : poursuivre l'aménagement du bourg
- Objectif 2 : développer les liaisons douces

5^{ème} orientation : Protéger la ressource en eau

- Objectif 1 : préserver les zones humides et les cours d'eau
- Objectif 2 : préserver l'eau potable
- Objectif 3 : gérer les eaux pluviales

6^{ème} orientation : Réduire l'exposition de la population aux risques

7^{ème} orientation : Accompagner la transition énergétique

- Objectif 1 : promouvoir des formes urbaines prenant en compte les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables
- Objectif 2 : favoriser le développement des énergies renouvelables
- Objectif 3 : limiter les déplacements automobiles

4.1.2 LES OBJECTIFS D'ACCUEIL DE POPULATION

Le fort dynamisme démographique (+1,4%/an depuis les années 1999 de source INSEE) n'est qu'apparent puisque influencé par l'intégration à la population communale des effectifs de l'école de gendarmerie localisée à Ty Vougeret. Ce dynamisme démographique ne génère pas de besoins proportionnels en logements puisque ces effectifs sont majoritairement logés au sein même de l'école.

Les perspectives de développement ont été établies à partir des chiffres de population hors effectif de gendarmerie. C'est ainsi que de source communale, la population serait en 2017 de 1450 habitants soit une croissance démographique annuelle de +0,23% par an pour la période 1999-2017.

Le nombre de logements à produire tient compte de l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire (qui est le principal moteur de la croissance démographique) mais aussi du phénomène de desserrement des ménages (on appelle « desserrement des ménages » le fait d'être de moins en moins nombreux par logements en raison notamment du vieillissement ou des séparations). Quelle que soit son origine, le desserrement des ménages a pour effet de créer une demande en logements alors que le nombre de personne reste le même.

L'estimation des besoins en logements tient également compte de l'évolution du parc des résidences secondaires et logements vacants : 13,5% des logements sont des résidences secondaires ; le taux de logements vacants de près de 10% (à noter un doublement inexpliqué du taux entre 2011 et 2017). Le vieillissement de la population et l'évolution des comportements de cohabitations impliquent que cette donnée soit intégrée dans la prospective démographique. Dans le cas de Dinéault, le nombre de personnes par logement varie de 2,2 enregistré en 2017 à 2,1 en 2029.

Le PLU est calibré pour une croissance démographique annuelle de 0,45% par an. Ce taux, supérieur à celui estimé pour la période 1999-2017 hors effectif de la gendarmerie, prend en compte le fait que l'école de gendarmerie emploie de plus en plus de personnels civils. Ces personnels civils n'étant pas hébergés sur site, une demande croissante en logements est enregistrée sur la commune.

Les besoins estimés en logements sont d'environ 60 logements sur 10 ans, soit 6 logements par an (dont 2 n'ayant pas d'effet démographique, c'est-à-dire répondant aux besoins des ménages déjà installés sur la commune). Ce chiffre est inférieur au chiffre avancé par le PLH 2019-2024 qui est de 8 logements par an.

En application des densités fixées par le SCoT de 15 logements/ha (densité brute) en extension, les besoins en foncier sont estimés à 4 ha pour 60 logements.

4.1.3 ANALYSE DU POTENTIEL FONCIER AU SEIN DE L'ENVELOPPE URBAINE

En vue de répondre aux exigences législatives en matière de limitation de la consommation d'espace, il est nécessaire d'évaluer la capacité de densifications de l'enveloppe urbaine. Cette analyse permet de calibrer au mieux les besoins en extension au regard des projections démographiques et des besoins en logements identifiés à l'échelle de la commune, en accord avec son projet de développement.

Investir les disponibilités foncières est un enjeu majeur de la commune dont la richesse naturelle, agricole et maritime est à préserver. La mobilisation de ce potentiel foncier a aussi pour but de valoriser le centre bourg.

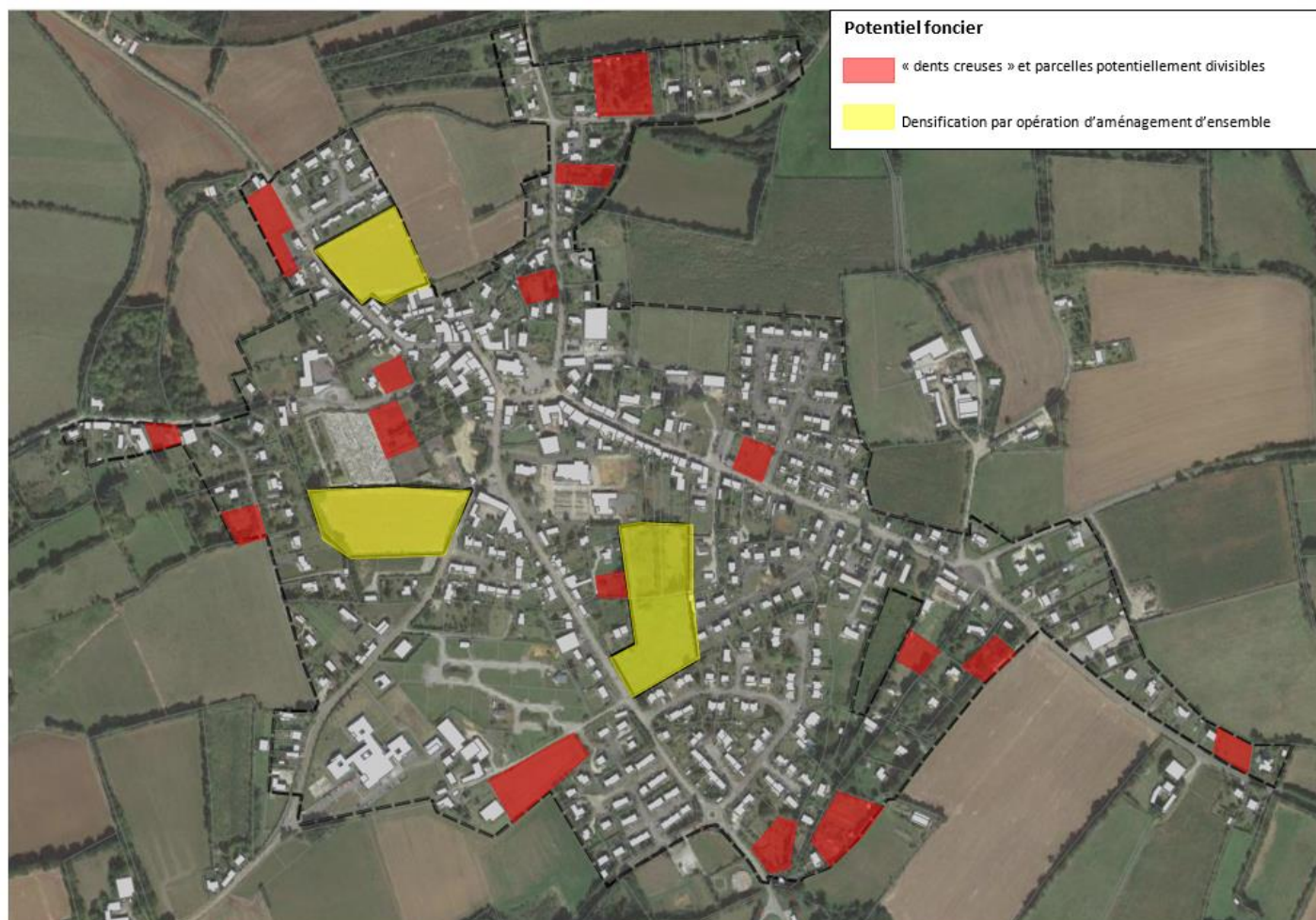
Le potentiel de densification de l'enveloppe urbaine comprend :

- des dents creuses, situées de manière diffuse au sein de l'enveloppe urbaine,
- des parcelles potentiellement constructibles dans le cadre de divisions parcellaires. Leur urbanisation dépend de la volonté des propriétaires et est donc difficilement mesurable,
- des cœurs d'ilots qui correspondent à des groupements de dents creuses et/ou de divisions parcellaires, sur lesquels des projets d'aménagement d'ensemble sont envisageables.

Le potentiel foncier est estimé à près de 3,2 ha en « dents creuses ou divisions foncières » et 3,6 ha en densification par opération d'aménagement d'ensemble au sein de l'agglomération du bourg.

Ce résultat brut du potentiel foncier ne peut être comptabilisé dans sa totalité et ce pour plusieurs raisons :

- la dureté foncière,
- l'intérêt du gisement (typologie, localisation, configuration),
- la faisabilité technique (ex : il est plus aisé de construire sur une parcelle non bâtie avec un accès direct depuis la route que de construire en fond de parcelles de parcelles déjà construites).



Les disponibilités foncières au sein de l'enveloppe du bourg répondent aux besoins estimés sur la durée du PLU soit une dizaine d'années.

4.2 LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE DES OBJECTIFS DU PADD

Pour mettre en œuvre son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la commune de Dinéault utilise son PLU comme un outil de gestion du territoire tenant compte de la dimension opérationnelle de l'urbanisme. Les objectifs du PADD sont traduits réglementairement au travers du plan de zonage et du règlement écrit.

Il est important de noter que les dispositions du règlement écrit et graphique sont complétées des dispositions données par les orientations d'aménagement et de programmation.

4.2.1 LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES POUR L'HABITAT

Il existe deux types de zones à vocation d'habitat au PLU : la zone déjà urbanisée classée UH et les zones à urbaniser classées 1AUh. Certains secteurs sont par ailleurs concernés par des OAP sectorielles (voir chapitre suivant).

Le secteur UH (60 ha, dont 3,2 ha de disponibilités foncières potentielles, correspond à l'enveloppe agglomérée du bourg : espace pouvant évoluer au regard de la loi littoral et du SCoT). En cohérence avec l'objectif du PADD d'affirmer la place prépondérante du bourg, un secteur UH, au sein duquel on identifie 2 types de morphologie urbaine (voir ci-après), a été créé sur l'enveloppe du bourg.

- l'une **dense et agglomérée caractéristique des tissus anciens** d'une centralité. Les constructions y sont édifiées en règle générale en ordre continu et à l'alignement des voies. Elle se caractérise par une urbanisation continue, dense, où s'exprime le caractère identitaire de la commune. Les disponibilités foncières en constructions neuves sont quasi inexistantes.
- l'autre plus récente et diffuse essentiellement constituée **d'un habitat pavillonnaire**. Le potentiel de densification et de division parcellaire y est assez important.

Le secteur UH est ouvert à la mixité fonctionnelle compatible avec l'habitat et l'animation du centre bourg.

Le secteur 1AUh à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat (3,6 ha) correspond aux cœurs d'ilots non bâtis de +/- 1 ha situés au sein de l'enveloppe urbanisée du bourg. Les opérations d'aménagement sont soumises à Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'y édicter des principes d'aménagement répondant aux objectifs de densification.

Le secteur 1AUh, dont la vocation dominante est l'habitat, délimite les espaces destinés à être ouverts à l'urbanisation à court ou moyen terme.

Dans les zones A et N le PLU dispose que les habitations existantes peuvent faire l'objet d'une extension mesurée et d'une annexe implantée à une distance maximale de 20 m de l'habitation.

4.2.2 LES SECTEURS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Le secteur UM (58,3 ha) correspond à la zone urbanisée de Ty Vougeret destiné à recevoir les installations, constructions et équipements nécessaires au fonctionnement de l'école de gendarmerie (service public militaire affecté à la Défense Nationale). La densité des constructions existantes (constructions non matérialisées au cadastre car il s'agit d'une installation militaire), la mixité des fonctions (activités, logements)... permet de qualifier ce secteur d'agglomération au titre de la loi littoral.

La délimitation du secteur UM correspond au site militaire en fonctionnement. Sont autorisées les constructions, installations et occupations du sol nécessaires au fonctionnement du service public militaire. Aucune règle régissant les constructions ou aménagements n'est édictée au regard de la vocation même de la zone.

Le secteur Ui (5,4 ha) est dédié aux activités économiques de caractère industriel et artisanal. En cohérence avec les orientations du PADD, la délimitation du secteur Ui répond à la volonté de conforter la zone d'activités de Ty Vougeret par une extension de son emprise foncière en continuité du site existant.

Le secteur 1AUi à vocation d'activités artisanales (0,74 ha). En cohérence avec les orientations du PADD visant notamment à maintenir, voire à accueillir de nouvelles activités artisanales sur le territoire, un secteur 1AUi a été créé en entrée de bourg au niveau du Pont ar Goff. Tel que préconisé par le SCoT cette zone d'activités artisanales se situe en continuité de l'urbanisation existante.

Les secteurs Ai (2,65 ha) sont destinés à la pérennisation des activités économiques isolées en espace rural (dont les entreprises de travaux agricoles qui ne sont pas autorisées en zone agricole car non qualifiées « d'exploitations

agricoles »). Le PLU identifie 2 secteurs. Ces secteurs sont destinés à permettre l'extension limitée des bâtiments à vocation d'artisanat et d'un ETA (établissement de travaux agricoles).

Le secteur NL (2,3 ha) correspond à l'emprise de l'ancien « camping de Ty Provost ». Situé en discontinuité de l'agglomération, cette zone NL ne peut faire l'objet d'aucune extension par rapport à l'emprise autorisée. Seules sont autorisées les installations, constructions et aménagements liés et nécessaires aux activités touristiques ou de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle.

4.2.3 LE SECTEUR DEDIE AUX ACTIVITES AGRICOLES

L'activité agricole participe à l'identité du territoire. La zone agricole correspond aux secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Le secteur Aa (2577,61 ha) protège l'essentiel des terres agricoles. Il intègre les sites d'exploitation agricole mais également les hameaux, écarts et bâtis isolés qui parsèment l'espace rural.

Le secteur Aa est prioritairement destiné à l'exploitation agricole et à sa pérennisation. Au-delà, le règlement prévoit les conditions d'une évolution modérée du bâti de tiers notamment au niveau des extensions des logements et de la possibilité de changement de destination de certains bâtiments ruraux.

Les règles de réciprocité rappelées à l'article L111-3 du code rural s'appliquent.

La commune étant littorale, les projets de constructions et installations agricoles doivent recueillir l'accord du Préfet après avis de la CDNPS et de la CDPENAF. A noter que pour les parcelles situées en espace proche du rivage (EPR), la règle qui autorise les constructions agricoles en discontinuité de l'urbanisation ne peut s'y appliquer.

4.2.4 LES SECTEURS DEDIES A LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE NATUREL

La zone naturelle N est destinée à être protégée en raison, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leurs intérêts, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique. En cohérence avec les orientations du PADD visant à préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les continuités écologiques, le PLU délimite plusieurs secteurs de la N répondant à différents enjeux

Le secteur Na (874 ha) a vocation à préserver les éléments du patrimoine « ordinaire » : certains boisements, vallées, abords des cours d'eau. Ne peuvent y être autorisés que les projets d'intérêt général et les aménagements nécessaires à la sécurité, la gestion et à l'ouverture au public de ces espaces. Comme au sein du secteur Aa, le secteur Na intègre quelques constructions à usage d'habitation qui bénéficie des mêmes droits à construire que ceux autorisés en secteur Aa (voir supra § 4.2.1).

La zone Ns (560,9 ha de NS terrestre) correspond aux espaces remarquables du littoral. Ces derniers ont été notifiés à la commune par les services de l'Etat dans les années 90. Les possibilités offertes par le règlement sont strictes et définies par le code de l'urbanisme. Le Ns terrestre n'a pas été distingué du Ns maritime, compte tenu de la faible surface de ce dernier.

Les espaces littoraux ont fait l'objet d'une expertise dans le cadre du SCoT. Ces expertises ont conduit à délimiter les Espaces Remarquables du littoral, sur des critères fondés tant sur la qualité écologique que paysagère des sites. Le PLU inscrit ainsi les zones Ns dans le PLU, cadre de protection efficace grâce à un dispositif réglementaire strict n'autorisant que les aménagements légers prévus par l'article.

Le Plan Local d'Urbanisme reprend très largement cette délimitation. L'élaboration du PLU a été l'occasion de mettre à jour les périmètres des espaces remarquables du SCoT. Des compléments à la zone Ns relative à la protection et la sauvegarde de ces sites et paysages ont été ajoutées au PLU à cet effet. La zone Ns est étendue à l'ensemble des habitats naturels du site Natura 2000 et du site classé et inscrit du Menez Hom (et des "runs" en continuité de celui-ci en limite sud de la commune).

La zone Nzh (450,5 ha) a pour objet de préserver les zones humides. En application du SAGE AULNE, y sont interdits tous travaux relevant du domaine de l'urbanisme et affectant le fonctionnement et les caractéristiques de la zone : construction, remblaiement, exhaussement et affouillements, dépôts divers....

4.2.5 TABLEAU DES SURFACES

Ce tableau présente les surfaces des différents zonages mis en œuvre dans le PLU. Le PLU tient compte de la nécessité de limiter la consommation foncière et classe constructible le foncier devant répondre aux besoins réels du territoire d'ici 2030.

Projet de PLU	
Zones	Surface en ha
UH	60
Ui	5,4
UM	58,3
1AUh	3,6
1AUi	0,74
Aa	2577,61
Ai	2,65
Na	874
NL	2,3
Ns	560,9
Nzh	450,5
Total	4596 ha

4.3 LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) se situent dans une perspective pré-opérationnelle. Elles sont opposables, dans leurs principes, aux opérateurs et permettent de traduire concrètement les orientations du PADD, par des choix d'aménagement permettant leur mise en œuvre sur le terrain.

Les OAP prévoient zone par zone des objectifs en matière de production de logements, d'accès et de desserte, de protection des éléments constitutifs du paysage ou de l'environnement. Elles concourent à répondre aux objectifs de qualité urbaine et paysagère, de mixité et d'amélioration des déplacements définis au PADD.

Le PLU met en place **4 OAP sectorielles**, dont une à vocation d'activités économiques, applicables aux secteurs stratégiques de développement urbain du fait de leur localisation et/ou de leur emprise.

Bien qu'en zone UH la mixité fonctionnelle soit autorisée, **une zone 1AUi** est créée en continuité du bourg afin de pouvoir accueillir des entreprises artisanales nouvelles et/ou permettre la délocalisation d'activités existantes dont la localisation actuelle ne permet pas une évolution de l'outil de production par exemple.

Les zones 1AUh constituent les plus grandes dents creuses du tissu urbain du bourg de Dinéault et la mise en œuvre d'OAP sectorielles a pour objet premier d'y imposer des densités minimales en application du SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay et d'assurer l'insertion des opérations dans le tissu déjà urbanisé (accès, desserte, paysage).

Chaque OAP sectorielle (pièce 3 du PLU) fait l'objet d'orientations écrites associés à un schéma d'aménagement spatialisant et précisant certaines orientations.

Les éléments qui figurent dans les OAP sectorielles permettent de traiter 6 thématiques :

- Les cheminements doux (desserte piétonne) à créer : leur emplacement est donné à titre indicatif, mais le principe de desserte est obligatoire (direction, connexion)
- Les voies d'accès et de desserte : la réalisation de l'opération est conditionnée par la réalisation d'un ou plusieurs accès et d'une voirie interne à l'opération. L'emplacement des accès peut varier à la marge et la voirie interne à l'opération n'est qu'indicative.
- Paysage et environnement : interface paysagère à créer, haie bocagère et talus à préserver. La totalité de la haie et/ou du talus doit être préservé, y compris le système racinaire de la haie. L'implantation des constructions et des voiries devra respecter cet objectif, avec un éloignement minimal de 3 m.
- Aménagement : il s'agit d'y indiquer les hypothèses d'implantation des constructions pour tenir compte des expositions solaires.
- Programme de construction : il s'agit de préciser la densité minimale attendue au sein de l'OAP.
- Gestion des eaux pluviales : un renvoi est fait vers les règles issues du zonage d'assainissement eaux pluviales.



4.4 LES INFORMATIONS UTILES ET LES PERIMETRES DE PROTECTION

4.4.1 **LES ESPACES BOISES CLASSES – EBC**

Les boisements couvrent aux environs **de 14 %** de la surface communale. Sont classés en Espaces Boisés Classés (EBC) les boisements de feuillus dominants des versants de la vallée de l'Aulne et ses affluents (rôles hydrauliques, anti-érosifs).

Les bois de plus de 25 ha (bois du Chap, de Rozarnou, Trevoazec...) soumis à Plan Simple de Gestion sont exclus des EBC, puisque étant l'objet d'une programmation des travaux et des coupes nécessaires pour chaque parcelle.

Les boisements du Menez Hom, à l'exception des bois d'intérêt communautaire, sont exclus des EBC du fait de l'existence d'un plan de gestion au titre des Espaces Naturels Sensibles du Département ; dans ce document, le boisement (souvent pinèdes) n'est pas forcément l'état de conservation souhaité (restauration des landes, lutte contre les incendies...).

Sont également exclus des EBC les landes, broussailles, fourrés, saulaies résultant de la déprise agricole (sauf exception) dont le déboisement doit être possible pour améliorer la biodiversité et ouvrir le paysage.

4.4.2 **LES ELEMENTS DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE A PRESERVER**

L'article L151-19 du Code de l'urbanisme prévoit que « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres* ».

Article L151-23 du code de l'urbanisme prévoit quant à lui que « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.* »

En application de ces dispositions du code de l'urbanisme, la commune a identifié des éléments du paysage à protéger, conserver, mettre en valeur. On distingue les éléments bâtis des éléments non bâtis.

➤ Les éléments bâtis du petit patrimoine : plusieurs éléments du patrimoine vernaculaire sont protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : puits, fours, lavoirs, chapelle, fontaine... dès lors qu'ils ne bénéficient pas déjà d'une autre protection notamment au titre des monuments historiques. L'enjeu pour la commune réside dans leur préservation et dans leur mise en valeur pour leur importance dans la structuration du paysage rural. Ces éléments sont repérés sur la planche graphique du règlement.

➤ Les éléments non bâtis sont constitués du linéaire bocager. L'identification d'éléments à préserver au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme permet de protéger des éléments de paysage en soumettant leur destruction ou leur modification à une demande d'autorisation administrative auprès de la commune. Le choix des haies protégées au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme s'est effectué à partir d'un travail de recensement par la Chambre d'Agriculture du Finistère. Tous travaux (coupe, abattage,...) sont soumis à

autorisation et pourront être refusés s'ils mettent en péril une continuité écologique ou s'ils portent préjudice au paysage. Le PLU protège les quelques 215 km de talus recensés dans le diagnostic agricole.

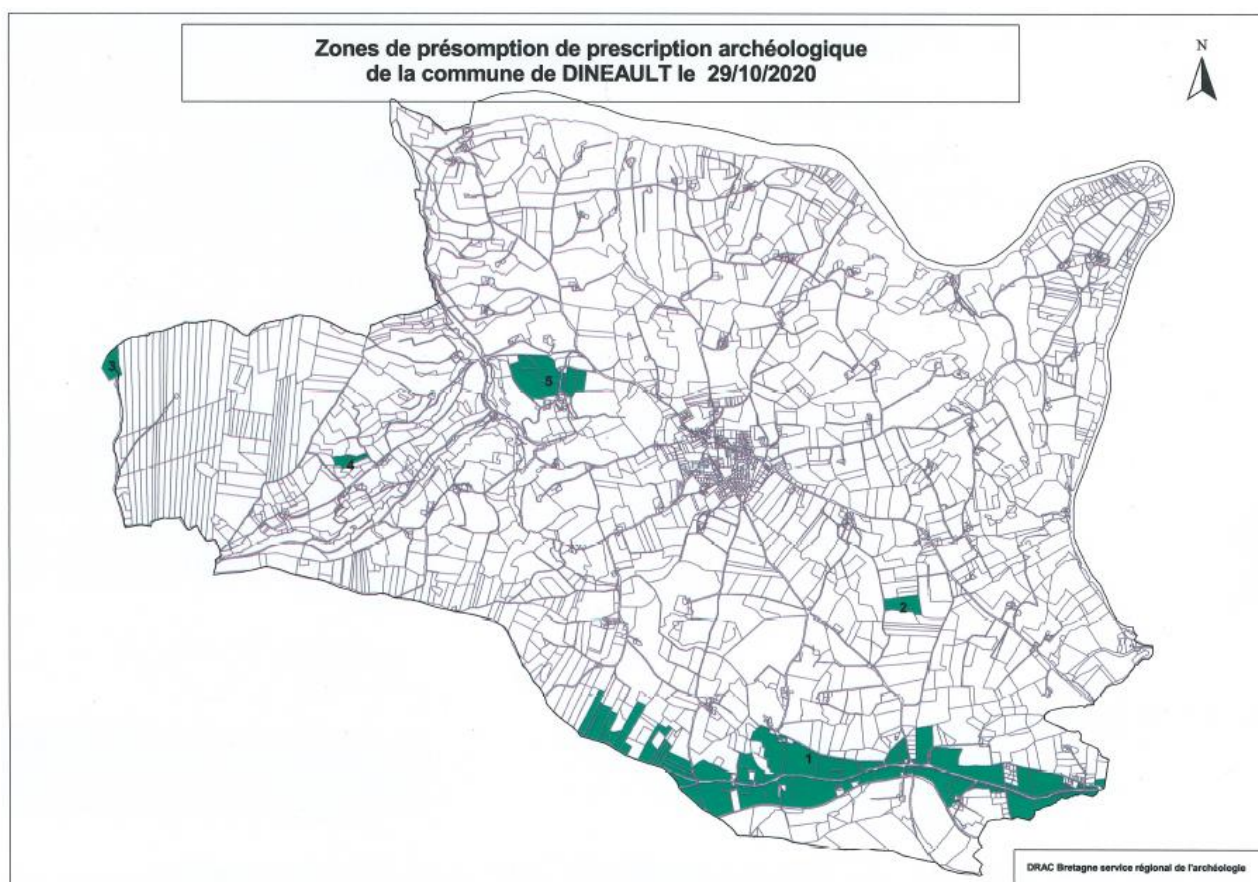
4.4.3 L'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Cinq sites archéologiques ont été identifiés par le Service Régional de l'Archéologie et communiqués à la collectivité ("porter à connaissance" de l'Etat). Le règlement graphique du PLU fait figurer à titre informatif les secteurs concernés par une sensibilité archéologique où des dispositions spécifiques s'appliquent au titre du code du Patrimoine

En termes de découvertes archéologiques fortuites, il est rappelé que toute découverte archéologique (poterie, monnaies, ossements, objets divers...) doit être immédiatement déclarée au maire de la commune ou au Service Régional de l'Archéologie.

Sur les cinq sites archéologiques répertoriés sur la commune, on distingue les secteurs concernés par la zone de saisine du Préfet de Région de ceux qui, en complément, doivent être protégés par un zonage naturel (Na) au PLU.

En matière d'archéologie préventive : *«les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection, et le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définie par la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001. ».*



4.4.4 LES EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés présents sur la commune annoncent la volonté d'acquisition par la commune de surface en vue de réaliser des aménagements d'intérêt public. Ces emplacements réservés donnent à la commune un droit de préemption et aux propriétaires un droit de délaissement.

Les emplacements réservés ont pour objet d'améliorer le maillage des cheminements doux entre notamment le centre bourg et le futur parc paysager.

N°	Objet	Bénéficiaire	Surface (m²) avant bornage
1	Liaison douce	Commune	257 m²
2	Parc paysager	Commune	5465 m²
3	Accès au parc paysager	Commune	268 m²
4	Liaison douce	Commune	99 m²
6	Liaison douce	Commune	48 m²
5	Voie Verte	Département	1338 m²

Les surfaces sont données à titre indicatif. Le cas échéant elles seront ajustées après réalisation d'un bornage ou établissement d'un document d'arpentage par un géomètre.

4.4.5 LES MARGES DE REcul PAR RAPPORT AUX ROUTES DEPARTEMENTALES

La commune est concernée par les marges de recul qui s'appliquent le long des routes départementales 887, 60, 247 et 47.

Les marges de recul des constructions sont instituées pour les raisons suivantes :

- garantir la sécurité routière en s'assurant du respect des distances de visibilité
- protéger les riverains des nuisances sonores liées au trafic routier
- limiter les constructions dans l'environnement proche de la voie en raison de son utilité potentielle pour des élargissements ou aménagements ultérieurs de sécurité ou autres.

Elles s'appliquent aux constructions nouvelles situées le long des routes départementales en dehors des limites d'agglomération matérialisées conformément à l'article R110-2 du Code de la route.

Ne sont pas concernées par les marges de recul les extensions des bâtiments existants dans la limite de l'alignement de la façade existante, les annexes, les installations et ouvrages nécessaires aux services publics et réseaux d'intérêt public s'ils n'impactent pas défavorablement la sécurité et ne compromettent pas la stabilité et le fonctionnement de la route

Hors agglomération, en zones agricole et naturelle la marge de recul applicable aux routes départementales 60, 47 et 247 est de 20 mètres pour les constructions à usage d'habitation et 15 m pour les autres constructions.

Dans sa partie sud, la commune est traversée par la RD887, route classée à grande circulation et générant un recul des constructions de 75 mètres au titre de la loi Barnier.

4.4.6 LES CHANGEMENTS DE DESTINATION

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en application de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme il est possible de répertorier en zone agricole ou naturelle les bâtiments présentant un intérêt architectural et/ou patrimonial en vue d'autoriser un **changement de destination**².

Lorsqu'un bâtiment (ex : grange) est à usage agricole, il est considéré par l'administration comme non habitable. Pour transformer en surface habitable des bâtiments qui ont perdu leur utilité agricole, il faut permettre un changement de destination.

Pour sauvegarder ces constructions qui participent à l'identité rurale du territoire, la commune a recensé et inscrit dans le PLU des bâtiments afin qu'ils puissent devenir des habitations sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole et la qualité paysagère du site.

Le règlement pose un certain nombre de conditions pour qu'un changement de destination soit acceptable, sachant qu'il fera dans tous les cas, au titre du projet, l'objet d'un avis conforme de la commission départementale compétente (CDPENAF ou CDNPS).

Pour pouvoir être éligible au recensement, les critères suivants ont été définis par la commission d'urbanisme :

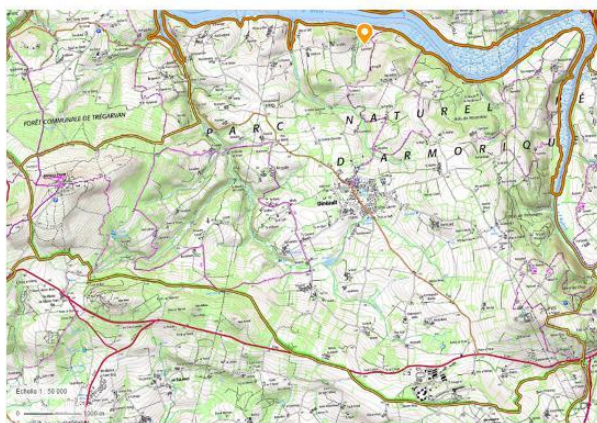
- porter sur des bâtiments présentant un intérêt patrimonial
- pouvoir accueillir un dispositif d'assainissement individuel (nécessité de prouver l'aptitude du sol à l'assainissement),
- ne pas se situer dans le rayon des 200 m d'une exploitation agricole.

Le recensement est basé sur le questionnaire proposé aux habitants, le guide « changement de destination des bâtiments agricoles » du CAUE Finistère, les investigations terrain d'un élu (reportage photographique des bâtiments demandés par les particuliers) et la validation par la commission d'urbanisme.

32 bâtiments ont été identifiés comme étant susceptibles de changer de destination.



² Le changement de destination consiste à passer d'une affectation à une autre (exemple : transformation d'une ancienne étable en logement)

LANVIAN

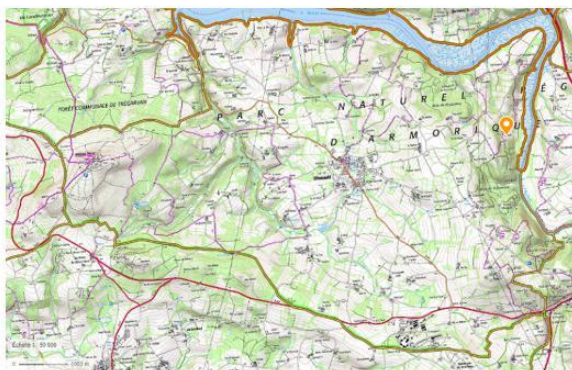
Bâtiments en pierres aux fonctions originelles multiples dispersés autour d'une cour ouverte



1 - Emprise au sol : environ 70 m²

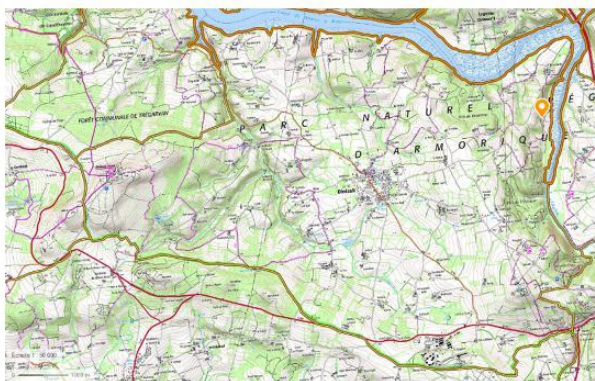


2 - Emprise au sol : environ 130 m²

CONCILY

1 - emprise au sol : environ 200 m²

Bâtiment agricole construit en deux époques : construction primitive en schiste, extension en pierres

COSQUINQUIS

Anciens logis mixte

Façade nord

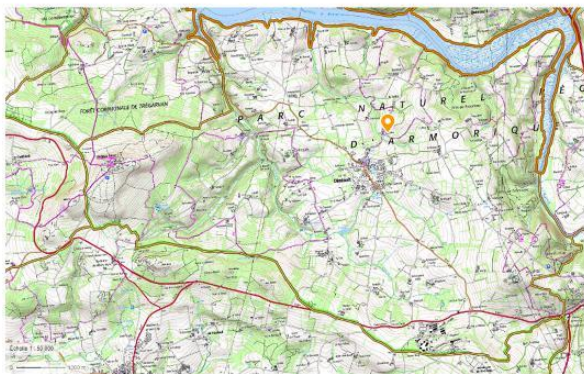


Façade ouest

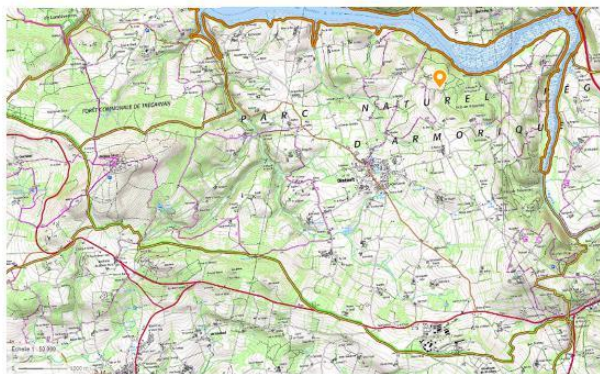
1 - emprise au sol : environ 150 m²2 - emprise au sol : environ 130 m²**KERREDAN**

Anciens logis mixte (1 et 3) et étable (3)

1 - emprise au sol : environ 70 m²2 - emprise au sol : environ 180 m²3 - emprise au sol : environ 105 m²

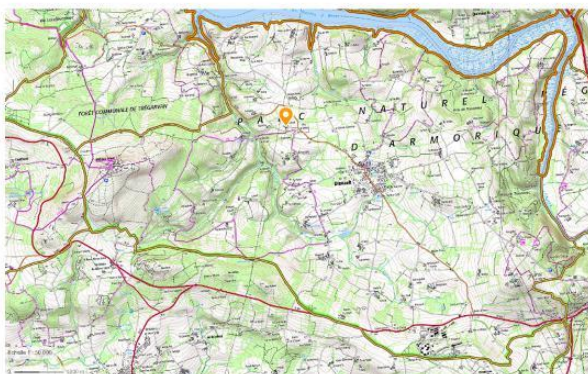
STERADEN

Ancienne grange

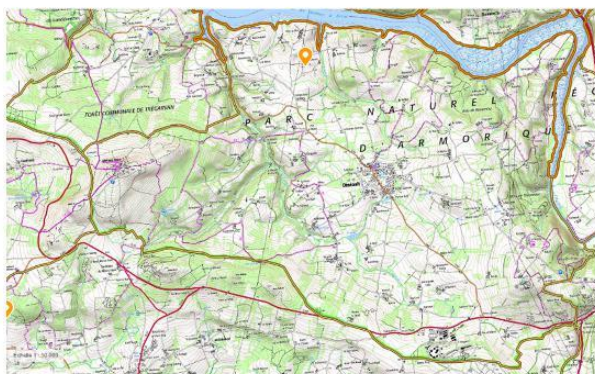
**TOULAR HOAT**

Ancien logis mixte avec la partie habitation à droite (1) et la partie exploitation à gauche(2)

Emprise au sol de l'ensemble: environ 180 m²

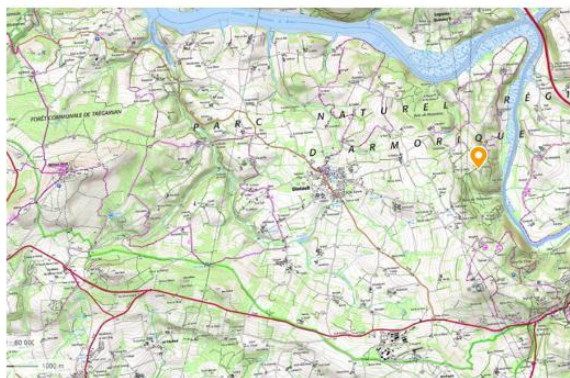
PENFRAT

Ancienne étable

1 - emprise au sol : environ 250 m²**TY HORNEC**

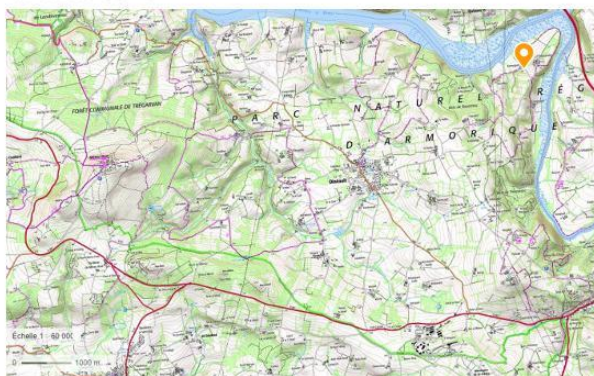
Ancienne grange en L

1 - emprise au sol : environ 200 m²2 - emprise au sol : environ 90 m²

TREVOAZEC

Ancien logis mixte

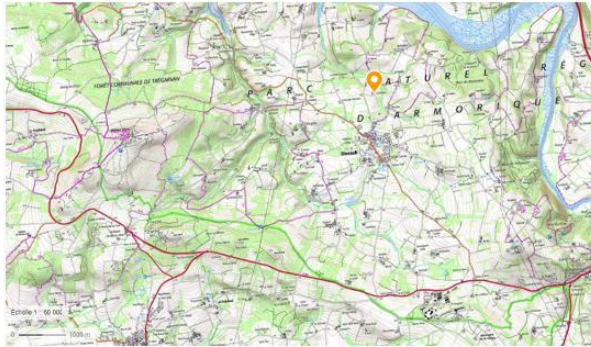
Anciennes granges présentant des dimensions importantes

1 - emprise au sol : environ 75 m²2 - emprise au sol : environ 180 m²**KERMOGUEN**

Ancien pressoir à pommes

1 - emprise au sol : environ 90 m²

TY NEVEZ

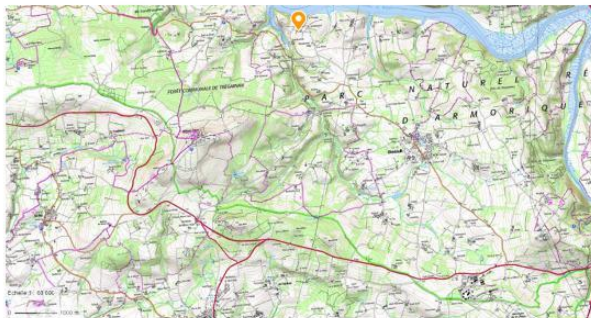


Anciennes granges en enfilade donnant sur cour



Emprise au sol de l'ensemble : environ 280 m²

KERBASTARD



Ancienne étable (année de construction 1895)

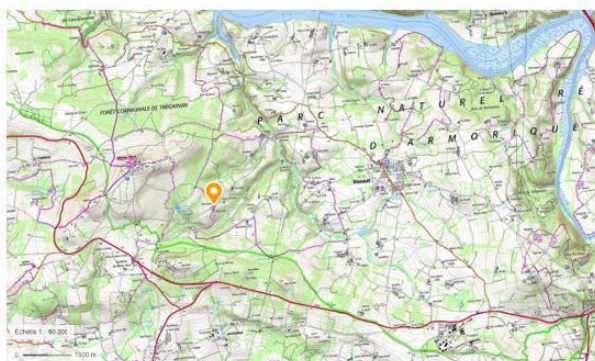


1 - emprise au sol : environ 75 m²

GUERNEUR

Anciennes granges donnant sur cour

1 - emprise au sol : environ 120 m²2 - emprise au sol : environ 200 m²**PEN AR STANG**Anciennes granges de respectivement 90 m² et 2x150 m² donnant sur cour

KERNALIVET

Bâtiments en pierre donnant sur cour dont l'usage initial était meunerie écurie (1), maison à usage d'habitation et cidrerie (2) et étables en enfilade (3)



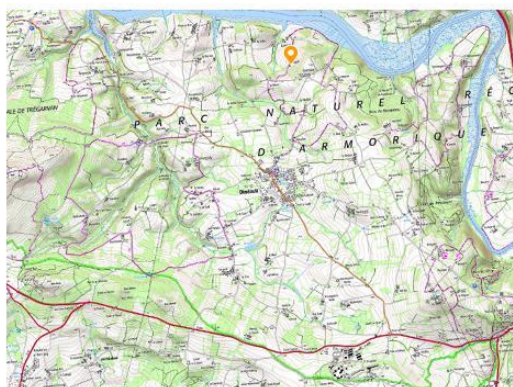
1 - emprise au sol : environ 95 m²



2 - emprise au sol : environ 100 m²



3 - emprise au sol : environ 150 m²

KERGOFF

Parcelle ZH 113 FACADE EST



Parcelle ZH 113 FACADE OUEST

5 ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION

5.1 LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES GENERAUX DE L'URBANISME

Le PLU est un document d'aménagement qui traduit, par des règles et servitudes d'occupation du sol, le projet de développement futur de la commune. Il permet donc de fonder une politique locale d'aménagement tout en gardant sa vocation de gestionnaire de l'espace.

En application de l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme, les explications des choix retenus doivent être établies vis-à-vis des principes énoncés aux articles **L.101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme**.

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie ».

« Dans le respect des objectifs de développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) les populations résidant dans les zones urbaines et rurales,*
- b) le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux*
- c) une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publique

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques,

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

... »

Le PLU de Dinéault participe aux atteintes des objectifs du développement durable. Il est le reflet d'un projet de territoire adapté à la situation actuelle et défini sur mesure.

Il se base notamment sur les principes suivants :

- stratégie démographique et mixité sociale : pérennité et maîtrise de l'évolution démographique
- stratégie économique locale : mise en place de mesure pour préserver l'activité primaire et les conditions de sa pérennité, les activités commerciales et artisanales
- stratégie environnementale intégrée : utilisation économe du foncier, préservation des milieux naturels, prise en compte de la capacité d'accueil du territoire.

Les choix retenus pour établir le PLU entrent dans le cadre de l'application de ces articles. Ils se résument de la manière suivante :

- Réduction de la consommation foncière en s'appuyant sur un foncier en densification de l'enveloppe urbanisée et en intensifiant les densités moyennes des logements en application du SCoT.
- Satisfaction des besoins en logements présents et futurs en fixant des objectifs d'accueil de population et de production de logements.
- Encadrement du développement urbain par des orientations d'aménagement sectorielles.
- Préservation des outils de production des exploitations agricoles par un zonage adapté arrêtant le mitage de l'espace et en concentrant l'urbanisation dans le bourg
- Préservation des espaces naturels remarquables, des éléments de la trame verte et bleue et des paysages par des zonages et des prescriptions adaptés.
- Sauvegarde du patrimoine bâti en préservant les éléments du petit patrimoine (calvaire, croix, fontaines, lavoirs...) au titre de la loi Paysage
- Préservation du patrimoine architectural et bâti par des prescriptions adaptées permettant les changements de destination.

5.2 LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX


5.2.1 LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCoT) DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY

Le cadre législatif en vigueur conforte et consolide les documents d'urbanisme en ce qu'ils sont les garants d'un juste équilibre entre développement et aménagement du territoire et préservation des espaces agricoles et naturels.

Les informations présentées ci-après détaillent la prise en compte du cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le PLU, via le prisme du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay approuvé le 08/06/2016. Approuvé postérieurement à la loi ALUR (2014) ce SCoT intègre les politiques publiques en matière d'aménagement et un grand nombre d'autres documents supra-communaux : SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Aulne, charte du PNRA.... Il appartient donc aux développements qui suivent de justifier la compatibilité du PLU avec le SCoT.

Orientations du SCoT	Prise en compte dans le PLU
<p align="center">LE PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY ORGANISE SON ARMATURE URBAINE, PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE, POUR UNE INSERTION PROACTIVE DE SON DEVELOPPEMENT DANS LE MAILLAGE OUEST BRETON ET LA MISE EN VALEUR D'UNE MARITIMITE PORTEUSE D'EQUILIBRE ET D'ATTRACTIVITE.</p>	
<p align="center">ENJEU 1-1 Organiser des échanges dynamiques de Châteaulin au littoral en structurant une armature urbaine porteuse de cohésion et un espace économique fort avec Pont de Buis et Pleyben</p>	
1.1.1 S'appuyer sur Châteaulin, Plomodiern et Plonevez-Porzay pour développer un réseau équilibré de pôles urbains supports de services et fonctions urbaines renforcés	Dinéault est qualifiée dans l'armature urbaine du SCoT de pôle de proximité de niveau 3 (après le pôle structurant de Châteaulin et les pôles secondaires de Plomodiern et Plonevez-Porzay). A ce titre, la commune doit assurer un renforcement résidentiel modéré et un développement de services et d'implantations artisanales pour constituer un pôle de proximité vivant et animé.
1.1.2 Articuler l'armature urbaine avec le développement d'une offre numérique et en transport qui accroît l'accessibilité locale et globale du territoire	<p>L'objectif affiché dans le PADD de Dinéault est de 60 logements pour la période 2019-2029, lui permettant de conserver son caractère de commune rurale tout en garantissant à la population une offre en équipements suffisante et une qualité de vie sans conflit d'usages.</p> <p>L'accueil de la population se fera principalement au sein de l'agglomération du bourg sous forme notamment de constructions nouvelles ou dans l'espace rural par le biais des mutations immobilières et des changements de destination.</p>
1.1.3 Développer une offre en logements qui renforce les polarités et l'accès aux mobilités	Le PLU est dimensionné pour répondre aux objectifs de production de logements définis par le SCoT et le PLH 2019-2024. La production de logements neufs aura pour effet de renforcer la polarité du bourg, puisque seule l'agglomération du bourg autorise les constructions neuves à l'exception des logements de fonction des agriculteurs en secteur agricole.
<p align="center">ENJEU 1-2 Préserver le maillage écologique pour fortifier la qualité environnementale maritime et continentale du territoire</p>	
1.2.1 Préserver les réservoirs biologiques et les continuités naturelles majeures nécessaires à leur fonctionnement	<p>Le développement urbain du territoire étant centré sur le bourg, ce dernier a peu d'incidences sur les réservoirs de biodiversité (vallée et estuaire de l'Aulne, Menez Hom). Par les différents zonages et prescriptions qui s'y appliquent, le PLU s'assure que les caractéristiques naturelles des réservoirs majeurs soient maintenues : application d'un zonage Ns sur les espaces remarquables du littoral et d'un zonage Na sur les milieux naturels « ordinaires ». Par ailleurs les réservoirs complémentaires présentant une dominante agro-naturelle sont préservés par des zonages agricoles (Aa) ou naturels (N) en</p>
1.2.2 Entretenir la dynamique bocagère et forestière support d'une trame verte fonctionnelle	

<p>1.2.3 Protéger les zones humides, cours d'eau et milieux associés pour assurer le rôle écologique de la trame bleue</p>	<p>fonction des secteurs, eux-mêmes complétés par des prescriptions spécifiques (zones humides, espaces boisés classés, réseau bocager).</p> <p>Sur la base d'un inventaire réalisé par la Chambre d'Agriculture, la trame bocagère (215 km) est préservée au titre du L151-23 du code de l'urbanisme</p> <p>Le PLU identifie les boisements les plus significatifs au titre des espaces boisés classés. Une attention particulière a été portée sur la préservation des boisements de pente (versants de l'Aulne).</p> <p>Le PLU met en œuvre un panel d'outils relatif à la qualité de l'eau : les cours d'eau figurent sur le règlement graphique et leur lit est zoné en Nzh ou Na. Les zones humides sont classées en zone Nzh et la gestion des eaux pluviales fait l'objet d'un document spécifique qui donne des prescriptions à respecter en matière d'imperméabilisation des sols.</p>
<p align="center">ENJEU 1-3 Valoriser la diversité et la typicité paysagères pour révéler le Pays de Châteaulin et du Porzay au sein de l'armature finistérienne et structurer les liens internes au territoire</p>	
<p>1.3.1 Garantir la lisibilité des entités paysagères qui structurent et affirment l'identité du territoire</p>	<p>L'ensemble des règles édictées par le PLU ont vocation à préserver les paysages et le patrimoine. Les dispositions du PLU participant à répondre à cet enjeu du SCoT sont les suivantes :</p>
<p>1.3.2 Valoriser l'accès aux patrimoines</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation du patrimoine et des paysages naturels par des zonages adaptés et notamment les zones Ns, des prescriptions diverses (espaces boisés classés à conserver ou à créer (EBC), préservation des zones humides, éléments du paysage à préserver...) - Préservation du petit patrimoine au titre des éléments du paysage à préserver - Préservation des bâtiments présentant un intérêt patrimonial en leur donnant la possibilité de changer de destination.
<p align="center">ENJEU 1-4 Valoriser les sites côtiers et les activités liées à la proximité de la mer dans le cadre de pratiques du territoire respectueuses de la sensibilité littorale</p>	
<p>1.4.1 Reconnaître et préserver les espaces remarquables</p>	<p><u>Préservation des espaces remarquables (articles L121-23 à L121-26 du code de l'urbanisme)</u></p> <p>Les espaces littoraux ont fait l'objet d'une expertise dans le cadre du SCoT. Cette expertise a conduit à délimiter les Espaces Remarquables du littoral, sur des critères fondés tant sur la qualité écologique que paysagère des sites. Le PLU inscrit ainsi les zones Ns dans le PLU, cadre de protection efficace grâce à un dispositif réglementaire strict n'autorisant que les aménagements légers prévus par l'article R121-4 du code de l'urbanisme.</p> <p>L'élaboration du PLU a été l'occasion de préciser les espaces remarquables délimités au SCoT et de les compléter au niveau communal. C'est ainsi que la zone Ns est étendue à l'ensemble des habitats naturels du site Natura 2000 (site classé et inscrit du Menez Hom).</p>

	<p>Ainsi, le PLU protège 560,9 hectares d'espaces terrestres écologiquement sensibles, soit près de 12,5 % de la superficie de la commune. Au sein de ces secteurs, sont seuls admis les aménagements légers définis par l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme.</p>
1.4.2 Préciser et pérenniser les coupures d'urbanisation	<p><u>Préservation des coupures d'urbanisation (article L121-22 du code de l'urbanisme)</u></p> <p><i>Les SCoT et les PLU doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère de coupure d'urbanisation</i></p> <p>Les espaces urbanisés de la commune sont séparés par des espaces naturels, remarquables ou encore réservés à l'agriculture, présentant un rapport d'échelle avec les parties construites qu'elles séparent.</p> <p>La commune s'est appuyée sur les coupures d'urbanisation identifiées au SCoT. Elles sont préservées par des zonages A ou N.</p> <p>Pour rappel l'implantation de bâtiments agricoles en discontinuité de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage n'est pas autorisée (application de la loi ELAN).</p> 
1.4.3 Développer les activités nautiques, sportives et de découverte de la nature	<p>Des espaces présentant un potentiel de développement d'activités sportives et de découverte de la nature (Menez Hom,...) sont classés en Ns au PLU car faisant partie des espaces identifiés à l'article R121-4 du code de l'urbanisme comme étant des espaces remarquables ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral.</p> <p>Dans ces espaces, le règlement du PLU autorise au titre de l'article L121-24 du code de l'urbanisme « <i>des aménagements légers lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant à leur ouverture au public, et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère remarquable du site...</i> »</p>
1.4.4 Renforcer la multifonctionnalité des espaces littoraux pour les habitants, les actifs et les touristes	<p><u>Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire (Articles L121-8 à L121-12 du code de l'urbanisme)</u></p> <p><i>L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants (article L121-8 du code de l'urbanisme)</i></p>

La commune a défini la nomenclature de ses noyaux bâtis en application de la loi littoral et de ses jurisprudences. Si la commune ne comprend pas de village au sens de la loi littoral, en revanche elle comprend l'agglomération du bourg et l'agglomération de Ty Vougeret constituée par l'école de gendarmerie.



L'agglomération du centre bourg

Il s'agit du centre bourg de la commune. Ce secteur accueille un très grand nombre d'habitation, des commerces, des services, des équipements. Il se caractérise par une densité de construction. Sa voirie est hiérarchisée (voies primaires, secondaires, voies en impasse). Une grande partie de l'agglomération du bourg est raccordée à l'assainissement collectif.

Le développement de l'urbanisation se fait au sein de l'enveloppe urbaine du bourg par la mise en œuvre d'OAP sur des cœurs d'ilots cernés d'habitations. Une extension d'urbanisation (0,9 ha) est prévue au Nord-ouest afin de créer une véritable entrée de bourg en permettant de recoudre l'urbanisation entre le lotissement de Park ar Garrec et l'entrée nord-ouest existante.

L'agglomération de Ty Vougeret

Bien que le site de l'école de gendarmerie n'ait pas été identifié par le SCoT comme étant une agglomération, la qualification de l'école de gendarmerie d'agglomération au sens de la loi littoral se justifie au regard de la densité des constructions et installations, de la diversité des fonctions (logements, équipements, services), du nombre de personnes sur le site (près de 1000 personnes y travaillent et nombre d'entre eux y logent).

C'est ainsi qu'au PLU, l'agglomération de Ty Vougeret est classée en zone UM et est destinée à recevoir exclusivement les installations et constructions nécessaires au fonctionnement de l'école de gendarmerie. La zone d'activités (Ui) située dans le prolongement de cette agglomération peut donc être étendue tel que prévu au plan de zonage.



Espaces proches du rivage (article L121-10 du code de l'urbanisme)

Par dérogation aux dispositions de l'article L.121-8 du code de l'urbanisme, les constructions ou installations liées aux activités agricoles ou forestières qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées peuvent être autorisées, en dehors des espaces proches du rivages, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. Cet accord est refusé si les constructions ou installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement et au paysage

Dès lors il est nécessaire de procéder à la délimitation des Espaces Proches du Rivage (EPR).

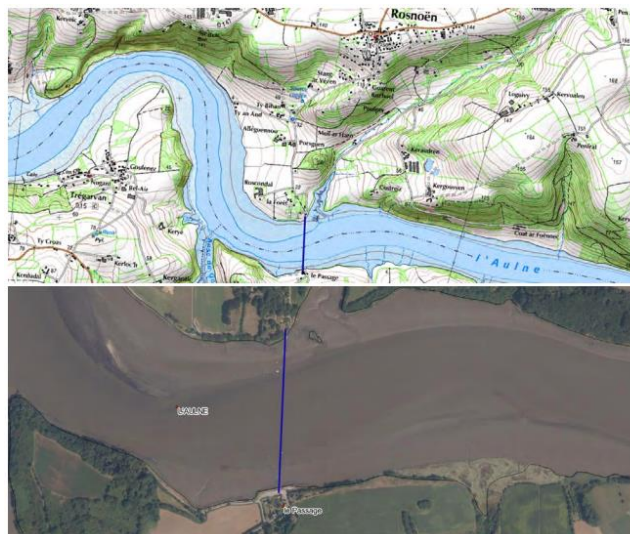
Le SCoT a défini les EPR à son échelle en fonction des critères de co-visibilité avec la mer, la distance par rapport au rivage et la nature de l'occupation de l'espace (urbanisé, naturel, existence d'une coupure liée à une infrastructure...)

La délimitation des espaces proches du rivage est matérialisée sur le règlement graphique du PLU mais diffère de celle figurant au SCoT.



En effet, la délimitation retenue au PLU se limite à la partie maritime de l'Aulne car lorsqu'une commune est riveraine de la mer et qu'elle comporte un estuaire, les espaces proches du rivage et la bande des 100 mètres s'appliquent jusqu'à la limite transversable de la mer (en amont ce n'est plus la mer mais la rivière).

La limite transversale de la mer (LTM) qui détermine la limite administrative entre la partie maritime et la partie non maritime a été établie par décret du 24 juillet 1885 pour la rivière de l'Aulne. Sur Dinéault, la limite transversale de la mer se situe au droit du lieu-dit Le Passage.



Limite transversale de la mer (SHOM)

Les zones situées en espaces proches du rivage sont classés en zones Ns, Na, Nzh et Aa. Ces zones ne sont pas constructibles. Les droits a construire pour les habitations existantes se limitent aux extensions mesurées des constructions et à l'édification d'une annexe à moins de 20 mètres de l'habitation.

Bande littorale des 100 m (article L121-16 du code de l'urbanisme)

En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 m à compter de la limite haute du rivage(...)

L'inconstructibilité de la bande littorale des 100 m s'applique jusque la limite transversale de la mer soit depuis la limite communale avec Trégarvan à la cale du Passage. En revanche en amont de cette limite, il n'y a pas de bande des 100 m applicable.

	Le PLU préserve la bande des 100 m par un zonage Ns et Na. Le règlement écrit dispose que « <i>hors espace urbanisé de la bande des 100 m, toute construction, extension de construction existante, installation ou changement de destination des constructions existantes est interdite. Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités exigeant la proximité immédiate de l'eau</i> ».
LE PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY MET EN ŒUVRE UN AMENAGEMENT QUALITATIF S'APPUYANT SUR LES POTENTIELS DE CHACUN DE SES SECTEURS POUR RENFORCER LA VITALITE DU TISSU ECONOMIQUE ET PROMOUVOIR UN CADRE DE VIE ATTRACTIF	
ENJEU 2-1 Développer les filières productives locales et créer les conditions pour leur montée en gamme en structurant un espace économique lisible et attractif à la jonction des flux N165 / N164	
2.1.1 Protéger durablement un espace agricole productif et préserver la fonctionnalité des exploitations en tenant compte des évolutions de leurs filières économiques	<p>La commune a réalisé un diagnostic agricole (Chambre d'Agriculture Oct. 2017). Les secteurs d'urbanisation ont été retenus au regard d'un bilan intégrant leur impact limité sur l'activité agricole. C'est ainsi que les zones 1AUh définies au PLU sont situés dans l'enveloppe urbaine du PLU et seule la zone 1AU de Poultozsec grève la zone agricole sur une surface de 0,9 ha ce qui correspond à 0,03% de la SAU.</p> <p>Le PLU soutien l'évolution des exploitations agricoles : les 33 sièges d'exploitations professionnelles sont classés en zone Aa et la majorité des terres agricoles sont couvertes par le zonage Aa.</p> <p>La commune a procédé à la délimitation des Espaces Proches du Rivage (EPR) indispensable en vue de pouvoir autoriser de nouveaux bâtiments et sièges d'exploitation hors continuité d'urbanisation.</p> <p>La commune a par ailleurs identifié 14 bâtiments susceptibles de changer de destination en dehors des périmètres sanitaires de protection des exploitations agricoles.</p> <p>Le besoin en foncier pour répondre à l'objectif d'accueil de population est estimé à 4 ha. Les disponibilités foncières théoriques en densification dans l'agglomération du bourg sont de 6,8 ha (3,6 ha sous forme d'aménagement d'ensemble et 3,2 ha sous forme de comblement de dents creuses ou division foncière).</p>
2.1.2 Déployer les fonctions industrielles, logistiques et tertiaires du pôle économique Est au travers d'une offre foncière et une gestion des flux adaptées aux différents types d'entreprises et de leur activité	Dinéault n'est pas concernée par cet objectif du DOO

2.1.3 Développer une offre de parcs artisanaux à Plomodiern et Plonevez-Porzay pour dynamiser l'économie rurale en relais du pôle économique est.	Dinéault n'est pas concernée par cet objectif du DOO
<u>ENJEU 2-2</u> Diversifier l'activité économique et la diffuser dans le territoire en promouvant une offre de service et artisanale qui appuie la vie des bourgs et valorisent leurs spécificités	
2.2.1 Accroître l'offre artisanale et tertiaire de centre	<p>La zone UH est une zone de mixité fonctionnelle (habitat, services, activités, commerces, équipements publics). Le règlement du PLU permet aux activités économiques compatibles avec l'habitat de s'implanter en zones Uh et 1AUh</p> <p>Une zone 1AUi (0,74 ha) est créée en continuité du bourg afin de pouvoir accueillir des entreprises artisanales nouvelles et/ou permettre la délocalisation d'activités existantes dont la localisation actuelle ne permet pas une évolution de l'outil de production par exemple.</p> <p>La zone d'activités existante de Ty Vougeret est classée en zone Ui. Située en continuité de l'agglomération que constitue le site de l'école de gendarmerie classé UM, elle fait l'objet d'une légère extension sur des terrains remblayés impropres à une mise en valeur agricole.</p>
2.2.2 Faire émerger et structurer une chaîne de valeur touristique	Le camping de Ty Provost, dans ses limites autorisées, est classé en zone NL. Il ne peut pas faire l'objet d'une extension car situé en discontinuité de l'agglomération du bourg (cf. développement sur la loi littoral dans Enjeu 1-4)
2.2.3 Améliorer l'attractivité commerciale des centres urbains	Dinéault n'est pas concernée par cet objectif du DOO.
2.2.4 Organiser l'offre en commerces pour préserver la vitalité des centres et renforcer le pôle commercial structurant de Châteaulin	La zone UH est une zone de mixité fonctionnelle (habitat, services, activités, commerces, équipements publics). Le règlement du PLU permet aux activités économiques compatibles avec l'habitat dont le commerce de s'implanter en secteurs Uh et 1AUh
2.2.5 DACOM	Dinéault n'est pas concernée par ce document

**ENJEU 2-3 Optimiser les urbanisations pour proposer des espaces de qualité, fonctionnels
et répondant aux nouveaux modes d'habiter et de travailler**

<p>2.3.1 Renforcer la mixité des fonctions urbaines dans le cadre d'un aménagement compact et attractif</p>	<p>L'accueil de nouveaux logements et d'activités compatibles avec l'habitat se fera dans l'enveloppe agglomérée du bourg sous forme d'investissement des « dents creuses » ou d'opération d'aménagement dans des cœurs d'ilots. Afin d'optimiser l'espace, de répondre aux objectifs de densification du SCoT et de manière à assurer une intégration environnementale et paysagère, ces cœurs d'ilots font l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) opposable aux opérateurs.</p> <p>Les secteurs UH et 1AUh définis au PLU sont en capacité de répondre aux besoins liés aux logements et aux activités compatibles avec l'habitat.</p> <p>Bien que marqué par un tissu urbain fortement imprégné d'habitations de type pavillonnaire, le PLU favorise la diversification des formes urbaines au travers notamment d'un assouplissement des règles favorisant les logements individuels mitoyens ou encore l'implantation sur de petites parcelles.</p>
<p>2.3.2 Développer la qualité des parcs d'activités dans une logique d'unité et de promotion de l'image du territoire et des entreprises</p>	
<p align="center">ENJEU 2-4 Diversifier l'offre en logement et améliorer son accessibilité dans le cadre d'un équilibre entre littoral et arrière-pays</p>	
<p>2.4.1 Développer une offre en logements adaptée aux différents publics et facilitant leur choix d'installation au regard de leurs besoins professionnels et projets de vie</p>	<p>Le PLU facilite la densification du centre bourg par division parcellaire au travers notamment d'OAP établi sur des cœurs d'ilots existants au sein du bourg.</p> <p>La diversité de l'offre de logements permettant de répondre au parcours résidentiel se déploie notamment au travers d'une possibilité de varier les lots à bâtir tout en respectant à minima la densité brute du SCoT dans les opérations d'aménagement.</p> <p>8% des résidences principales sont des logements locatifs sociaux. Le développement de LLS dépend de l'attractivité que représente la commune pour les bailleurs sociaux. Le PLH 2019-2024 prévoit que la production se fera en tant que de besoins sur la base des demandes et des équipements.</p>

2.4.2 Renforcer la politique de réhabilitation des logements pour améliorer le confort des populations et contribuer à la vitalité des espaces bâtis existants	Le PLU a recensé, sur la base d'une méthodologie (hors périmètre sanitaire d'exploitation agricole, qualité architecturale du bâtiment, présence des réseaux) 32 anciens bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination. Situés en zone A ou N ces bâtiments sont à considérer comme un potentiel mobilisable à court, moyen ou long terme. Toutefois il n'y a aucune garantie que ces changements de destination soient autorisés puisqu'ils devront, au stade du permis, être soumis à l'avis conforme de la CDPENAF ou de la CDNPS.
ENJEU 2-5 Assurer une gestion environnementale hautement qualitative, qui soutienne le développement et valorise les ressources naturelles du territoire	
2.5.1 Orienter l'aménagement du territoire en faveur de la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	Traité dans l'évaluation environnementale
2.5.2 Garantir la pérennité des usages de l'eau sur le long terme	Traité dans l'évaluation environnementale
2.5.3 Concevoir un urbanisme économe en énergie et favorisant la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre	Traité dans l'évaluation environnementale
2.5.4 Poursuivre la politique de gestion des déchets associant valorisation et prévention	Traité dans l'évaluation environnementale
2.5.5 Minimiser l'exposition des personnes et activités aux risques et aux nuisances	Traité dans l'évaluation environnementale

5.2.2 LE PLAN LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Le Plan Local de l'Habitat de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) 2019-2024 a été adopté le 18 décembre 2018 ;

Le PLH prévoit 5 grandes orientations avec lesquelles le PLU doit être compatible ;

<u>Orientation 1 : concilier développement de la communauté et équilibres du territoire</u>	
Produire de nouveaux logements en tenant compte des équilibres du territoire	En limitant l’urbanisation au centre-bourg et en favorisant la mixité fonctionnelle, le PLU de Dinéault participe au maintien de la vitalité du centre bourg et l’attractivité résidentielle de la commune. La qualité de vie passe aussi par la préservation des richesses de la commune (espaces naturels et agricoles).
Conforter les polarités de Châteaulin, Pleyben, Plomodiern et Plonevez Porzay	Dinéault n’est pas concernée
Produire de nouveaux logements pour les autres communes en fonction du niveau d’équipement et de services	Le foncier mobilisable au PLU permet de répondre à l’objectif de production moyen annuel défini au PLH à savoir 7 logements/an.
<u>Orientation 2 : mobiliser davantage le parc existant dans les centralités pour les dynamiser</u>	
Revaloriser le parc existant	Le PLU ne contrarie pas l’atteinte des objectifs fixés par cette orientation 2.
Encourager la résorption de la vacance	
Développer l’information aux habitants en matière de logement	
<u>Orientation 3 : définir une stratégie foncière et favoriser la qualité des opérations</u>	
Favoriser le renouvellement urbain	Le PLU a identifié le potentiel foncier mobilisable au sein du bourg (dents creuses, divisions de parcelles et cœurs d’îlots) et l’a estimé à 6,7 ha. En privilégiant la densification du bourg et le renouvellement urbain, le PLU limite la consommation de terres agricoles.
Concevoir des formes d’habitat attractives et économes en foncier	Dans les OAP le respect de la densité prescrite par le SCoT permettra la réalisation de petits logements pouvant être adaptés aux seniors mais aussi aux jeunes décohabitants. La qualité de l’aménagement est une variable importante qu’il convient de prendre en compte pour bien vivre la densité.

<u>Orientation 4 : permettre un accès au logement pour tous grâce à la diversité de l'offre</u>	
Permettre une meilleure réponse à la demande locative sociale	Le parc des logements locatifs aidés représente 8% des résidences principales de Dinéault. Les 49 logements locatifs sociaux sont gérés par Habitat 29.
Favoriser le parcours résidentiel	Favoriser le parcours résidentiel est un des objectifs du PLU qui trouve notamment sa traduction par une typologie d'habitat permettant de répondre aux besoins des ménages selon leurs compositions.
Répondre aux besoins des publics les plus fragiles socialement et financièrement	Le PLU n'a pas d'incidence sur cet axe.
<u>Orientation 5 : renforcer la gouvernance</u>	
Assurer, suivre et évaluer la politique de l'habitat	Le PLU n'est pas concerné par cette orientation
Développer une culture commune « habitat » au sein de l'intercommunalité	

5.2.3 LA CHARTE DU PARC NATIONAL D'ARMORIQUE

Ce chapitre démontre la compatibilité du PLU de Dinéault avec la charte du PNRA 2009-2021.

La Charte du PNRA comporte les 4 axes suivants :

- 1 -** Conforter la richesse et l'originalité des éléments de patrimoine qui fondent la qualité de cadre de vie des habitants
- 2 -** Conjuguer l'évolution des activités de l'homme et la valeur des patrimoines naturels, terrestres, insulaires et maritime
- 3 -** Faire vire les patrimoines et la création artistique par des projets fédérateurs
- 4 -** Transcrire l'esprit de partenariat, du local à l'international

Seules certaines orientations des 3 premiers axes de la Charte trouvent un écho dans le PLU.

Axe de la Charte	Prise en compte dans le PLU
<i>AXE 1 : CONFORTER LA RICHESSE ET L'ORIGINALITE DES ELEMENTS DE PATRIMOINE QUI FONDENT LA QUALITE DE CADRE DE VIE DES HABITANTS</i>	
1.1 garantir une gestion patrimoniale des milieux et des espèces remarquables	Classement des espaces remarquables au titre de la loi littoral en zone Ns.
1.2 Conserver toutes ses fonctionnalités à la nature ordinaire	Préservation des continuités écologiques par des zonages protecteurs : Ns, Na, Nzh et Aa et inscription des haies bocagères en éléments du paysage à préserver.
1.3 Conforter la qualité des eaux et des milieux aquatiques	Protection des zones humides par un zonage adapté : Nzh Protection des abords des cours d'eau par un zonage adapté : Na, Ns, Nzh
1.4 construire et diffuser une culture commune des paysages	Le plan de zonage respecte et préserve les grands ensembles paysagers du territoire.
1.5 Inscrire l'urbanisme dans un développement soutenable	Le PLU facilite la densification du centre bourg par division parcellaire au travers notamment d'OAP établies sur des cœurs d'ilots existants au sein du bourg.
1.6 Valoriser la qualité du bâti et soutenir la création architecturale	Bien que marqué par un tissu urbain fortement imprégné d'habitations de type pavillonnaire, le PLU favorise la diversification des formes urbaines au travers notamment d'un assouplissement des règles (implantation des constructions, volumétrie...). Le PLU a recensé, sur la base d'une méthodologie (hors périmètre sanitaire d'exploitation agricole, qualité architecturale du bâtiment...) 18 anciens bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination.
<i>AXE 2 : CONJUGUER L'EVOLUTION DES ACTIVITES DE L'HOMME ET LA VALEUR DES PATRIMOINES NATURELS, TERRESTRES, INSULAIRES ET MARITIME</i>	
2.1 soutenir les agricultures valorisant durablement les ressources du territoire	Le règlement du PLU autorise les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles ainsi que les installations nécessaires à la diversification des activités sous réserve que celles-ci soient accessoires par rapport aux activités agricoles de l'exploitation.
2.2 Organiser la multifonctionnalité des espaces forestiers	Traité dans l'évaluation environnementale
2.6 Lutter contre les causes et les effets du réchauffement climatique	Traité dans l'évaluation environnementale

AXE 3 : FAIRE VIVRE LES PATRIMOINES ET LA CREATION ARTISTIQUE PAR DES PROJETS FEDERATEURS

3.1 Accompagner les projets de mise en valeur des territoires

Le PLU préserve, au titre des éléments du paysage à préserver, le patrimoine vernaculaire (chapelle, lavoirs, fontaines, fours...) qui participe à l'identité de la commune

6 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Voir document à part.